

# Bundeshaushalt und Inflation

## Anhänge

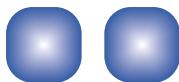


Working Paper No. 9

ÖKONOMEN  
EFV  
TEAM



Eidgenössische Finanzverwaltung EFV  
Administration fédérale des finances AFF  
Amministrazione federale delle finanze AFF  
Administraziun federala da finanzas AFF



Die Arbeiten des Ökonomenteams EFV spiegeln nicht notwendigerweise die offiziellen Positionen des Amtes, des Departements oder des Bundesrats wieder. Für die in den Arbeiten vertretenen Thesen und allfällige Irrtümer sind in erster Linie die Autoren selbst verantwortlich.

Les travaux du groupe des économistes de l’AFF ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de l’office, du département ou du Conseil fédéral. Les auteurs assument eux-mêmes la responsabilité des thèses défendues dans ces travaux ainsi que des erreurs éventuelles.

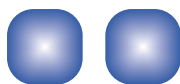
The work of the FFA group of economic advisors does not necessarily reflect the official position of the office or federal department or that of the Federal Council. The authors themselves are responsible for the assumptions and any errors which may be contained in the work.

### **Impressum**

Redaktion:  
Eidg. Finanzverwaltung  
Autoren:  
P. A. Bruchez, C. Colombier,  
Werner Weber

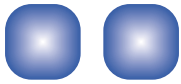
Layout:  
U. Gmür  
ISSN-Nr. 1660-7937  
Bern, Dezember 2005

Internet:  
[www.efv.admin.ch/d/wirtsch/studien/berichte.htm](http://www.efv.admin.ch/d/wirtsch/studien/berichte.htm)

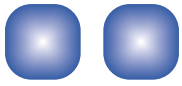


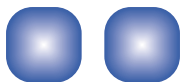
# Table des matières

<b>Annexe I: Empirischer Zusammenhang zwischen Nominalzinsen und der Teuerung</b>	<b>6</b>
I.1 Impact immédiat sur le taux d'intérêt à court terme: règle de Taylor	6
I.2 Impact à long terme sur le taux d'intérêt à court-terme: effet Fisher	10
I.3 Impact sur le taux d'intérêt à long terme	11
<b>Annexe II: Choc inflationniste en l'absence de délais d'ajustement</b>	<b>16</b>
II.1 Scénario I : scénario de base sans choc inflationniste	16
II.2 Scénario II : choc inflationniste, indexation parfaite	17
II.3 Besoins d'assainissement discrétionnaire dans le scénario II	19
II.4 Evolution de la part des recettes affectée au paiement des intérêts passifs	23
<b>Annexe III: Choc inflationniste en présence de délais d'ajustement du taux d'intérêt nominal</b>	<b>26</b>
III.1 Evolution de la dette	28
III.2 Besoins d'assainissement	29
III.3 Somme des valeurs actualisées des besoins d'assainissement	37



III.4 Part des recettes consacrée aux intérêts passifs	43
<b>Annexe IV: Bilan global tenant compte de l'imparfaite indexation des recettes</b>	<b>49</b>
IV.1 Coût global de la non-indexation des recettes	49
IV.2 Somme des effets résultant de la non-indexation des recettes et de l'impact via le bilan	51
<b>Annex V: Inflationwirkungen auf die Einnahmenseite</b>	<b>53</b>
<b>Annex VI: Detailinformationen zu den einzelnen Rubriken</b>	<b>58</b>
a. Erläuterungen zu Abschnitt 3.2. Soziale Wohlfahrt	58
b. Erläuterungen zu Abschnitt 3.3. Verkehr	69
c. Erläuterungen zu Abschnitt 3.4. Bildung und Grundlagenforschung	90
d. Erläuterungen zu Abschnitt 3.5. Landwirtschaft, Ernährung und Umwelt	102
e. Erläuterungen zu Abschnitt 3.6. Beziehungen zum Ausland	116





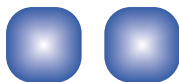
## Annexe I: Empirischer Zusammenhang zwischen Nominalzinsen und der Teuerung

Le taux d'intérêt du marché intervient dans notre problématique du côté des dépenses (service de la dette) et du côté des recettes (impôt anticipé). Il est donc important de connaître l'impact de l'inflation sur ce taux d'intérêt. Il y a cependant une difficulté fondamentale: le taux d'intérêt dépend de l'inflation anticipée, or l'inflation anticipée n'est pas directement observable (sauf si l'on effectue des enquêtes). Ceci implique qu'un choc inflationniste de 1% n'aura pas le même impact selon qu'il sera perçu comme transitoire ou permanent. Pour la suite de la discussion, il faut distinguer deux dimensions : i) taux d'intérêt à court terme versus à long terme, ii) impact immédiat du choc versus impact à long terme. Le taux d'intérêt nominal à court terme est déterminé par la politique monétaire et dépend donc des anticipations inflationnistes de la Banque nationale (§1.1). A long terme, le taux d'intérêt nominal de court terme est donné par l'équation de Fisher : Taux d'intérêt nominal = Taux d'intérêt réel + Inflation anticipée (§1.2). Finalement, nous discuterons le taux d'intérêt à long terme (§1.3)

### I.1 Impact immédiat sur le taux d'intérêt à court terme: règle de Taylor

La Banque nationale (BNS) peut relativement bien déterminer le taux d'intérêt à court terme. Le taux d'intérêt à court terme sera donc ce que la BNS veut qu'il soit. La BNS choisira ce taux en fonction de ses attentes inflationnistes : si elle craint une augmentation de l'inflation, la BNS mènera une politique restrictive, et augmentera donc ce taux.

La règle de Taylor est une règle qui permet de calculer le taux d'intérêt à court terme en fonction notamment de l'inflation actuelle. Cette règle est souvent utilisée pour décrire le comportement des

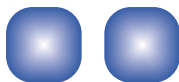


banques centrales (même si en fait les banques centrales ne se contentent pas d'appliquer cette règle).

### Règle de Taylor estimée par la KFK

La littérature fournit des estimations de la règle de Taylor pour la Suisse. Ainsi la KFK<sup>1</sup> trouve que le taux d'intérêt à court terme change de 1,8% si le taux d'inflation anticipé augmente de 1% (notons qu'une augmentation de 1% de l'inflation actuelle n'implique pas nécessairement une augmentation correspondante du taux d'inflation anticipé). Notons que le principe de Taylor qui veut que la banque centrale réagisse de façon plus que proportionnelle à une variation de l'inflation (et qu'une augmentation de l'inflation conduise donc à une baisse du taux d'intérêt réel fixé par la banque centrale, et donc à une politique réellement plus restrictive) est respecté.

<sup>1</sup> KFK (2002), Rapport annuel 2002, pg 59. <http://www.kfk.admin.ch/pdf%20f/381.%20bulletin.pdf>. La KFK estime une version „forward-looking“ de la règle de Taylor qui s'écarte de la formulation initiale notamment en prenant en compte l'inflation prévue au lieu de l'inflation actuelle. Le passage suivant de ce rapport est particulièrement pertinent pour notre problématique: „[...] deux variantes ont été examinées. Dans le premier (second) cas, c'est le taux d'inflation anticipé pour le trimestre (année) qui entre dans l'équation. Concernant le taux d'inflation anticipé [...] les deux estimations se distinguent à peine. Le coefficient estimé pour l'inflation est proche de 1.8 et est statistiquement significatif et supérieur à 1.“

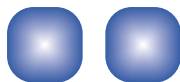


## Modèle macroéconomique de taille moyenne de la BNS

Il existe encore d'autres travaux concernant la règle de Taylor pour la Suisse. Par exemple, le modèle macroéconomique de taille moyenne de la BNS contient une équation analogue à la formule de Taylor. Mais l'inflation n'intervient pas directement dans cette équation : «Attempts to include the current inflation rate were empirically unsuccessful. This result is not really surprising: On the one hand, in case of a cost-induced inflation, the appropriate policy response is rather to accommodate higher money demand to some extent than to tighten monetary reins. On the other hand, in case of a demand-pull inflation, high GDP growth precedes inflation, so that monetary tightening is advisable already when GDP growth rises. Moreover, *URATE* [il s'agit du taux de chômage] is the driving force in the wage-price block of the model. Hence, low values of *URATE* can be viewed as a leading indicator of rising inflation as well.»<sup>2</sup> Le fait que dans ce modèle l'inflation n'apparaît pas directement dans l'équation correspondant à la règle de Taylor ne signifie donc pas que l'inflation n'a aucun impact sur le taux d'intérêt à court terme, mais seulement que cet impact dépend de la source de l'inflation ou qu'il est partiellement pris en compte par d'autres variables représentées dans l'équation. Notons que dans le modèle BAK par contre, l'inflation (croissance du déflateur du PIB) intervient directement (avec un délai) dans la détermination du taux d'intérêt à court terme.

<sup>2</sup> Stalder Peter (2002), «Forecasting Swiss inflation with a structural macromodel; the role of technical progress and the „Mortgage rate – Housing rent“ link », IFC Bulletin 13 – November 2002, pg 58-83. Voici un link vers une version de ce papier : <http://www.bis.org/publ/bispap03i.pdf>.





## Une régression simple

Régresser le taux d'intérêt à court terme sur le taux d'inflation donne le résultat suivant (notre propre estimation):

**Table I.1 : Taux d'intérêt nominal à court terme**

Dependent Variable: RSH\_CH

Method: Least Squares

Date: 01/17/05 Time: 11:46

Sample(adjusted): 1974 2003

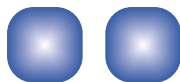
Included observations: 30 after adjusting endpoints

Newey-West HAC Standard Errors & Covariance (lag truncation=3)

RSH\_CH= C(1)+C(2)\*100\*D(CPI\_CH)/CPI\_CH

	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C(1)	1.147678	0.424596	2.702988	0.0115
C(2)	1.185003	0.160281	7.393284	0.0000
R-squared	0.552554	Mean dependent var		4.108110
Adjusted R-squared	0.536574	S.D. dependent var		2.655479
S.E. of regression	1.807728	Akaike info criterion		4.086359
Sum squared resid	91.50061	Schwarz criterion		4.179772
Log likelihood	-59.29538	Durbin-Watson stat		1.214563

Les données pour le taux d'intérêt nominal à court terme (RSH\_CH) et le Consumer Price Index (CPI\_CH) proviennent du modèle BAK. L'hypothèse C(2)=1 (un changement d'inflation se répercute proportionnellement dans le taux d'intérêt nominal à court terme) n'est



pas rejetée par cette estimation<sup>3</sup>. Notons que le R-squared de cette estimation n'est pas excellent, et que cette simple régression ne peut donc pas remplacer une analyse plus détaillée. Nous renonçons toutefois à effectuer ici une telle analyse.

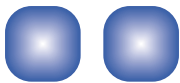
En conclusion, il n'est pas aisé de dire quel est l'impact de l'inflation courante sur le taux d'intérêt nominal courant à court terme. Ceci n'est pas surprenant, car ce qui importe pour la politique monétaire ce n'est pas l'inflation courante, mais l'inflation attendue.

## **I.2 Impact à long terme sur le taux d'intérêt à court-terme: effet Fisher**

Selon l'effet Fisher, un changement du taux d'inflation anticipé devrait conduire à une modification correspondante du taux d'intérêt nominal de sorte à conserver le taux d'intérêt réel constant. Il est cependant possible, par exemple à cause d'une illusion monétaire, que le taux d'intérêt ne s'ajuste pas immédiatement, mais seulement après un certain délai. Il n'est toutefois pas facile d'estimer économétriquement cet effet. Même déterminer empiriquement si à suffisamment long terme les changements d'anticipation inflationniste se répercutent pleinement ou seulement partiellement sur le taux d'intérêt nominal ne semble pas évident<sup>4</sup>. Nous admettrons toutefois

<sup>3</sup> Ceci ne signifie pas que tous les chocs inflationnistes sont considérés comme permanents, puisque ce résultat est compatible, par exemple, avec une situation où la moitié des chocs inflationnistes serait considérée comme permanente, mais où un choc perçu comme permanent aurait un impact plus que proportionnel sur le taux d'intérêt à court terme : 1% de choc permanent aurait un impact de 2% sur le taux d'intérêt à court terme.

<sup>4</sup> Consulter Cooray Arusha (2003), „The fisher effect: a survey“, The Singapore Economic Review, Vol. 48, No. 2 (2003) 135-150. <http://www.worldscinet.com/ser/48/pre-served-docs/4802/S0217590803000682.pdf>



que l'effet Fisher fonctionne à long terme, et que la composante permanente<sup>5</sup> du choc inflationniste est à long terme pleinement répercutée sur le taux d'intérêt nominal<sup>6</sup>.

### I.3 Impact sur le taux d'intérêt à long terme

Le taux d'intérêt à long terme dépend des anticipations concernant les taux d'intérêts à court terme qui régneront jusqu'à l'échéance. En première approximation on peut considérer que le taux d'intérêt à long terme est égal à la moyenne des taux d'intérêt à court terme anticipés jusqu'à l'échéance du titre, plus une prime de liquidité.

<sup>5</sup> Dans la mesure où les agents croient à la volonté et la capacité de la banque centrale d'assurer la stabilité des prix, tout choc inflationniste qui conduirait à une déviation de cette stabilité des prix devrait être considéré comme transitoire, et la composante anticipée comme permanente est alors nulle.

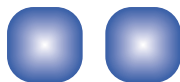
<sup>6</sup> Nous avons dit que le taux d'intérêt à court terme est déterminé par la banque centrale. Nous admettons maintenant qu'à long terme ce taux est égal à la somme de l'inflation et du taux d'intérêt réel (que nous supposons ne pas être influençable par la banque centrale sur le long terme). N'y a-t-il pas contradiction, ou en tous cas surdétermination puisque deux formules déterminent le taux d'intérêt à court terme qui sera valide dans un avenir lointain: i) la règle de Taylor qui sera appliquée dans cet avenir lointain, ii) l'équation de Fisher ? Non, il n'y a pas de contradictions, car à l'équilibre ces équations déterminent le taux d'inflation (il y a deux équations, mais aussi deux inconnues : le taux d'intérêt et le taux d'inflation). Supposons par exemple que la règle de Taylor soit donnée par : taux d'intérêt nominal =  $a + b*(inflation - c) + d*outputgap$  où  $a, b, c$  et  $d$  sont des constantes. A l'équilibre l'output gap est nul et la règle de Taylor devient:

$$\text{taux d'intérêt nominal} = a + b*(inflation - c).$$

En remplaçant le taux d'intérêt nominal par son expression selon l'équation de Fisher et en isolant l'inflation on obtient:

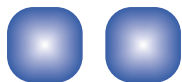
$$\text{inflation d'équilibre} = [\text{taux d'intérêt réel d'équilibre} - a + b*c]/(b-1)$$

où le taux d'intérêt réel d'équilibre est considéré comme indépendant de la politique monétaire.

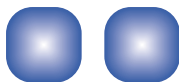


Discutons l'argument selon lequel le taux d'intérêt à long terme en Suisse dépend essentiellement des taux d'intérêt étrangers et n'est donc pas très sensible à l'inflation suisse. L'idée est qu'un investisseur américain ne s'intéresse pas à l'inflation suisse, mais veut seulement que ses investissements en Suisse lui offre une rétribution au moins égale (à une éventuelle différence de prime de risque près) à ses investissements aux USA. Une première objection à cet argument est que les marchés financiers ne sont peut-être pas parfaitement intégrés: les investisseurs semblent avoir tendance à investir davantage dans leur pays que ne le laisserait supposer une diversification parfaite. Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que l'investisseur américain devra transformer ses dollars en CHF pour investir en Suisse, et que la rétribution des investissements suisses en CHF devra être retransformée en dollars, ce qui fait intervenir deux fois le taux de change  $\$/CHF$ . Or ce taux de change nominal dépend (en tous cas dans une certaine mesure) de l'inflation.

Si la parité du pouvoir d'achat était conservée sur le long terme, ceci impliquerait que la différence d'inflation se répercuterait à long terme complètement sur le taux de change. Ainsi, si par exemple l'investisseur américain prévoit que les prix nominaux en Suisse augmentent de 1%, alors qu'il s'attend à ce qu'ils soient stables aux USA, alors il prévoira aussi que la monnaie suisse perdra 1% de sa valeur par rapport au dollar, et exigera des taux d'intérêt nominaux suisses 1% plus élevés pour compenser la perte due à la dépréciation. En ce qui concerne les investisseurs suisses, ils exigeraient aussi une augmentation du taux d'intérêt réel de 1% simplement pour conserver le taux d'intérêt réel. Ainsi, le taux d'inflation attendu en Suisse se répercuterait finalement sur le taux d'intérêt nominal suisse.



Il est toutefois possible que la parité de pouvoir d'achat ne soit pas parfaitement conservée sur le long terme (la Suisse a connu une appréciation réelle de sa monnaie). Imaginons que les tradables aient le même prix dans tous les pays (une fois converti dans une même monnaie) parce qu'une différence de prix serait éliminée par les arbitragistes qui achèteraient le bien là où il est le moins cher pour le revendre là où il est le plus cher. Imaginons par contre que les prix des nontradables puissent différer d'un pays à l'autre, puisque qu'un tel arbitrage n'est pas possible dans ce cas. Supposons également que les prix augmentent plus vite dans le secteur des nontradables que dans le secteur des tradables (par exemple parce que la productivité croît plus vite dans le secteur des nontradables). Pour simplifier, supposons que tous les prix sont stables à l'étranger, que les prix des tradables sont stables en Suisse, mais que les prix des nontradables augmentent en Suisse. Alors l'inflation spécifique du secteur des nontradables ne se répercuterait pas (en tous cas dans un premier round) sur le taux de change nominal (si celui-ci est fixé par l'équivalence des prix des nontradables, prix qui par hypothèse n'ont pas changé), et les investisseurs étrangers n'auraient aucune raison d'exiger une augmentation de notre taux d'intérêt nominal. Comme seuls les investisseurs suisses exigeraient une augmentation du taux d'intérêt nominal, l'inflation spécifique du secteur nontradables ne se répercuterait que partiellement sur le taux d'intérêt nominal. Il y aurait donc une baisse du taux d'intérêt réel suisse. Par contre une augmentation générale des prix (la même pour les tradables et les nontradables) serait pleinement répercutée dans le taux d'intérêt nominal suisse, laissant ainsi le taux d'intérêt réel inchangé.

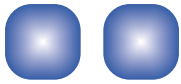


## Modèle macroéconomique de taille moyenne de la BNS

Le modèle macroéconomique de taille moyenne de la BNS évoqué ci-dessus contient également une équation pour les temps longs. Selon l'utilisation envisagée, il s'agit soit d'une moyenne des taux d'intérêt à court termes qui seront valides entre le moment de l'émission et la maturité (plus une prime de liquidité), soit d'une formule exprimant la variation du taux d'intérêt suisse à long terme en fonction de la variation du taux long en Allemagne, de l'écart entre le taux long en Allemagne et en Suisse lors de la période précédente, ainsi que d'une partie de la variation du taux court (la partie qui est due à une variation du taux de change, du PIB ou du taux de chômage, mais pas du taux court étranger). Là encore, l'inflation n'apparaît pas directement dans l'équation. (Dans la formule pour les taux longs du modèle BAK, l'inflation n'apparaît pas non plus directement).

### Une régression simple

Une régression simple donne le résultat suivant (où  $RLG\_CH$  est le taux à long terme) :

**Table I.2 : Taux d'intérêt nominal à long terme**

Dependent Variable: RLG\_CH

Method: Least Squares

Date: 01/31/05 Time: 16:17

Sample(adjusted): 1974 2003

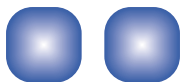
Included observations: 30 after adjusting endpoints

Newey-West HAC Standard Errors &amp; Covariance (lag truncation=3)

 $RLG\_CH = C(1) + C(2) * 100 * D(CPI\_CH) / CPI\_CH$ 

	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C(1)	3.291205	0.267658	12.29633	0.0000
C(2)	0.487804	0.114496	4.260455	0.0002
R-squared	0.488880	Mean dependent var		4.509860
Adjusted R-squared	0.470626	S.D. dependent var		1.162130
S.E. of regression	0.845544	Akaike info criterion		2.566668
Sum squared resid	20.01846	Schwarz criterion		2.660081
Log likelihood	-36.50002	Durbin-Watson stat		0.804225

On observe qu'environ la moitié de l'inflation courante passe dans les taux longs. Le pouvoir explicatif de cette régression n'est toutefois pas excellent.



## Annexe II: Choc inflationniste en l'absence de délais d'ajustement

Nous considérons ici le cas où il n'y a aucun délais d'ajustement: les recettes et les dépenses sont immédiatement et complètement indexées sur l'inflation, et une augmentation de l'inflation est immédiatement répercutée dans le taux d'intérêt nominal moyen payé sur la dette.

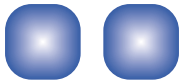
Supposons que les exigences du frein à l'endettement soient satisfaites dans le scénario initial (scénario I) où l'inflation est égale à  $\pi$  (pour simplifier, faisons abstraction des fluctuations conjoncturelles et supposons que la conjoncture est toujours à l'équilibre, et que par conséquent le frein à l'endettement exige que le déficit soit constamment nul et la dette nominale constante). Qu'advient-il si (scénario II) l'inflation augmente de  $\Delta\pi$ ? Nous allons montrer que, en l'absence de mesures d'assainissement correctives, la dette nominale augmente suite à ce choc inflationniste.

### II.1 Scénario I : scénario de base sans choc inflationniste

Dans ce scénario de base, nous supposons que l'inflation est constamment égale à  $\pi$ . Nous supposons que les recettes sont parfaitement indexées sur l'inflation et connaissent une croissance réelle  $g$ . Par conséquent au temps  $t$  les dépenses sont égales à  $E_t = E^* e^{(g+\pi)t}$ . Nous supposons aussi que les exigences du frein à l'endettement sont satisfaites, c'est-à-dire (en faisant abstraction du cycle conjoncturel) que les dépenses (y compris les intérêts passifs) sont toujours égales aux recettes. Par conséquent, les dépenses totales (y compris les intérêts passifs)  $A_t$  évoluent comme les recettes<sup>7</sup> :  $A_t = A e^{(g+\pi)t}$ , où  $A = E$ . La dette est alors constante. Sa valeur nominale est désignée

<sup>7</sup> Les formules utilisées sont en temps continu. Ainsi pour transformer une valeur réelle en valeur nominale, il faut multiplier par  $e^{i^*t}$  plutôt que par  $(1+i)^t$ . La formule des intérêts composés est  $e^{i^*t}$  plutôt que  $(1+i)^t$  où  $i$  est le taux d'intérêt nominal.





par  $D$ . Le taux d'intérêt nominal est égal au taux d'intérêt réel  $r$  plus l'inflation  $\pi$ . Les intérêts passifs restent donc constamment égaux à  $D^*(r+\pi)$ .

Soit  $A_{\text{autres},t}$  les dépenses au temps  $t$  autres que les intérêts passifs. Nous avons :

$$A_{\text{autres},t} = A^* e^{(g+\pi)^*t} - D^*(r+\pi)$$

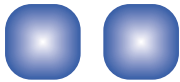
## II.2 Scénario II : choc inflationniste, indexation parfaite

Supposons maintenant qu'un choc inflationniste  $\Delta\pi$  ait lieu en  $t=0$ . On suppose que le taux d'intérêt nominal payé sur la dette s'adapte immédiatement, et est donc égal à  $r+\pi+\Delta\pi$ . Les intérêts passifs au temps  $t$  s'élèvent donc à  $D_t^*(r+\pi+\Delta\pi)$ .

Comment évoluent les dépenses autres que les intérêts passifs? Nous supposons que, en l'absence de mesures d'assainissement discrétionnaires spécifiquement entreprises pour tenir compte du choc inflationniste, les dépenses autres que les intérêts passifs sont indexées sur l'inflation. Par conséquent  $A_{\text{autres},t}$  a la même valeur réelle dans les scénarios I et II. Sa valeur nominale dans le scénario II est donc donnée par l'équation suivante:

$$A_{\text{autres},t} = \left[ A^* e^{(g+\pi)t} - D^*(r+\pi) \right]^* \frac{e^{(\pi+\Delta\pi)t}}{e^{\pi t}} = \left[ A^* e^{(g+\pi)t} - D^*(r+\pi) \right]^* e^{\Delta\pi^*t}$$

Les dépenses totales sont alors égales à :



$$\begin{aligned} A_t &= D_t * (r + \pi + \Delta\pi) + A_{autres,t} = D_t * (r + \pi + \Delta\pi) + [A * e^{(g+\pi)t} - D * (r + \pi)] * e^{\Delta\pi * t} \\ &= D_t * (r + \pi + \Delta\pi) - D * (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} + A e^{(g+\pi+\Delta\pi) * t} \end{aligned}$$

Nous supposons ici (comme dans le scénario I) que les recettes sont indexées sur l'inflation. Pour le scénario II, nous avons donc l'équation suivante:

$$E_t = E e^{(g+\pi+\Delta\pi) * t}$$

A chaque instant t, le déficit est égal à  $A_t - E_t$ , et se rajoute à la dette:

$$\frac{dD_t}{dt} = A_t - E_t = D_t * (r + \pi + \Delta\pi) - D * (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} + A e^{(g+\pi+\Delta\pi) * t} - E e^{(g+\pi+\Delta\pi) * t}$$

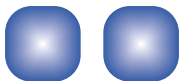
Comme A et E sont les dépenses et les recettes initiales dans le scénario I, et que par hypothèse  $A=E$ , on obtient:

$$\frac{dD_t}{dt} = D_t * (r + \pi + \Delta\pi) - D * (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} \quad (\text{Eq.II.1})$$

La solution de cette équation différentielle qui satisfait la condition initiale  $D_{t=0} = D$  est donnée par  $D_t = D e^{\Delta\pi * t}$ .

La dette croît en valeur nominale si le choc inflationniste  $\Delta\pi$  est

positif. La valeur réelle de la dette, égale à  $\frac{D e^{\Delta\pi * t}}{e^{(\pi+\Delta\pi) * t}} = D e^{-\pi t}$ , dépend du niveau d'inflation  $\pi$  du scénario de base (la dette réelle décroît si l'inflation  $\pi$  est positive), mais ne dépend pas du choc inflationniste  $\Delta\pi$ . Ce résultat provient de l'hypothèse que ni les dépenses autres



que les intérêts passifs, ni les recettes ne dépendent en valeur réelle du choc inflationniste.

### II.3 Besoins d'assainissement discrétionnaire dans le scénario II

Cette croissance de la dette ne respecte pas les exigences du frein à l'endettement. Des mesures d'assainissement discrétionnaires sont donc nécessaires pour éviter l'augmentation de la dette. Quel est le montant de ces assainissements?

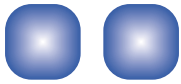
Désignons par  $Assainissements_t$ , les assainissements supplémentaires dans le scénario II. Il s'agit de mesures discrétionnaires d'assainissement par rapport au scénario I (pas par rapport à l'année précédente). Les dépenses totales sont donc diminuées du montant de ces assainissements, et l'équation différentielle ci-dessus devient:

$$\frac{dD_t}{dt} = D_t * (r + \pi + \Delta\pi) - D * (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} - Assainissements_t$$

Si ces assainissements sont tels que la dette reste constante, alors on aura  $D_t = D$  et  $\frac{dD_t}{dt} = 0$  et l'on obtient l'équation suivante:

$$0 = D * (r + \pi + \Delta\pi) - D * (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} - Assainissements_t$$

On a donc:  $Assainissements_t = D * \left[ (r + \pi + \Delta\pi) - (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} \right]$



Le besoin d'assainissement décroît donc avec le temps pour devenir à terme négatif. En  $t=0$ , ce besoin d'assainissement est égal à  $D^* \Delta\pi$ . Il devient nul en

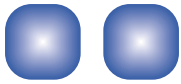
$$t_0 = \frac{\ln\left(1 + \frac{\Delta\pi}{r + \pi}\right)}{\Delta\pi}$$

On obtiendrait la même formule pour  $t_0$  en calculant, grâce à la formule  $e^{\Delta\pi * t_0} = \frac{r + \pi + \Delta\pi}{r + \pi}$ , à quelle date les prix croissent autant que le taux d'intérêt nominal. Si l'on utilisait la formule simplifiée

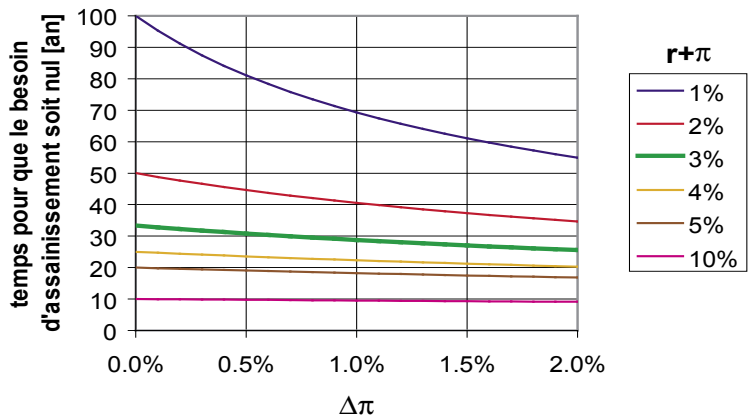
$$t_0 \Delta\pi = \frac{\Delta\pi}{r + \pi} \quad \text{on aurait obtenu } t_0 = \frac{1}{r + \pi} \text{ qui est une approxima-}$$

tion (pas très bonne) de la formule ci-dessus.

Le graphique suivant donne, en fonction du choc inflationniste, le temps pour que le besoin d'assainissement devienne nul (différentes courbes pour différentes valeurs du taux d'intérêt nominal avant le choc):

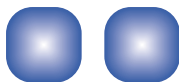


**Figure II.1: Temps nécessaire pour que le besoin d'assainissement devienne nul**



Si par exemple le taux d'intérêt nominal avant le choc est de 3%, et le choc inflationniste de 1%, alors il y aura un besoin d'assainissement pendant près de 30 ans. Pour toutes les valeurs réalistes, ce temps est supérieur à 10 ans.

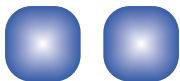
Pour  $t > t_0$ , les besoins d'assainissement sont négatifs : on parvient à respecter les exigences du frein à l'endettement tout en augmentant de façon discrétionnaire (et au-delà de l'indexation à l'inflation) les dépenses autres que les intérêts passifs. L'intuition est la suivante : si l'on parvient à conserver la dette nominale constante malgré le choc inflationniste, alors la dette en valeur réelle, et donc les intérêts passifs en valeur réelle, diminueront plus rapidement qu'en l'absence de choc, ce qui permettra d'augmenter les dépenses affectées à d'autres tâches que le paiement des intérêts passifs.



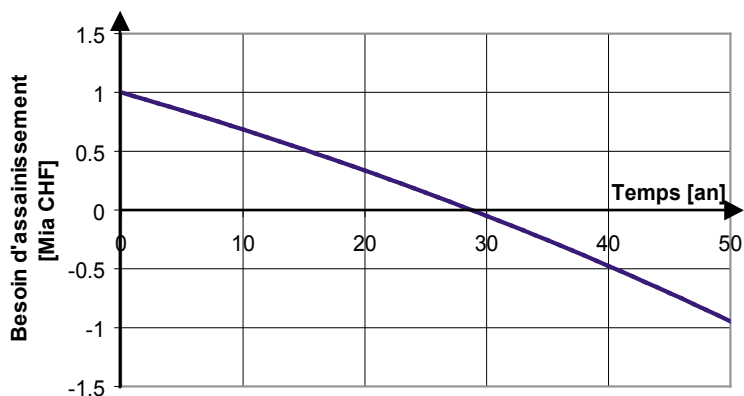
Le bilan global des besoins d'assainissement est donné par sa somme actualisée<sup>8</sup> :  $\int_0^{\infty} D * \frac{(r + \pi + \Delta\pi) - (r + \pi) e^{\Delta\pi * t}}{e^{(r + \pi + \Delta\pi) * t}} dt$ . Cette somme actualisée est nulle.

Globalement, l'effort d'assainissement est donc nul : les assainissements initiaux sont compensés par les expansions ultérieures. Mais juste après le choc, et pour une période qui peut être relativement longue, il y a un besoin relativement important d'assainissement. Le graphique ci-dessous donne le besoin d'assainissement en fonction du temps si le taux d'intérêt nominal avant le choc est de 3%, le choc inflationniste de 1%, pour une dette que l'on veut stabiliser à 100 [Mia CHF].

<sup>8</sup> On utilise le taux d'intérêt du marché pour l'actualisation. Certes, il y a toute une littérature qui fournit des arguments en faveur d'un taux d'actualisation plus bas pour les investissements publics. Mais ici nous ne comparons pas deux investissements publics, mais calculons un gain pour l'Etat qui correspond à une perte pour les agents privés qui ont prêté à l'Etat.



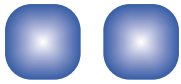
**Figure II.2: Mesures d'assainissement supplémentaires (par rapport au scénario sans choc inflationniste) nécessaires pour stabiliser la dette**



$$r+\pi= 3\%, \Delta\pi=1\%, D=100 \text{ [Mia CHF]}$$

#### **II.4 Evolution de la part des recettes affectée au paiement des intérêts passifs**

Plaçons-nous dans le cas où les assainissements nécessaires pour satisfaire les exigences du frein à l'endettement sont effectués. Comme la dette ne sera jamais remboursée, il n'y a pas lieu de prendre en compte le remboursement du capital. Seuls les intérêts passifs sont

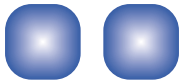


pertinents. Comment évolue la part des recettes affectée au paiement des intérêts passifs<sup>9</sup>?

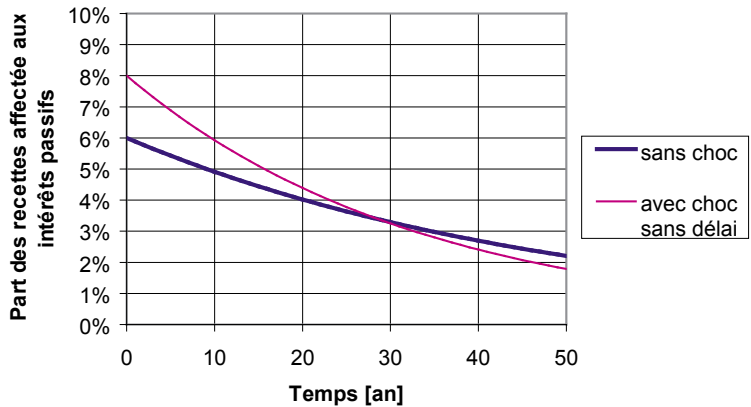
En cas de choc (scénario II), les intérêts passifs sont égaux à  $D^*(r+\pi+\Delta\pi)$ , alors que les recettes sont égales à  $E_t = Ee^{(g+\pi+\Delta\pi)*t}$ . Le ratio des intérêts passifs sur les recettes est donc égal à :  $\frac{D^*(r+\pi+\Delta\pi)}{Ee^{(g+\pi+\Delta\pi)*t}}$ . En l'absence de choc (scénario I), ce ratio est égal à :  $\frac{D^*(r+\pi)}{Ee^{(g+\pi)*t}}$ . Le graphique suivant présente ces deux courbes pour  $r=2\%$ ,  $\pi=1\%$ ,  $\Delta\pi=1\%$ ,  $g=1\%$ ,  $D=100$  et  $E=50$ .

<sup>9</sup> Comme nous supposons que les recettes sont indexées sur l'inflation, la part des recettes consacrée aux intérêts passifs est proportionnelle à la valeur réelle des intérêts passifs.



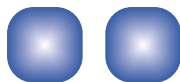


**Figure II.3: Part des recettes consacrée au paiement des intérêts passifs en l'absence de délais d'ajustement**



$$\pi = 1\%, \Delta\pi = 1\% \text{ en } t=0, r=2\%, g=1\%, D=100, E=50$$

On constate que pendant 29 ans la part des recettes consacrée aux intérêts passifs est plus élevée avec choc qu'en l'absence de choc (ceci est vrai également pour la valeur réelle des intérêts passifs). Ce n'est qu'après 29 ans que cette part est plus basse avec choc, grâce aux assainissements effectués pendant les 29 premières années pour continuer de satisfaire aux exigences du frein à l'endettement malgré le choc inflationniste.



## Annexe III: Choc inflationniste en présence de délais d'ajustement du taux d'intérêt nominal

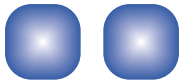
Reprenons les calculs de l'annexe II en supposant que le taux d'intérêt nominal ne s'ajuste pas immédiatement au choc inflationniste  $\Delta\pi$ .

En ce qui concerne le scénario sans choc (scénario I), rien ne change. En particulier, le taux d'intérêt nominal est égal au taux d'intérêt réel  $r$  plus l'inflation  $\pi$ .

Il y a par contre des modifications dans les formules du scénario avec choc (scénario II). Suite au choc, le taux d'intérêt nominal ne passe pas immédiatement à  $r + \pi + \Delta\pi$  comme dans l'annexe II, mais est égal à  $r + \pi + \varphi_t \cdot \Delta\pi$  (et les intérêts passifs au temps  $t$  sont donc égaux à  $(r + \pi + \varphi_t \Delta\pi)D_t$ ) où  $\varphi_t$  est une fonction croissante de  $t$ , qui prend des valeurs entre 0 et 1, avec  $\varphi_{t=0} = 0$  et  $\varphi_{t=\text{infini}} = 1$ . La fonction  $\varphi_t$  indique quelle proportion du choc inflationniste a été répercutée au temps  $t$  dans le taux d'intérêt nominal<sup>10</sup>.

En ce qui concerne l'inflation, il faut comme auparavant multiplier par  $e^{(\pi + \Delta\pi)t}$  pour passer d'une valeur réelle à une valeur nominale ( $\varphi_t$  n'intervient que dans la transmission du choc inflationniste au taux d'intérêt nominal).

<sup>10</sup> Comme le taux d'intérêt ne s'ajuste pas immédiatement complètement à l'inflation, il y a une baisse (transitoire) du taux d'intérêt réel. Les arguments de l'annexe II basés sur le fait qu'aucune valeur réelle n'est affectée par le choc ne sont donc plus valables.



### Calcul de $\varphi_t$ dans le cas où les délais d'ajustement sont uniquement dus aux taux fixes

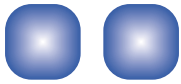
Dans le cas où les délais d'ajustement sont uniquement dus au fait que la dette est constituée d'obligations dont le coupon n'est ajusté que lorsque l'on renouvelle ces obligations une fois qu'elles sont arrivées à échéance, alors  $\varphi_t$  peut être interprété comme la fraction des obligations qui auront déjà été renouvelées au temps  $t$

Soit  $f_x(\tau)$  la fonction de densité à la date  $x$  de la durée entre l'émission et la maturité des obligations constituant la dette. Alors

$$\varphi_t = \frac{\int_0^\infty \left[ \int_x^{x+t} f_x(\tau) d\tau \right] dx}{\int_0^\infty \left[ \int_x^\infty f_x(\tau) d\tau \right] dx}$$

Supposons que  $f_x(\tau)$  n'évolue pas au cours du temps et reste constamment égal à  $f(\tau)$ . En intégrant par partie on peut montrer que le dénominateur  $\int_0^\infty \left[ \int_x^\infty f_x(\tau) d\tau \right] dx$  est égal<sup>11</sup> à l'espérance de  $\tau$ , et

<sup>11</sup> Pour que l'égalité soit vérifiée, il faut encore que  $\lim_{x \rightarrow \infty} x[1 - F(x)] = 0$ , ce qui est vrai si  $\lim_{x \rightarrow \infty} x^2 f(x) = 0$ , ce qui est vrai si la loi  $f$  a une variance et une espérance finie. Ce que nous supposons être vrai.



$\frac{d\varphi_t}{dt} = \frac{1 - F(t)}{\text{Espérance}(\tau)}$  et  $\frac{d^2\varphi_t}{dt^2} = -\frac{f(t)}{\text{Espérance}(\tau)}$  où F est la fonction de répartition correspondant à la densité f.  $\varphi_t$  est alors une fonction concave qui prend la valeur 0 en t=0, croît avec une pente initialement égale à  $\frac{1}{\text{Espérance}(\tau)}$ , puis croît de moins en moins, pour finalement se stabiliser vers la valeur 1.

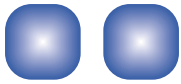
Sauf indication contraire, nous ne supposons pas que  $\varphi_t$  soit généré (uniquement) par les taux fixes. L'hypothèse de délais générés uniquement par les taux fixes interviendra à deux endroits. Premièrement, quand nous supposons que le taux d'intérêt nominal s'ajuste graduellement et est parfaitement ajusté après N périodes, le choix N=14 est basé sur les chiffres 2003, sans toutefois tenir compte d'autres sources de délais que les taux fixes. Deuxièmement, pour les calculs conduisant au graphique III.4 nous supposons que les délais sont dus uniquement aux taux fixes, et supposons que  $\tau$  suit une loi gamma.

### III.1 Evolution de la dette

L'équation différentielle Eq.II.1 de l'annexe II devient :

$$\frac{dD_t}{dt} = D_t * (r + \pi + \varphi_t \Delta\pi) - D * (r + \pi) e^{\Delta\pi * t} \quad (\text{Eq.III.1})$$

Il s'agit d'une équation différentielle linéaire de premier ordre. Sa solution (avec condition initiale  $D_{t=0}=D$ ) est:



$$D_t = De^{\Delta\pi * t} e^{(r+\pi)t} e^{-\int_0^t (1-\varphi_s) \Delta\pi ds} \left[ 1 - \int_0^t \left( (r+\pi) e^{-(r+\pi)s} e^{\int_0^s (1-\varphi_u) \Delta\pi du} \right) ds \right]$$

que l'on peut aussi écrire ainsi:

$$D_t = De^{\Delta\pi * t} \left[ 1 - e^{(r+\pi)t - \int_0^t (1-\varphi_s) \Delta\pi ds} \Delta\pi \int_0^t \left( (1-\varphi_s) e^{-(r+\pi)s + \int_0^s (1-\varphi_u) \Delta\pi du} \right) ds \right]$$

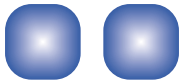
Dans le cas où  $\varphi_t=1$  quelque soit  $t$ , on retrouve le résultat

$$D_t = D e^{\Delta\pi * t}$$

Connaissant  $\varphi_t$ , nous pourrions calculer  $D_t$ . La résolution analytique n'étant pas nécessairement évidente, un calcul numérique pourrait alors être nécessaire.

### III.2 Besoins d'assainissement

Nous avons vu en annexe II que la somme actualisée des assainissements est nulle en cas d'absence de délais d'ajustement. Ceci reflétait le fait que les gains ultérieurs ne sont obtenus que grâce à des mesures d'économie antérieures. Par contre, en cas de délais d'ajustement, l'Etat obtient des gains qui ne sont pas complètement dus aux économies antérieures, mais partiellement financés par ceux qui ont prêté à l'Etat et subissent la baisse du taux d'intérêt réel. C'est donc la différence entre les besoins d'assainissement sans et

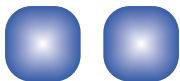


avec délais d'ajustement qui constituent le bénéfice lié à la dette que l'Etat tire d'un choc inflationniste.

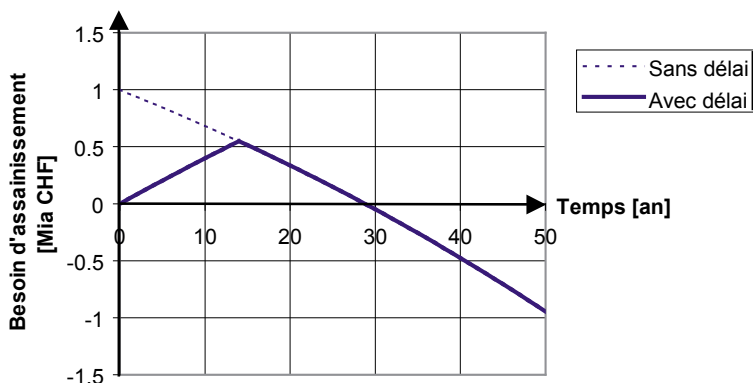
Evaluons cet assainissement. En introduisant l'assainissement dans l'équation différentielle Eq.III.1, et en tenant compte du fait qu'avec cet assainissement la dette est constante ( $D_t=D$ ) et la dérivée de la dette est nulle, on obtient l'équation suivante:

$$\text{Assainissements}_t = D * \left[ r + \pi + \varphi_t \Delta \pi - (r + \pi) e^{\Delta \pi * t} \right] \quad (\text{Eq.III.2})$$

Le graphique suivant donne l'évolution des besoins d'assainissement pour nos valeurs des paramètres.



**Figure III.1: Mesures d'assainissement supplémentaires (par rapport au scénario sans choc inflationniste) nécessaires pour stabiliser la dette en présence de délais d'ajustement**

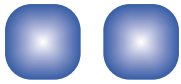


ajustement graduel du taux d'intérêt nominal, avec ajustement complet après 14 ans  $\Delta\pi=1\%$  et  $r+\pi=3\%$

L'assainissement évité grâce aux délais d'ajustement est égal à:

$$\text{Assainissements évités}_t = D^*(1-\varphi_t)\Delta\pi$$

Ce qui bien entendu correspond au montant que ceux qui prêtent à l'Etat n'ont pas reçu à cause des délais d'ajustement du taux d'intérêt nominal.



### Besoin d'assainissement sur un intervalle de temps

La moyenne annuelle du besoin d'assainissement sur un intervalle de temps  $t_a < t < t_b$  est donné par:

$$\frac{\int_{t_a}^{t_b} \text{Assainissements}_t dt}{t_b - t_a} = \frac{\int_{t_a}^{t_b} D * \left[ r + \pi + \varphi_t \Delta \pi - (r + \pi) e^{\Delta \pi * t} \right] dt}{t_b - t_a}$$

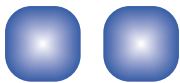
$$= D \left[ r + \pi + \Delta \pi \frac{\int_{t_a}^{t_b} \varphi_t dt}{t_b - t_a} - (r + \pi) \frac{e^{\Delta \pi * t_b} - e^{\Delta \pi * t_a}}{\Delta \pi * t_b - \Delta \pi * t_a} \right]$$

$$= D \left[ r + \pi + \Delta \pi \frac{\int_{t_a}^{t_b} \varphi_t dt}{t_b - t_a} - (r + \pi) e^{\Delta \pi * \bar{t}} \right]$$

où  $\bar{t}$  est situé dans l'intervalle  $[t_a, t_b]$  et vaut en première approximation  $(t_a + t_b)/2$ .

Notons que la formule pour la moyenne annuelle du besoin d'assainissement sur un intervalle de temps est la même que Eq.II.2 où  $\varphi_t$  est remplacé par le  $\varphi$  moyen sur l'intervalle, et  $t$  est remplacé par





un instant  $\bar{t}$  situé dans l'intervalle (en première approximation au centre de l'intervalle).

### Besoin d'assainissement durant la première année suivant le choc

Calculons le besoin d'assainissement pour la période  $0 < t < 1$ .

Le besoin d'assainissement est nul au moment du choc, puisque si  $\varphi_{t=0} = 0$  alors les intérêts passifs ne changent pas au moment du choc. Par contre, une année plus tard en  $t=1$  le besoin d'assainissement est supérieur à zéro si le taux d'intérêt nominal s'est ajusté (même seulement partiellement).

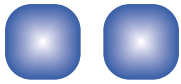
Le besoin d'assainissement total durant la première année est donné par :

$$\int_0^1 \text{Assainissements}_t dt = D \left[ r + \pi + \Delta\pi \int_0^1 \varphi_t dt - (r + \pi) \frac{e^{\Delta\pi} - 1}{\Delta\pi} \right]$$

$$\cong D\Delta\pi \int_0^1 \varphi_t dt$$

(approximation valable pour  $\Delta\pi$  réaliste)

En l'absence de délais d'ajustement, le besoin d'assainissement aurait été égal à  $D\Delta\pi$ . Dans la mesure où en moyenne sur l'année le taux d'intérêt nominal n'était pas parfaitement ajusté, le besoin d'assainissement est réduit en proportion.



### Détermination des délais d'ajustement tels que le besoin d'assainissement soit nul

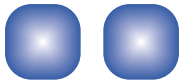
Nous avons vu que le besoin d'assainissement supplémentaire par rapport au scénario sans choc est égal à  $Assainissements_t = D^* [r + \pi + \varphi_t \Delta\pi - (r + \pi) e^{\Delta\pi * t}]$ . Il suffit de poser cette expression égale à zéro pour trouver que cet assainissement supplémentaire est nul jusqu'en  $t_0$  (et négatif ensuite) si la répercussion du choc inflationniste dans le taux d'intérêt nominal est déter-

minée par 
$$\varphi_t^0 = \begin{cases} \frac{r + \pi}{\Delta\pi} (e^{\Delta\pi * t} - 1) & \text{si } 0 \leq t \leq t_0 \\ 1 & \text{si } r \geq t_0 \end{cases}$$

Où  $t_0$  est la date à laquelle, en l'absence de délais d'ajustement, le besoin supplémentaire d'assainissement (par rapport au scénario sans choc est nul). Nous avons trouvé en annexe II que

$$t_0 = \frac{\ln\left(1 + \frac{\Delta\pi}{r + \pi}\right)}{\Delta\pi}$$

Lorsque  $\varphi_t = \varphi_t^0$  Les assainissements nécessaires pour satisfaire aux exigences du frein à l'endettement sont jusqu'au temps  $t_0$  les mêmes que s'il n'y avait pas eu de choc. En effet, par définition les délais d'ajustement  $\varphi_t^0$  permettent d'éviter tout assainissement supplémentaire jusqu'en  $t_0$ . Ensuite, justement lorsque les assainissements deviennent plus faibles avec choc (et sans délais) que sans choc,  $\varphi_t^0 = 1$  et il n'y a plus de délais.  $\varphi_t^0$  constitue donc un benchmark intéressant. Si  $\varphi_t > \varphi_t^0$ , alors le choc inflationniste rend plus difficile la



tâche de satisfaire aux exigences du frein à l'endettement au temps  $t$  (même si le choc a un impact globalement favorable).

L'interprétation intuitive de la formule pour  $\varphi_t^0$  est simple. S'il faut un assainissement supplémentaire en l'absence de délais d'ajustement, c'est parce que le taux d'intérêt nominal (et donc les intérêts passifs) augmentent immédiatement, alors que l'inflation ne conduit que lentement à une augmentation des recettes. Mais les délais d'ajustement réduisent la vitesse à laquelle le taux d'intérêt nominal croît. Si les délais d'ajustement sont tels que le taux d'intérêt nominal (et donc les intérêts passifs) croît comme les recettes, alors les dépenses totales et les recettes croîtront au même rythme, et le déficit initialement nul restera nul. La condition que les intérêts passifs croissent au même rythme que les recettes s'écrit

$$\frac{(r + \pi + \varphi_t \Delta \pi) * D}{(r + \pi) * D} = \frac{e^{(g + \pi + \Delta \pi) * t} * E}{e^{(g + \pi) * t} * E},$$
 d'où l'on peut tirer l'expression obtenue précédemment pour  $\varphi_t^0$ .

Le graphique suivant présente l'évolution de  $\varphi_t^0$  en fonction du temps (la courbe exacte ainsi que l'approximation linéaire qui consiste à tirer une droite entre  $\langle 0; 0 \rangle$  et  $\langle t_0; 1 \rangle$ ) quand  $r + \pi = 3\%$  et  $\Delta \pi = 1\%$ .

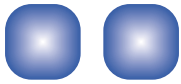
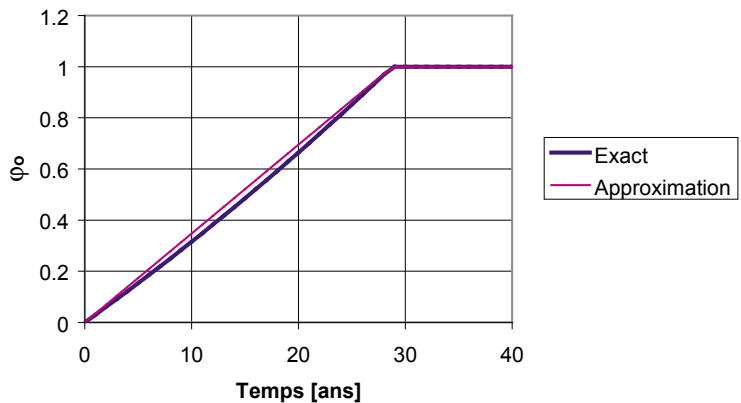


Figure III.2 : Délais tels que le besoin d'assainissement soit nul

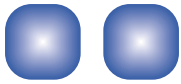


$r+\pi=3\%$  et  $\Delta\pi=1\%$

La droite constitue donc une bonne approximation de la courbe. Cette approximation aurait par contre été nettement moins bonne si on avait utilisé la formule approximative pour calculer  $t_0$ . En effet, on aurait obtenu que l'inflation supplémentaire  $\Delta\pi$  aurait conduit

à une augmentation de l'inflation de  $\frac{\Delta\pi}{r+\pi}$  après  $\frac{1}{r+\pi}$  années, soit après 33 ans (pour  $r+\pi=3\%$ ), alors que la formule correcte

$$\frac{r+\pi+\Delta\pi}{r+\pi} = \frac{e^{(g+\pi+\Delta\pi)*t}}{e^{(g+\pi)*t}}$$
 donne les  $t_0=29$  ans que nous avons utilisés dans notre approximation.



Le choc inflationniste accroît donc transitoirement la difficulté de satisfaire les exigences du frein à l'endettement si le choc inflationniste est répercuté dans le taux d'intérêt nominal en moins de

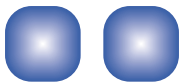
$$t_0 = \frac{\ln\left(1 + \frac{\Delta\pi}{r + \pi}\right)}{\Delta\pi} \text{ ans.}$$

### III.3 Somme des valeurs actualisées des besoins d'assainissement

Le besoin d'assainissement est positif au début, puis devient nul et négatif. Le besoin d'assainissement global se mesure par la somme des valeurs actualisées des besoins d'assainissement. Nous avons vu en annexe II que cette somme est nulle en l'absence de délais d'ajustement. En présence de délais d'ajustement, des assainissements peuvent être évités, et l'impact global est donc favorable. Calculons la quantité d'assainissement globalement évitée. Il s'agit de calculer

$$\text{l'intégrale } \int_0^{\infty} \frac{\text{Assainissements évités}_t}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt = \int_0^{\infty} \frac{D^*(1-\varphi_t)\Delta\pi}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt.$$

En intégrant par partie, en supposant  $\varphi_t$  dérivable, et en tenant compte du fait que  $\lim_{t \rightarrow \infty} \varphi_t < \infty$ , on trouve:



$$\begin{aligned} \int_0^{\infty} \frac{\text{Assainissements évités}_t}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt &= \int_0^{\infty} \frac{D^*(1-\varphi_t)\Delta\pi}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt \\ &= D\Delta\pi \left[ \int_0^{\infty} e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} dt - \int_0^{\infty} \varphi_t e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} dt \right] \\ &= D\Delta\pi \left[ \int_0^{\infty} e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} dt + \frac{1}{(r+\pi+\Delta\pi)} \left[ \varphi_t e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} \Big|_0^{\infty} - \int_0^{\infty} \left( e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} \frac{d\varphi_t}{dt} \right) dt \right] \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 - \varphi_{t=0} - \int_0^{\infty} \left( e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} \frac{d\varphi_t}{dt} \right) dt \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 - \int_0^{\infty} \left( e^{-(r+\pi+\Delta\pi)^*t} \frac{d\varphi_t}{dt} \right) dt \right] \quad \text{si } \varphi_{t=0} = 0 \end{aligned}$$

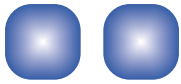
Connaissant  $\varphi_t$  nous pourrions calculer le besoin d'assainissement. Nous considérerons deux exemples.

### Ajustement graduel sur une période de durée N

Supposons que  $\varphi_t = t/N$  les N premières années et 1 ensuite. On obtient alors (pour  $0 \leq t \leq N$ ):

$$\text{Assainissements}_t = D^* \left[ r + \pi + \frac{t}{N} \Delta\pi - (r + \pi) e^{\Delta\pi^*t} \right]$$

et  $\text{Assainissements évités}_t = D^* \left( 1 - \frac{t}{N} \right) \Delta\pi$



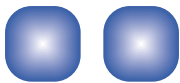
Actualisé et cumulé sur les N années où l'ajustement n'est pas réalisé, cet assainissement évité représente:

$$\int_0^N \frac{\text{Assainissements évités}_t}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)t}} dt = \int_0^N \frac{D^* \left(1 - \frac{t}{N}\right) \Delta\pi}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)t}} dt = \frac{D\Delta\pi}{(r+\pi+\Delta\pi)} \left[ 1 - \frac{1 - e^{-(r+\pi+\Delta\pi)N}}{(r+\pi+\Delta\pi)N} \right]$$

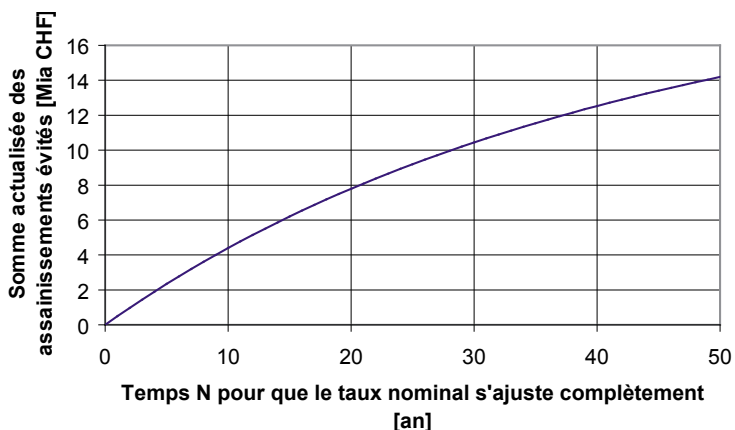
Notons que ceci est une fonction croissante de N : plus l'ajustement est lent, plus le gain global est grand.

Pour  $r+\pi=3\%$ ,  $\Delta\pi=1\%$ ,  $D=100$  et  $N=14$ , cette intégrale est égale à 5.9.

Le graphique suivant indique l'assainissement globalement évité en fonction de la durée N nécessaire pour l'ajustement du taux d'intérêt nominal, en supposant que cet ajustement est graduel (linéaire).



**Figure III.3 : Gains globaux sur les intérêts passifs en cas d'ajustement graduel**



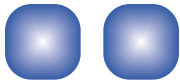
ajustement graduelle du taux d'intérêt nominal sur une période sur période de N années

$$D=100 \text{ [Mia CHF]}, \Delta\pi=1\%, r+\pi=3\%$$

### **Délais générés par des taux fixes**

Supposons que toute la dette se présente sous forme d'obligations, et que les délais d'ajustements résultent uniquement du fait que l'Etat rétribue les détenteurs de ces obligations par des coupons dont la valeur nominale ne change pas jusqu'à la maturité. Désignons par  $f(\tau)$  la densité de probabilité de la durée  $\tau$  entre l'émission et l'échéance des obligations. Supposons que  $f(\tau)$  ait atteint un équilibre et n'évolue plus au cours du temps. Nous avons vu que dans ce





cas  $\frac{d\varphi_t}{dt} = \frac{1 - F(t)}{\text{espérance}(\tau)}$  où F est la fonction de répartition correspondant à f.

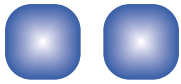
Supposons également que f soit une loi gamma:

$$f(\tau) = \begin{cases} \frac{\lambda}{\Gamma(p)} e^{-\lambda\tau} (\lambda\tau)^{p-1} & \text{si } t \geq 0 \\ 0 & \text{si } t \leq 0 \end{cases}$$

où l'espérance de  $\tau$  est  $p/\lambda$ , et sa variance est  $p/\lambda^2$ .

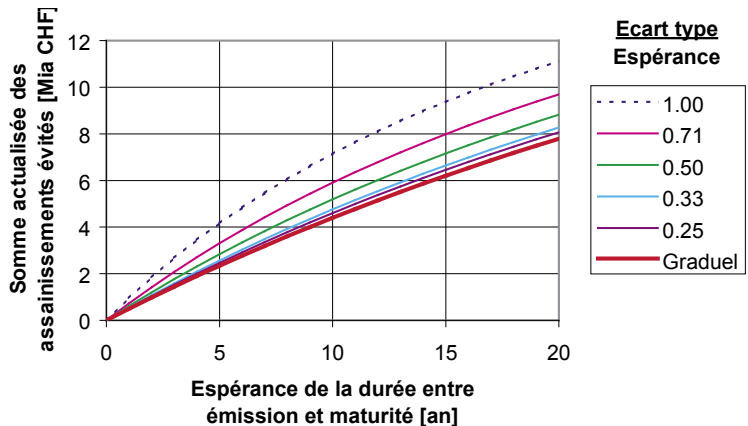
Calculons le gain global :

$$\begin{aligned} \int_0^\infty \frac{\text{Assainissements évités}_t}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)t}} dt &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 - \int_0^\infty \left( e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t} \frac{d\varphi_t}{dt} \right) dt \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 - \frac{1}{\text{espérance}(\tau)} \int_0^\infty e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t} (1 - F(t)) dt \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 - \frac{1}{\text{espérance}(\tau)} \left( \int_0^\infty e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t} dt - \int_0^\infty e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t} F(t) dt \right) \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 + \frac{1}{\text{espérance}(\tau)} \left( \frac{e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t}}{r+\pi+\Delta\pi} \Big|_0^\infty - \frac{e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t}}{r+\pi+\Delta\pi} F(t) \Big|_0^\infty + \int_0^\infty \frac{e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t}}{r+\pi+\Delta\pi} f(t) dt \right) \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{r+\pi+\Delta\pi} \left[ 1 - \frac{1}{\text{espérance}(\tau)} \left( \frac{1}{r+\pi+\Delta\pi} - \frac{1}{r+\pi+\Delta\pi} \int_0^\infty e^{-(r+\pi+\Delta\pi)t} f(t) dt \right) \right] \\ &= \frac{D\Delta\pi}{(r+\pi+\Delta\pi)^2} \left[ r+\pi+\Delta\pi - \frac{1 - \left( 1 + \frac{r+\pi+\Delta\pi}{\lambda} \right)^{-p}}{p/\lambda} \right] \end{aligned}$$



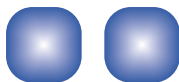
La figure suivante indique la somme actualisée des assainissements évités en fonction de la durée moyenne entre l'émission d'une obligation et sa maturité. Les différentes courbes se différencient par la dispersion de cette durée autour de sa moyenne. La courbe «Graduel» représente celle que nous avons obtenue dans l'exemple précédent (Figure III.3). Elle est équivalente à supposer que la variance est nulle<sup>12</sup>.

**Figure III.4 : Gains globaux sur les intérêts passifs en cas de délais d'ajustement générés par une loi gamma**



$$D=100 \text{ [Mia CHF]}, \Delta\pi=1\%, r+\pi=3\%$$

<sup>12</sup> L'exemple précédent peut être considéré comme un cas particulier du présent exemple: le cas où la variance est nulle. En effet, on obtient le  $\varphi_t$  de l'exemple précédent si l'on considère que le délai est généré par les taux fixes des obligations, et que la durée entre l'émission et la maturité est la même,  $N=p/\lambda$ , pour toutes les obligations.



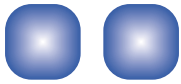
Nous observons que:

- Sur une courbe (c'est-à-dire quand la dispersion reste une proportion constante de la moyenne) plus l'espérance de la durée entre émission et maturité augmente, plus les assainissements globalement évités sont importants. Malgré la dispersion, et tant que le ratio entre cette dispersion et l'espérance est constant, il reste donc correct de considérer qu'une espérance plus élevée implique un délai moyen plus élevé, et donc un gain global plus grand.
- A espérance égale, le gain global augmente avec la dispersion. La courbe que nous avons obtenue dans l'exemple précédent donne donc (pour une espérance donnée) une borne inférieure pour le gain global. Notons que si l'espérance est de 14 ans, alors le gain global est de 9 [Mia CHF] quand l'écart-type est aussi égal à 14 ans, au lieu de 6 [Mia CHF] quand l'écart-type est nul. La différence est significative, mais l'ordre de grandeur est conservé.
- Dès que l'écart-type est inférieur au tiers de l'espérance, la courbe est très proche de celle que nous avons obtenue dans l'exemple précédent. L'approximation d'un ajustement graduel est donc souvent satisfaisante.

### III.4 Part des recettes consacrée aux intérêts passifs

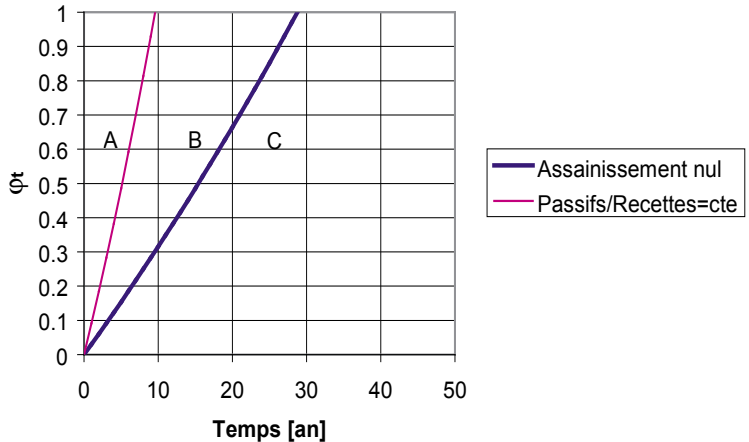
En supposant que les assainissements nécessaires pour satisfaire le frein à l'endettement sont réalisés, la part des recettes consacrées

aux intérêts passifs est  $\frac{D(r + \pi + \phi, \Delta\pi)}{E e^{(g+\pi+\Delta\pi)*t}}$ .

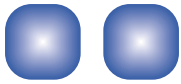


Cette part est constamment égale à sa valeur en  $t=0$ ,  $\frac{D(r+\pi)}{E}$ ,  
si  $\varphi_t = (r+\pi) \frac{e^{(g+\pi+\Delta\pi)*t} - 1}{\Delta\pi}$ . Le graphique suivant présente cette  
courbe, ainsi que la courbe des assainissements nuls, pour  $r+\pi=3\%$ ,  
 $\Delta\pi=1\%$  et  $g=1\%$ . Ces deux courbes sont des benchmarks: en  
traçant la courbe  $\varphi_t$  effective, et en la situant par rapport à ces deux  
benchmarks, on obtient rapidement une information concernant  
l'impact des délais d'ajustement sur les besoins d'assainissement et  
sur la part des recettes consacrée au paiement des intérêts passifs.

**Figure III.5: Délais d'ajustement: deux benchmarks**



$r+\pi=3\%$ ,  $g=1\%$ ,  $\pi=1\%$  et  $\Delta\pi=1\%$



Comme ces deux courbes sont approximativement des droites, on peut tracer une bonne approximation de chaque courbe en tirant la droite qui part de l'origine et rejoint le point  $\langle t, 1 \rangle$  qui a la propriété que l'ajustement est complet ( $\varphi_{t=1}$ ) et que le critère définissant la

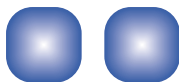
courbe est satisfait<sup>13</sup>. Ce temps  $t$  est  $t_0 = \frac{\ln(1 + \frac{\Delta\pi}{r + \pi})}{\Delta\pi}$  pour la courbe

«Assainissement nul», et  $\tilde{t}_0 = \frac{\ln(1 + \frac{\Delta\pi}{g + \pi + \Delta\pi})}{g + \pi + \Delta\pi}$  pour la courbe «Passifs/ Recettes=cte».

Notons que  $\tilde{t}_0 = \frac{\Delta\pi}{g + \pi + \Delta\pi} t_0 \leq t_0$  (il y a égalité seulement si  $\pi=0$ ) : en cas d'ajustement parfait, il est plus rapide d'arriver au stade où la part des recettes consacrée aux intérêts passifs est la même qu'avant le choc, que d'arriver au stade où maintenir la dette constante n'exige pas davantage d'assainissement qu'en l'absence de choc. Ceci provient du fait que le ratio Passifs/Recettes baisse déjà même en l'absence de choc s'il y a de l'inflation ou une croissance réelle dans le scénario de base car les intérêts passifs sont constants dans le scénario de base alors que les recettes augmentent (s'il n'y a pas de croissance réelle ni d'inflation en l'absence de choc, alors les deux courbes ci-dessus sont confondues).

<sup>13</sup> Rappelons que les critères qui définissent ces courbes sont les suivants :

- Courbe « Assainissement nul »: la croissance des intérêts passifs par rapport à l'absence de choc  $\frac{(r + \pi + \varphi_t \Delta\pi)D}{(r + \pi)D} - 1$  est égale à la croissance des recettes  $\frac{e^{(g+\pi+\Delta\pi)^t} E}{e^{(g+\pi)^t} E} - 1$ .
- Courbe « Passifs/Recettes=cte »: la part des recettes consacrée aux intérêts passifs  $\frac{(r + \pi + \varphi_t \Delta\pi)D}{e^{(\pi+\Delta\pi)^t} E}$  est égal à cette part avant choc  $\frac{(r + \pi)D}{E}$



On observe qu'il y a trois zones:

- **Zone A**

Dans la zone A, les délais d'ajustement sont trop faibles pour que le choc inflationniste ait un impact favorable à court terme. La part des recettes consacrée au paiement des intérêts passifs augmente suite à un choc inflationniste. De plus, des mesures d'assainissement doivent être prises pour conserver la dette nominale constante.

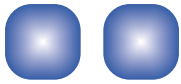
- **Zone B**

Dans la zone B, les délais d'ajustement sont assez importants pour que la part des recettes consacrée aux intérêts passifs décroisse comme elle le fait dans le scénario de base (si  $g+\pi>0$ ), mais pas assez importants pour pouvoir conserver la dette constante sans mettre en œuvre des mesures d'assainissement.

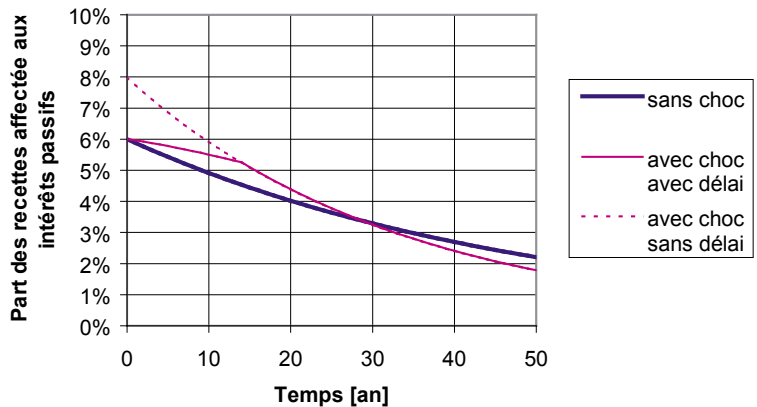
- **Zone C**

Dans la zone C les délais d'ajustement sont tellement grand qu'il n'y a pas de besoin d'assainissement (au contraire, on peut faire de nouvelles dépenses) et la part des recettes consacrée aux intérêts passifs décroît immédiatement.

Le graphique suivant donne la part des recettes consacrée au paiement des intérêts passifs en cas d'ajustement graduel sur 14 ans, et pour  $r+\pi=3\%$ ,  $g=1\%$ ,  $\Delta\pi=1\%$ ,  $D=100$ ,  $E=50$ .



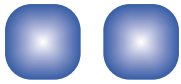
**Figure III.6 : Part des recettes consacrée au paiement des intérêts passifs en cas d'ajustement graduel sur 14 ans**



l'ajustement se fait graduellement pendant 14 ans ( $\varphi_t = t/14$  les 14 premières années et 1 ensuite)

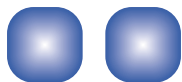
$$r=2\%, g=1\%, \pi=1\%, \Delta\pi=1\%, D=100, E=50$$

On observe que la part des recettes consacrée aux intérêts passifs (ce qui est équivalent aux intérêts passifs en valeur réelle) diminue immédiatement. Après 14 ans, la courbe se confond avec celle qui était valide en l'absence de délais d'ajustement. Pendant 29 années cette part est plus grande qu'en l'absence de choc. Les délais d'ajustement réduisent toutefois cette différence.



On peut aussi raisonner en comparant ce  $\varphi_t$  avec les deux benchmarks qui prennent les valeurs  $\tilde{t}_0 = 9.6$  ans et  $t_0 = 28.8$  ans quand  $r=2\%$ ,  $\pi=1\%$ ,  $\Delta\pi=1\%$ ,  $D=100$ ,  $E=50$  et  $g$  (qui n'intervient pas dans le calcul de  $t_0$ ) est égal à 1%. Il n'est pas étonnant que la part des recettes consacrée aux intérêts passifs diminue immédiatement puisque nous supposons un ajustement graduel sur 14 ans, soit une valeur plus grande que  $\tilde{t}_0$ .





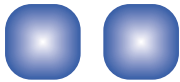
## Annexe IV: Bilan global tenant compte de l'imparfaite indexation des recettes

Ce que nous avons appelé dans les annexes II et III l'impact global du choc inflationniste est le gain qui résulte de délais d'ajustement du taux d'intérêt nominal effectif. Mais dans ces annexes nous avons supposé que les dépenses autres que les intérêts passifs, ainsi que les recettes sont parfaitement indexées sur l'inflation. Pourtant, le chapitre 4 nous a montré que les recettes ne s'ajustent pas complètement à l'inflation, à cause notamment d'impôts proportionnels aux quantités plutôt qu'aux prix. En ce qui concerne les dépenses, les chapitres 2 et 3 ont montré qu'elles sont relativement rapidement indexées à l'inflation. Pour simplifier, nous considérerons que les dépenses sont immédiatement et parfaitement indexées à l'inflation. Après avoir isolé l'impact de la non-indexation des recettes (IV.1), nous calculons le gain global en tenant compte à la fois des enseignements de l'annexe III et du fait que les recettes ne s'ajustent pas immédiatement (IV.2).

### IV.1 Coût global de la non-indexation des recettes

Supposons que les dépenses sont parfaitement indexées sur l'inflation (tel n'est en réalité pas le cas à cause des intérêts passifs, mais nous tiendrons compte de cet effet plus tard), alors  $A = A * e^{(g+\pi+\Delta\pi)*t}$  où  $g$  est la croissance réelle de l'économie. Dans l'immédiat, les recettes sont indexées dans la proportion  $\theta$  (par exemple  $\theta = 80\%$ ) pendant  $T$  années. Puis, brusquement en l'an  $T$  l'indexation est parfaite<sup>14</sup>. Les recettes sont donc données par  $E_t = E * e^{(g+\pi+\theta\Delta\pi)*t}$  pour  $t < T$ , où  $E = A$ . Pour  $t$  plus grand que  $T$ , les recettes sont égales aux dépenses.

<sup>14</sup> C'est le cas le plus simple à calculer. Mais c'est également un cas réaliste si l'on suppose qu'au temps  $T$  les taux d'imposition sur les quantités sont révisés.



L'impact global est une perte de:

$$\begin{aligned} \int_0^T \frac{A_t - E_t}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt &= \int_0^T \frac{A * e^{(g+\pi+\Delta\pi)^*t} - E * e^{(g+\pi+\theta\Delta\pi)^*t}}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt \\ &= A \int_0^T e^{-(r-g)^*t} - e^{-[r-g+(1-\theta)\Delta\pi]^*t} dt \\ &= A \left[ -\frac{e^{-(r-g)^*t}}{r-g} + \frac{e^{-[r-g+(1-\theta)\Delta\pi]^*t}}{r-g+(1-\theta)\Delta\pi} \right]_0^T \\ &= A \left[ \frac{1-e^{-(r-g)^*T}}{r-g} + \frac{e^{-[r-g+(1-\theta)\Delta\pi]^*T} - 1}{r-g+(1-\theta)\Delta\pi} \right] \end{aligned}$$

Si  $r=g$ , cette formule devient:

$$\int_0^T \frac{A_t - E_t}{e^{(r+\pi+\Delta\pi)^*t}} dt = A \left[ T + \frac{e^{-(1-\theta)\Delta\pi^*T} - 1}{(1-\theta)\Delta\pi} \right]$$

Soit  $A=50$ ,  $r-g=1\%$ ,  $\Delta\pi=1\%$ , alors cette perte globale est représentée sur le graphique suivant en fonction de  $T$  (une courbe pour  $\theta=70\%$ , et une autre pour  $80\%$ ):

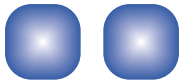
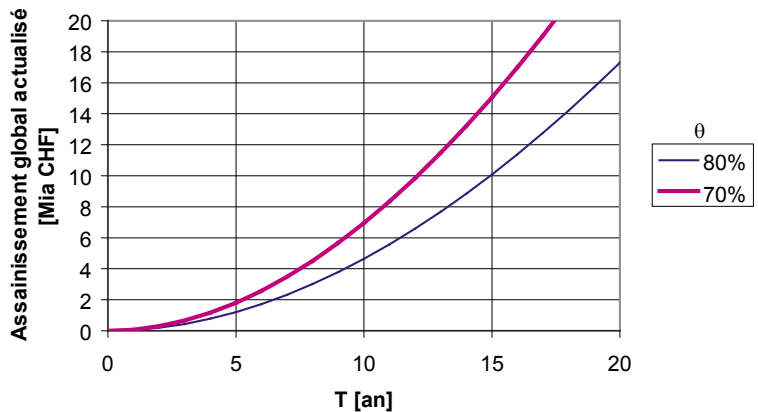


Figure IV.1: Somme actualisée des assainissements nécessaires suite à la non-indexation des recettes



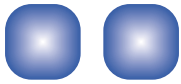
$E=50, r-g=1\%, \Delta\pi=1\%$ , les dépenses autres que les intérêts passifs sont indexées

## IV.2 Somme des effets résultant de la non-indexation des recettes et de l'impact via le bilan

Les effets provenant de la non-indexation des recettes et de la non-indexation du taux d'intérêt peuvent être additionnés:

$$A_{\text{autres indexés}} - E_{\text{délai}} = [A_{\text{autres indexés}} - E_{\text{indexé}}] + [A_{\text{indexé}} - E_{\text{délai}}] - [A_{\text{indexé}} - E_{\text{indexé}}]$$

Mais  $A_{\text{indexé}} - E_{\text{indexé}}$  apporte une contribution nulle si A et E sont initialement égaux. Donc:



$$A^{\text{autres indexés}} - E^{\text{délai}} = [A^{\text{autres indexés}} - E^{\text{indexé}}] + [A^{\text{indexé}} - E^{\text{délai}}]$$

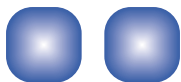
Le terme  $[A^{\text{autres indexés}} - E^{\text{indexé}}]$  est l'impact via le bilan que nous avons évalué (annexe III) à 6 [Mia CHF] si le taux d'intérêt avant le choc est de 3%, le choc inflationniste de 1%, la dette de 100 [Mia CHF], et le choc inflationniste se répercute graduellement dans le taux d'intérêt nominal pour être pleinement transmis après  $T_{\text{intérêt}} = 14$  ans.

Le terme  $[A^{\text{indexé}} - E^{\text{délai}}]$  est celui donné au graphique IV.1 (sauf que le signe est opposé). Pour  $\theta = 80\%$ , le gain de 6 [Mia CHF] trouvé en annexe III est exactement compensé si les recettes sont pleinement indexées après  $T = 11.4$  ans (on aurait trouvé 11 ans si l'on avait choisi  $g = 2\%$ , et 11.9 ans pour  $g = 0\%$ ). L'Etat est perdant si l'indexation parfaite des recettes se fait après 12 ans, et gagnant si elle se fait avant 12 ans.

$T_{\text{recettes}} \geq 12 \text{ ans} \Rightarrow$ l'Etat est perdant
$T_{\text{recettes}} < 12 \text{ ans} \Rightarrow$ l'Etat est gagnant

Vrai si  $D=100$ ,  $E=50$ ,  $r-g=1\%$ ,  $\pi=1\%$ ,  $\Delta\pi=1\%$ ,  $T_{\text{intérêt}}=14$  [ans],  $\theta=80\%$   
les dépenses autres que les intérêts passifs sont indexées

Cette limite de 12 ans serait revue à la hausse si l'on tient compte du fait que les recettes ne s'ajustent pas immédiatement complètement à l'inflation.



## Annex V: Inflationswirkungen auf die Einnahmenseite

### Bereinigung der Einnahmen<sup>15</sup>

Bei der Bereinigung der Einnahmen können folgende Stufen unterschieden werden:

#### 1. **Bereinigung um Einnahmen, welche neu nicht mehr bzw. neu in der Finanzrechnung verbucht werden**

- Einnahmenüberschüsse der PKB
- Darlehensrückzahlungen der Arbeitslosenversicherung
- Darlehensrückzahlungen der SBB (da sie ab 97 in der FR sind)

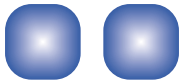
#### 2. **Bereinigung um Einnahmen, welche im Sinne der Schuldenbremse ausserordentlich sind**

- Funklizenzen WLL
- UMTS
- Swisscom

#### 3. **Bereinigung der Einnahmen um strukturelle Änderungen**

- Steuersatzänderungen (z.B. direkte Bundessteuer, Mehrwertsteuer, Tabaksteuer etc.)
- Steuerbasisänderungen (z.B. bei den Stempelabgaben)
- Einführung neuer Steuern (z.B. Lenkungsabgabe auf VOC)

<sup>15</sup> Die Bereinigungen wurden von der Sektion Finanzplanung, Budget, Rechnung der EFV durchgeführt.



Anmerkungen zu Problemen bei Bereinigung nach Punkt 3:

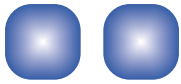
- **Dynamisierung:** Die „Struktureffekte“, welche meist für das Jahr der Einführung berechnet werden, müssen für jedes Jahr ermittelt werden, d.h. eine Dynamisierung muss vorgenommen werden. Dies ist in einigen Fälle nur sehr schwer machbar, bzw. mit solchen Unsicherheiten verbunden, dass der letztendliche Nutzen in Frage gestellt ist.
- **Abgrenzung:** Es gilt festzulegen, was als Struktureffekt gilt. Insbesondere bei den nichtfiskalischen Einnahmen ist dies problematisch. Beispiel: Werden die Zeitreihen ab 1980 bereinigt, gilt die SNB-Gewinnausschüttung in den neunziger Jahren als Struktureffekt und wäre entsprechend zu eliminieren. Das Aggregat „Nichtfiskalische Einnahmen“ würde um so kleiner, je früher mit der Bereinigung angefangen wird und enthält letztendlich nur noch die Einnahmen, welche zum Zeitpunkt des Bereinigungsbeginns bestanden.

Im Sinne einer pragmatischen Lösung werden die Bereinigungen gemäss Punkt 3 vorgenommen, wenn sie vom Ausmass bedeutend sind und eine halbwegs seriöse Abschätzung vorgenommen werden kann.

### Zeitliche Verteilung der Koeffizienten des autokorrelierten LIK

Hier soll kurz erläutert werden, wie die Werte der Regressionskoeffizienten für die Inflationsraten der Jahre t-1 und t-2 näherungsweise ermittelt werden können. Die Überlegungen beziehen sich auf die Schätzungen für die direkte Bundessteuer.

$$DBST\_nat_t = \beta_0 + \beta_1 * LIK_{t-1} + \beta_2 * LIK_{t-2} + \beta_3 * DBST\_nat_{t-1} + \varepsilon_t \quad (A1)$$



Die Schätzgleichung (A1) gibt alle Regressanden an, für die ein signifikanter Einfluss auf die Wachstumsrate der Bundesteuer natürlicher Personen gefunden wurde (s. Tabelle 3.3). Allerdings kann die Gleichung (A1) in der obigen Form nicht geschätzt werden, da der Konsumentenpreisindex (LIK) autokorreliert ist. Daher ist es nicht möglich unverzerrte Schätzungen für die Koeffizienten von  $LIK_{t-1}$  und  $LIK_{t-2}$  ( $\beta_1$  und  $\beta_2$ ) zu erhalten. Folglich lässt sich nicht identifizieren wie sich die geschätzten Werte der jeweiligen Koeffizienten von  $LIK_{t-1}$  und  $LIK_{t-2}$  in den Schätzungen  $DBST\_nat\_1$  und  $DBST\_nat\_2$  auf beide Koeffizienten verteilen. Allerdings lässt sich eine Bandbreite angeben, wenn sich der Umstand zu Nutze gemacht wird, dass sich der LIK als ein autoregressiver Prozess erster Ordnung (AR(1)-Prozess) darstellen lässt. Der folgende autoregressive Prozess ist mit Hilfe der Maximum-Likelihood-Methode geschätzt worden:

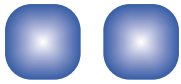
$$LIK_{t-1} = 0.64 + 0.74 * LIK_{t-2} \quad (A2)$$

Dieser AR(1)-Prozess ist stationär, da der Betrag der Einheitswurzel mit 1.34 grösser als 1 ist. Die Schätzungen mit dem AR(1) –Prozess für  $LIK_{t-1}$  sind gut, da der Theilsche Ungleichheitskoeffizient mit 0.08 nahe bei Null liegt und der mittlere prozentuale Fehler nur einen Wert von 2.4% aufweist. Wird (A2) in die Gleichung (A1) eingesetzt, resultiert die folgende Gleichung:

$$DBST\_nat_t = \underbrace{\beta_0 + \beta_1 * 0.64}_{=konstantes\text{ Glied}} + \underbrace{(\beta_1 * 0.74 + \beta_2)}_{=\gamma} * LIK_{t-1} + \beta_2 * DBST\_nat_{t-1} + \varepsilon_t$$

(A3)

In der Schätzung  $DBST\_nat\_2$  in Tabelle 3.3 entspricht der Koeffizient von  $LIK_{t-2}$  nun gerade dem Koeffizienten  $\gamma$  in der Gleichung (A3)



und beträgt 2.6. Mit dieser Schätzung lässt sich eine funktionale Beziehung zwischen  $\beta_2$  und  $\beta_1$  herstellen.

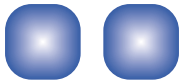
$$\beta_2 = \frac{2.6}{-\gamma} - \beta_1 * 0.74 \quad (A4)$$

Eine entsprechende Beziehung lässt sich auch für den Koeffizienten von  $LIK_{t-1}$  und  $LIK_{t-2}$  für die Wachstumsrate der Einnahmen der direkten Bundessteuer ermitteln. Der Koeffizient von  $LIK_{t-2}$ , der  $\gamma$  in Gleichung (A3) entspricht, ist gerade 2.0 (s. Tabelle 3.3, DBST\_2). Damit lässt sich die Funktion zwischen den Koeffizienten von  $LIK_{t-1}$  und  $LIK_{t-2}$  im Fall der gesamten direkten Bundessteuer wie folgt formulieren:

$$\beta_2 = \frac{2.0}{-\lambda} - \beta_1 * 0.74 \quad (A5)$$

Wird zusätzlich noch angenommen, dass die Inflationsrate für die Perioden  $t$  und  $t+1$  jeweils allein schon überproportional wirkt, ergibt sich folgende Wertetabelle:

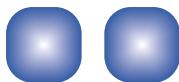




**Tabelle A1: Zusammenhang der Koeffizienten von  $LIK_{t-1}$  und  $LIK_{t-2}$**

Direkte Bundessteuer		Direkte Bundessteuer natürlicher Personen	
$\beta_1 (LIK_{t-1})$	$\beta_2 (LIK_{t-2})$	$\beta_1 (LIK_{t-1})$	$\beta_2 (LIK_{t-2})$
1.0	1.25	1.0	1.86
1.1	1.18	1.1	1.78
1.15	1.15	1.2	1.71
1.2	1.11	1.3	1.64
1.3	1.04	1.4	1.56
		1.5	1.49
		1.6	1.41
		1.7	1.34
		1.8	1.26
		1.9	1.19
		2.0	1.12
		2.1	1.05

Die Gleichungen (A4) und (A5) und die Tabelle A1 verdeutlichen, dass eine negative Beziehung zwischen den Koeffizienten von  $LIK_{t-1}$  und  $LIK_{t-2}$  besteht.



## Annex VI: Detailinformationen zu den einzelnen Rubriken

### a. Erläuterungen zu Abschnitt 3.2. Soziale Wohlfahrt

**318.3600.001 Leistungen an die AHV:** 16.36% der jährlichen Ausgaben der AHV. Ausgaben werden durch die demografische Entwicklung und die Rentenanpassung bestimmt.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 20.12.1946 über die AHV (SR 831.10)

#### **Art. 103**<sup>325</sup> Beitrag der öffentlichen Hand

1 Die öffentliche Hand beteiligt sich an der Finanzierung der jährlichen Ausgaben der Versicherung wie folgt:

a. Der Bund übernimmt 16,36 Prozent der Gesamtausgaben der Versicherung, wobei der Beitrag an die Hilflosenentschädigung nach Absatz 1bis Buchstabe a davon abgezogen wird; zusätzlich überweist er der Versicherung den Ertrag aus der Spielbankenabgabe.

b. Die Kantone übernehmen 3,64 Prozent der Gesamtausgaben der Versicherung; davon abgezogen wird der Beitrag an die Hilflosenentschädigung nach Absatz 1bis Buchstabe b.<sup>326</sup>

1bis Die Hilflosenentschädigung wird finanziert:

a. durch den Bund zu 96,36 Prozent;

b. durch die Kantone zu 3,64 Prozent.

#### **Art. 33**<sup>ter</sup> 148 Anpassung der Renten an die Lohn- und Preisentwicklung

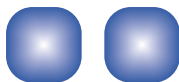
1 Der Bundesrat passt die ordentlichen Renten in der Regel alle zwei Jahre auf Beginn des Kalenderjahres der Lohn- und Preisentwicklung an, indem er auf Antrag der Eidgenössischen Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung den Rentenindex neu festsetzt.

2 Der Rentenindex ist das arithmetische Mittel des vom Staatssekretariat für Wirtschaft (seco)<sup>149</sup> ermittelten Lohnindex und des Landesindex der Konsumentenpreise.

3 Der Bundesrat stellt je nach der finanziellen Lage der Versicherung Antrag auf Änderung des Verhältnisses zwischen den beiden Indexwerten nach Absatz 2.

4 Der Bundesrat passt die ordentlichen Renten früher an, wenn der Landesindex der Konsumentenpreise innerhalb eines Jahres um mehr als 4 Prozent angestiegen ist.<sup>150</sup>

5 Der Bundesrat kann ergänzende Vorschriften erlassen, den Rentenindex auf- oder abrunden und das Verfahren der Rentenanpassung regeln.



## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Die Teuerung hat über den Rentenanpassungsbestimmung (Mischindex) einen automatischen Einfluss auf die Ausgaben der AHV, welche weitestgehend aus Rentenzahlungen und Hilflosenentschädigungen bestehen. Der Rentenanpassungsmechanismus führt zu einer proportionalen Erhöhung der Ausgaben der AHV und damit des Bundesbeitrags. Da die Renten i.d.R. mindestens alle 2 Jahre angepasst werden, ist die zeitliche Verzögerung des Teuerungseinflusses gering.

**318.3600.003 Leistungen an die IV:** 37.5% der jährlichen Ausgaben der IV. Ausgaben werden vor allem durch die Zunahme der Invaliditätsfälle, die Rentenanpassung und die Kostenentwicklung bei den unterstützten Institutionen bestimmt.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 19.6.1959 über die Invalidenversicherung (SR 831.20)

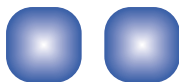
#### **Art. 78**<sup>244</sup> Beiträge der öffentlichen Hand

1 An der Finanzierung der jährlichen Ausgaben der Versicherung beteiligen sich:

- a. der Bund mit 37,5 Prozent der Gesamtausgaben der Versicherung; davon abgezogen wird der Beitrag an die Hilflosenentschädigung nach Absatz 2 Buchstabe a;
- b. die Kantone mit 12,5 Prozent der Gesamtausgaben der Versicherung; davon abgezogen wird der Beitrag an die Hilflosenentschädigung nach Absatz 2 Buchstabe b.

2 Die Hilflosenentschädigung wird finanziert:

- a. durch den Bund zu 87,5 Prozent;
- b. durch die Kantone zu 12,5 Prozent.



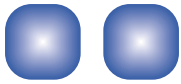
## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Die Teuerung hat via Rentenanpassungsbestimmung (Mischindex) analog zur AHV einen direkten Einfluss auf die Leistungen des Bundes. Die Leistungen der IV umfassen neben individuellen Massnahmen (Renten, Hilflosenentschädigungen, Eingliederungshilfen usw.) auch kollektive Massnahmen, d.h. Bau- und Betriebsbeiträge an Organisationen sowie Beiträge an Dachorganisationen der privaten Invalidenhilfe und an Ausbildungsstätten. Die Leistungen der IV bei den kollektiven Massnahmen bemessen sich zumeist an den sog. anrechenbaren Kosten. Die Teuerung wirkt bei diesen Leistungen eher indirekt, wird jedoch in aller Regel mit den Beiträgen ausgeglichen. Der Rentenanpassungsmechanismus beeinflusst die Ausgaben der IV für Rentenzahlungen und Hilflosenentschädigungen analog zur AHV. Diese Kosten betragen rund 60 Prozent der Ausgaben der IV. Es ist zudem zu berücksichtigen, dass der Anteil der Ausgaben der IV, welche an Institutionen ausbezahlt werden, mit knapp 20% wesentlich höher ist als bei der AHV. Während die Ausgaben für Renten analog wie bei der AHV auf die Teuerung reagieren, beeinflusst die Teuerung die Ausgaben für kollektive Massnahmen indirekt über die anfallenden Kosten bei den Institutionen. Insgesamt ist von einer proportionalen Wirkung der Teuerung auf die Ausgaben der IV auszugehen. Die zeitliche Verzögerung der Teuerungswirkung ist etwas grösser als bei der AHV, da die kollektiven Leistungen i.d.R. nachschüssig bezahlt werden.

**318.3600.007 Ergänzungsleistungen zur AHV und IV:** Beiträge an die Kantone für deren Aufwendungen an die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 19.3.1965 über Ergänzungsleistungen zur AHV und IV (SR 831.30)

**Art. 9** Beiträge

1 Die Beiträge des Bundes an die Aufwendungen der Kantone für Ergänzungsleistungen werden aus allgemeinen Mitteln finanziert, soweit sie nicht der Rückstellung nach Artikel 111 AHVG<sup>59</sup> entnommen werden können.<sup>60</sup>

2 Die Beiträge werden nach der Finanzkraft der Kantone abgestuft und decken mindestens 10 und höchstens 35 Prozent der Aufwendungen der einzelnen Kantone für die Ergänzungsleistungen.<sup>61</sup>

**Art. 3a**<sup>32</sup> Berechnung und Höhe der jährlichen Ergänzungsleistung

1 Die jährliche Ergänzungsleistung hat dem Betrag zu entsprechen, um den die anerkannten Ausgaben die anrechenbaren Einnahmen übersteigen.

**Art. 3b**<sup>37</sup> Anerkannte Ausgaben

1 Bei Personen, die nicht dauernd oder längere Zeit in einem Heim oder Spital leben (zu Hause wohnende Personen), sind als Ausgaben anzuerkennen: a.<sup>38</sup> als Betrag für den allgemeinen Lebensbedarf pro Jahr:

1. bei Alleinstehenden mindestens 14 690 und höchstens 16 290 Franken,

2. bei Ehepaaren mindestens 22 035 und höchstens 24 435 Franken,

3. bei Waisen und Kindern, die einen Anspruch auf Kinderrente der AHV oder IV begründen, mindestens 7745 und höchstens 8545 Franken. Dabei gilt für die ersten zwei Kinder der volle Betrag, für zwei weitere Kinder je zwei Drittel und für die übrigen Kinder je ein Drittel dieses Betrages;

b.<sup>39</sup> der Mietzins einer Wohnung und die damit zusammenhängenden Nebenkosten.

Wird eine Schlussabrechnung für die Nebenkosten erstellt, so ist bei den Ergänzungsleistungen weder eine Nach- noch eine Rückzahlung zu berücksichtigen.

2 Bei Personen, die dauernd oder längere Zeit in einem Heim oder Spital leben (in Heimen wohnende Personen), sind als Ausgaben anzuerkennen:

a. die Tagestaxe;

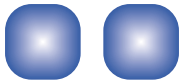
b. der Betrag für persönliche Auslagen.

3 Bei in Heimen wie bei zu Hause wohnenden Personen sind zudem als Ausgaben anzuerkennen:

a. Gewinnungskosten bis zur Höhe des Bruttoerwerbseinkommens;

b. Gebäudeunterhaltskosten und Hypothekarzinsen bis zur Höhe des Bruttoertrages der Liegenschaft;

c. Beiträge an die Sozialversicherungen des Bundes unter Ausschluss der Krankenversicherung;



- d. ein jährlicher Pauschalbetrag für die obligatorische Krankenpflegeversicherung. Der Pauschalbetrag hat der kantonalen Durchschnittsprämie für die obligatorische Krankenpflegeversicherung (inkl. Unfaldeckung) zu entsprechen;
- e. geleistete familienrechtliche Unterhaltsbeiträge.

## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Die Teuerung beeinflusst die Ausgaben für den allgemeinen Lebensbedarf, für Mieten und für Heime bzw. Spitäler, welche für die Festlegung der EL verwendet werden. Die Teuerung hat daher über die Berücksichtigung der sog. anerkannten Ausgaben bei der Festlegung der Ergänzungsleistungen insgesamt einen direkten Einfluss. Die anerkannten Einnahmen wie Renten, Erwerbs- und Vermögenseinkommen werden weitgehend von der Teuerung proportional beeinflusst, so dass die EL (=Saldo) mit einer höheren Teuerung in etwa proportional ansteigen werden. Der Bund beteiligt sich mit einem von der Finanzkraft abhängigen Anteil an den Aufwendungen der Kantone (Automatismus).

## **321.3600.002 Renten und Abfindungen der Militärversicherung**

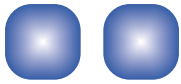
**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Militärversicherung (MVG) vom 19. Juni 1992 (SR 833.1)

### **Art. 82** Finanzierung

Der Bund trägt sämtliche Kosten der Militärversicherung.

### **Art. 43** Anpassung an die Lohn- und Preisentwicklung

1 Der Bundesrat hat durch Verordnung die auf unbestimmte Zeit festgesetzten Renten der Versicherten, die noch nicht im AHV-Rententalter stehen, sowie die Renten der Ehegatten und Waisen der Verstorbenen, die im Zeitpunkt der Anpassung das AHV-



Rentenalter noch nicht erreicht hätten, dem vom seco ermittelten Nominallohnindex vollständig anzupassen.

2 Alle übrigen auf unbestimmte Zeit festgesetzten Renten sind dem Stand des Landesindex der Konsumentenpreise vollständig anzupassen.

## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Es besteht aufgrund des Rentenanpassungsmechanismus ein Automatismus.

**415.3600.010 Asylsuchende/vorläufig Aufgenommene: Rück-  
erstattung von Sozialhilfen an die Kantone:** Der Bund vergütet den Kantonen die während des Asylverfahrens bzw. während der Dauer der vorläufigen Aufnahme entstandenen Fürsorgeauslagen. Die Vergütung erfolgt wenn möglich pauschal.

**Rechtsgrundlage:** Asylgesetz vom 26.6.1998 (SR 142.31)

#### **Art. 88** Pauschalen

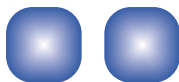
1 Der Bund zahlt den Kantonen für Asylsuchende und Schutzbedürftige ohne Aufenthaltsbewilligung bis längstens zum Tag, an dem die Wegweisung zu vollziehen ist oder an dem sie eine Aufenthaltsbewilligung erhalten oder einen Anspruch auf Aufenthaltsbewilligung haben:

- a. eine Pauschale für die Fürsorgekosten; und
- b. einen Pauschalbeitrag an die Betreuungs- und Verwaltungskosten.

#### **Art. 89** Festsetzung der Pauschalen

1 Der Bundesrat setzt die Höhe der Pauschalen nach Artikel 88 Absätze 1 Buchstabe a, 2 und 3 aufgrund der voraussichtlichen Aufwendungen für kostengünstige Lösungen fest.

Asylverordnung 2 über Finanzierungsfragen (Asylverordnung 2, AsylV 2) vom 11. August 1999 (SR 142.312)



### **Art. 21** Abgeltung der Unterstützungskosten

(Art. 88 und 89)

1 Der Bund vergütet den Kantonen die Unterstützungsleistungen pauschal.

2 Die Unterstützungspauschale beträgt bei voller Bedürftigkeit und bei einem Stand des Landesindex der Konsumentenpreise von 104.4 Punkten (Indexstand: 31. Mai 1999) für:

- a. Asylsuchende und Schutzbedürftige ohne Aufenthaltsbewilligung 16 Franken pro Tag und Person;
- b. Flüchtlinge und Schutzbedürftige mit Aufenthaltsbewilligung 20 Franken pro Tag und Person.

3 Das Bundesamt passt die Pauschale jeweils Ende des Jahres für das folgende Kalenderjahr dem Landesindex der Konsumentenpreise an.

Die Abgeltungen für Unterbringungskosten (Mietpreisentwicklung, LIK), Beschäftigungsprogramme, teilweise Gesundheitskosten (Prämiementwicklung) und für Betreuungskosten sind analog geregelt. Bei der Integration humanitär Aufgenommener erfolgt keine Anpassung an Teuerung.

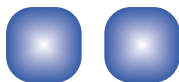
### **Steuerung** über Zahlungskredit

#### **Teuerungseinfluss**

Die Pauschalen werden jeweils der Teuerung angepasst, womit ein Automatismus besteht. Allerdings werden nicht alle Komponenten dieser Rubrik automatisch an die Teuerung angepasst.

**318.3600.054 individuelle Prämienverbilligungen:** Die maximale Höhe des Bundesbeitrages wird unter Berücksichtigung der Kostenentwicklung in der obligatorischen Krankenversicherung und der Finanzlage des Bundes festgelegt. Die Kantone können ihre eigenen Beiträge und damit auch den Bundesbeitrag um maximal 50% kürzen, wenn die Prämienverbilligung für die Begünstigten trotzdem





sichergestellt ist. Rund  $\frac{3}{4}$  der durch die Kantone beantragten Mittel werden im laufenden Jahr überwiesen, der Rest im Folgejahr.

Rechtsgrundlage: BG vom 18.3.1994 über die Krankenversicherung (SR 832.10), Verordnung über die Beiträge des Bundes zur Prämienerbilligung in der Krankenversicherung (SR 832.112.4). Die Botschaft über den Bundesbeschluss über die Bundesbeiträge in der Krankenversicherung vom 28. Mai 2003 (<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2003/4349.pdf>) legt den jährlichen Beitrag des Bundes für 2004-07 fest. Dieser steigt um 1.5% p.a.<sup>16</sup>

**KVG Art. 66** Beiträge des Bundes und der Kantone

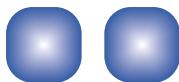
1 Der Bund gewährt den Kantonen jährlich Beiträge zur Verbilligung der Prämien im Sinne der Artikel 65 und 65a.99

2 Die jährlichen Beiträge des Bundes an die Kantone werden unter Berücksichtigung der Kostenentwicklung in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung und der Finanzlage des Bundes durch einfachen Bundesbeschluss für jeweils vier Jahre festgesetzt.

3 Der Bundesrat setzt die Anteile der einzelnen Kantone am Bundesbeitrag nach deren Wohnbevölkerung und Finanzkraft sowie nach der Anzahl der Versicherten nach Artikel 65a Buchstabe a fest. 100

4 Er bestimmt nach der Finanzkraft der Kantone, in welchem Masse diese den Bundesbeitrag aus eigenen Mitteln mindestens aufzustocken haben. Der Gesamtbeitrag, den die Kantone zu leisten haben, muss mindestens der Hälfte des gesamten Bundesbeitrages entsprechen.

<sup>16</sup> Die Botschaft zur Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (Prämienerbilligung) und zum Bundesbeschluss über die Bundesbeiträge in der Krankenversicherung vom 26. Mai 2004 schlägt einen Wechsel zum abgestuften Sozialziel mit einer maximalen Prämienbelastung pro Haushalt vor (<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2004/4327.pdf>). Modellrechnungen ergaben dabei eine Zunahme des Subventionsvolumens 2005-12 von 7.2% p.a. bei einer angenommenen jährlichen Kostensteigerung bei der obligatorischen Krankenversicherung von 4.5%, womit die Teuerung wesentlich stärker auf den Bundesbeitrag durchschlagen würde als die heutige Regelung, auch wenn die eidg. Räte das Sozialziel schliesslich fallen lassen dürften.



5 Ein Kanton darf den nach Absatz 4 von ihm zu übernehmenden Beitrag um maximal 50 Prozent kürzen, wenn die Prämienverbilligung für Versicherte in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen trotzdem sichergestellt ist. Der Beitrag des Bundes an diesen Kanton wird im gleichen Verhältnis gekürzt. Der Bundesrat kann dazu nähere Bestimmungen erlassen.

## **Steuerung** über Zahlungsrahmen

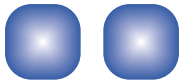
### **Teuerungseinfluss**

Es besteht kein Automatismus wie bei den Beiträgen an AHV und IV. Zwar muss bei der Festlegung des Bundesbeitrages die Kostenentwicklung bei der obligatorischen Krankenversicherung berücksichtigt werden. Da die Finanzlage des Bundes ebenfalls ein explizit genanntes Kriterium darstellt, ist der diskretionäre Spielraum relativ gross.<sup>17</sup> Insgesamt ist davon auszugehen, dass eine Zunahme der allgemeinen Teuerung sich proportional auf den Ausgaben niederschlagen dürfte, wobei zu beachten ist, dass die Preissteigerungen im Gesundheitswesen in den letzten Jahren deutlich über der allgemeinen Teuerungsentwicklung lagen.

**704.3600.010 Leistung an die AIV:** Der Bund übernimmt 0.15% der von der Beitragspflicht erfassten Lohnsumme.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die obligatorische Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzschiädigung (Arbeitslosenversicherungsgesetz, AVIG) vom 25. Juni 1982 (SR 837.0)

<sup>17</sup> Die Wirkung der Teuerung auf diese Ausgabenkategorie dürfte aufgrund der parlamentarischen Beratung zur 2. KVG-Revision sowie aufgrund der geplanten NFA-Regelungen in der Zukunft tendenziell deutlich zunehmen. Mit den längerfristig bedeutsamen Änderungen der NFA werden die Bundesbeiträge in der Grössenordnung des Kostenanstiegs im Gesundheitswesen zunehmen.

**Art. 90a**<sup>299</sup> Beteiligung des Bundes

Die Beteiligung nach Artikel 90 Buchstabe b beträgt 0,15 Prozent der von der Beitragspflicht erfassten Lohnsumme.

**Art. 90b**<sup>300</sup> Jährlicher Rechnungsausgleich

Reichen die Mittel nach Artikel 90 nicht aus, um die Ausgaben der Versicherung zu decken, so gewährt der Bund Tresoreriedarlehen zu Marktbedingungen nach Artikel 36 des Finanzhaushaltgesetzes vom 6. Oktober 1989<sup>301</sup>.

**Steuerung** über Zahlungskredit**Teuerungseinfluss**

Der Bundesbeitrag stützt sich auf die Lohnsumme ab. Es besteht daher ein Automatismus. Die Teuerung wirkt indirekt über die Entwicklung der Nominallohne. Da der Teuerungsausgleich auf den Löhnen vom Gang der Konjunktur abhängt, ist der Einfluss der Teuerung kurzfristig nicht unbedingt proportional.

**725.3600.011 Zusatzverbilligung für Mietzinse:** Ausrichtung von Beiträgen im Rahmen der sog. Zusatzverbilligung I und Zusatzverbilligung II. Die Beiträge bemessen sich an den Anlagekosten (0.6% bzw. 1.2% p.a.) und sind zeitlich befristet (10 bzw. 25 Jahre).

**Rechtsgrundlage:** Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz vom 4. Oktober 1974 (SR 843)

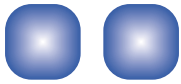
**Art. 35**

1 Der Bund unterstützt durch gezielte Massnahmen nach den folgenden Bestimmungen den Bau von Wohnungen zu besonders günstigen Mietzinsen.

2 Diese Massnahmen erstrecken sich auf

a. die Grundverbilligung, die bei Erfüllung bestimmter Voraussetzungen mit der Restfinanzierungshilfe eine möglichst tiefe Ansetzung des Anfangsmietzinses unter den Eigentümerlasten ermöglicht;

b. die Zusatzverbilligung zur Senkung des kostendeckenden Anfangsmietzinses um insgesamt 30 Prozent für Wohnungen für Bevölkerungskreise mit beschränkten Einkommen;



c. die Zusatzverbilligung zur Senkung des kostendeckenden Anfangsmietzinses um insgesamt 40 Prozent für Wohnungen für Betagte, Invalide und Pflegebedürftige mit Einschluss des für deren Betreuung erforderlichen Personals sowie für Wohnungen von Personen, die in Ausbildung stehen.

3 Die Zahl der mit Bundeshilfe jährlich zu verbilligenden Wohnungen richtet sich nach den Bedürfnissen des Marktes und der verfügbaren Mittel.

#### **Art. 42**

1 Die Zusatzverbilligung besteht in jährlich gleichbleibenden, nicht rückzahlbaren Zuschüssen des Bundes.

2 Sie setzt die Grundverbilligung voraus. Die Zusatzverbilligung kann auch Eigentümern gewährt werden, die alle Bedingungen der Grundverbilligung erfüllen, auf die Beanspruchung der Restfinanzierungshilfe jedoch verzichtet haben.

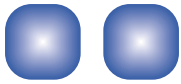
3 Die mit der Zusatzverbilligung erstellten und erneuerten Wohnungen dürfen nur an Personen vermietet werden, deren Einkommen die vom Bundesrat festzusetzenden Grenzen nicht übersteigen.

4 Der Bundesrat setzt die übrigen Voraussetzungen für die Zusatzverbilligung fest.

### **Steuerung über Rahmenkredit**

#### **Teuerungseinfluss**

Die Beiträge berechnen sich aufgrund der jeweiligen Anlagekosten, welche durch die Bauteuerung zum Zeitpunkt der Erstellung beeinflusst wurden. Die Zusatzverbilligungen stellen jährlich gleichbleibende Zuschüsse dar und werden von der laufenden Teuerung nicht beeinflusst. Da sich die Zahl der zu verbilligenden Wohnungen u.a. nach den verfügbaren Mittel richtet, besteht für den Bund die Möglichkeit zur Mengensteuerung.



## b. Erläuterungen zu Abschnitt 3.3. Verkehr

### Rubriken im Bereich Strassen

**806.4600.001 Rubrik Nationalstrassen**, Bau: Beteiligung an der Erstellung der Nationalstrassen (Entnahme aus der Spezialfinanzierung „Strassenverkehr“. Der Bund übernimmt durchschnittlich 88% der Erstellungskosten. Die Finanzierung erfolgt über den zweckgebundenen Anteil der Mineralölsteuer und die Strassenabgaben. Die Kantone erstellen die Strassen unter der Oberaufsicht des Bundes und mit dessen finanzieller Unterstützung. Die Kantone sind Eigentümer der Nationalstrassen.

**Rechtsgrundlage:** BG über die Nationalstrassen (NSG) vom 8.3.1960 (SR 725.11), Art. 56. BG über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (MinVG) vom 22.3.1985 (SR 725.116.2), Art. 3 Bst. a und Art 7

#### **NSG Art. 56**

Die Erstellungskosten der Nationalstrassen gehen zu Lasten des Bundes und der Kantone, auf deren Gebiet die Strassen liegen. Der Anteil der Kantone bemisst sich nach ihrer Belastung durch die Nationalstrassen, ihrem Interesse und ihrer Finanzkraft.

Verordnung über die Nationalstrassen (NSV) vom 18. Dezember 1995 (SR 725.111)

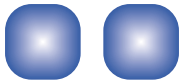
#### **Art. 48 Beitragssätze**

1 Die Beteiligung des Bundes an den anrechenbaren Bau-, Unterhalts- und Betriebskosten richtet sich nach den im Anhang festgelegten Beitragssätzen. Diese bemessen sich nach der Belastung der Kantone durch die Nationalstrassen, ihrem Interesse an diesen Strassen und ihrer Finanzkraft.

2 Für den Bau gelten die bisherigen Beitragssätze. Für den Unterhalt und Betrieb berechnen sich die Beitragssätze nach folgenden Indikatoren:

a. Belastung:

1. beim Unterhalt die nach Klassen, Brücken und Tunnels gewichteten Strassenlängen nach Fertigstellung des Nationalstrassennetzes je Einwohner,



2. beim Betrieb der geschätzte Betriebsaufwand je Einwohner im Jahr vor der periodischen Überprüfung der Beitragssätze;

b. Interesse: der kantonale Fahrzeugbestand je Strassenkilometer nach Fertigstellung des Nationalstrassennetzes;

c. Finanzkraft: der Index nach der jeweils geltenden Verordnung über die Festsetzung der Finanzkraft der Kantone<sup>42</sup>.

3 Für die Ermittlung der Beitragssätze werden das Interesse mit dem Faktor 1 sowie die Belastung und die Finanzkraft je mit dem Faktor 2 gewichtet.

4 Der Beitragssatz für den Betrieb darf den des Unterhalts nicht übersteigen.

5 Der Bundesrat überprüft alle sechs Jahre die Beitragssätze.

#### **Art. 50** Bau

Im Ausführungsprojekt wird festgelegt, welche Aufwendungen ganz oder teilweise als anrechenbar gelten.

#### **Art. 54** Auszahlung

1 Der Bund leistet die Zahlungen entsprechend dem Baufortschritt, beim Landerwerb mit der Handänderung und beim Betrieb entsprechend dem Anfall des Betriebsaufwandes.

#### **MinVG Art. 7** Höhe der Beteiligung

1 Der Bund übernimmt von den anrechenbaren Kosten folgende Anteile:

a. für Nationalstrassen erster und zweiter Klasse:

– ausserhalb von Städten 75–90 Prozent

– im Gebiet von Städten 50–80 Prozent

b. für Nationalstrassen dritter Klasse:

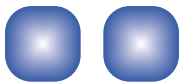
– im Alpengebiet und im Jura 75–90 Prozent

– ausserhalb dieser Gebiete 55–70 Prozent

– im Gebiet von Städten 50–70 Prozent

2 Der Bundesrat bestimmt die Höhe der Beteiligung nach der Belastung der Kantone durch die Nationalstrassen, ihrem Interesse an diesen Strassen und ihrer Finanzkraft.

3 Reicht die Finanzkraft des Kantons nicht aus und ist die Erstellung der Nationalstrasse von überwiegendem gesamtschweizerischem Interesse, so kann der Bundesrat ausnahmsweise die Beteiligung über den Höchstansatz hinaus erhöhen. Der Höchstansatz darf jedoch um höchstens 7 Prozent der anrechenbaren Kosten überschritten werden.



### **Art. 8** Anrechenbare Kosten

1 Anrechenbar sind:

- a. die Kosten der Planung, der Grundlagenbeschaffung, der Projektierung, der Bauleitung, der Aufsicht und der Verwaltung;
- b. die Kosten des Landerwerbs mit den dem Strassenbau anzulastenden Aufwendungen für Landumlegungen;
- c. die Kosten der Bauausführung, der erforderlichen Anpassungsarbeiten einschliesslich der Kosten für den Ersatz von Flur- und Forststrassen sowie von Zweirad-, Fuss- und Wanderwegen;
- d. die Aufwendungen für Umwelt- und Landschaftsschutzmassnahmen sowie Schutzmassnahmen gegen Naturgewalten;
- e.11 die Kosten der Einrichtungen, die der Sicherheit und der Entlastung der Strasse dienen, wie Chemiewehrstützpunkte, Vorrichtungen für Gewichtskontrollen, Abstellspuren und -flächen.

2 Nicht anrechenbar sind die Kosten der Nebenanlagen an Nationalstrassen sowie Liegenschaftsgewinnsteuern, Handänderungssteuern, Stempelsteuern und ähnliche nach kantonalem Recht geschuldete fiskalische Abgaben.

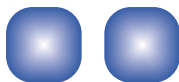
### **Art. 9** Zahlungsverkehr

Der Bund leistet seine Zahlungen im Verhältnis des Fortschreitens der Vorbereitungs- und Bauarbeiten. Er kann die vom Kanton zu leistenden Zahlungen gegen angemessene Verzinsung bevorschussen oder in Härtefällen Darlehen gewähren. Der Bundesrat bestimmt die Einzelheiten des Zahlungsverkehrs.

## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Wichtig ist die Unterscheidung zwischen der vom Bund geförderten Leistung und der Ausgabenrubrik in der Finanzrechnung des Bundes. Für die einzelne Leistung (Bauprojekt) sind die sog. anrechenbaren Kosten, die in Art. 8 MinVG aufgeführt sind, massgebend, sowie die nach dem jeweiligen Interesse und der Kaufkraft des Standortkantons. Diese Kosten werden direkt von der Preisentwicklung insbesondere beim Tiefbau und bei den Grundstücken beeinflusst. Da für den Bund die Möglichkeit der Mengensteuerung besteht, können teuerungsbedingte Mehrkosten auf Stufe Rubrik kompensiert werden, indem Projekte redimensioniert oder aufgeschoben werden.



**806.3600.001 Nationalstrassen, Unterhalt:** Die Subvention soll es den Kantonen ermöglichen, die laufenden Ausgaben für die Substanzerhaltung der Nationalstrassen und der zugehörigen Anlagen zu tragen. Die Rubrik bildet zusammen mit der Rubrik 806.4600.002 «Nationalstrassen, Erneuerung» den Teil «Unterhalt der Nationalstrassen». Die Kantone fassen die verschiedenen Arbeiten zu «Massnahmen» zusammen, die dem Bundesamt für Strassen zur Genehmigung vorgelegt werden. Die Beiträge werden in Prozenten der anrechenbaren Kosten berechnet und entsprechend dem Fortschritt der Arbeiten nach und nach ausgerichtet.

**Rechtsgrundlage:** BG über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (MinVG) vom 22.3.1985 (SR 725.116.2), Art. 10 Abs. 2.

**Art. 10<sup>12</sup>** Höhe der Beteiligung

1 Unterhalt und Betrieb der Nationalstrassen umfassen die Erneuerung sowie den baulichen und betrieblichen Unterhalt.

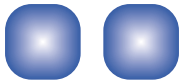
2 Der Bund übernimmt 80–90 Prozent der anrechenbaren Kosten für den Unterhalt der Nationalstrassen. Wird ein Kanton durch die Kosten für den Unterhalt seiner Nationalstrassen im Verhältnis zu seinem Interesse an der Strasse und seiner Finanzkraft unzumutbar belastet, so kann der Bundesrat die Beteiligung um höchstens 7 Prozent der anrechenbaren Kosten über den Höchstansatz hinaus erhöhen.

**Art. 11** Anrechenbare Kosten

1 Der bauliche Unterhalt und die Erneuerung von Nationalstrassen umfassen alle Arbeiten, die der Erhaltung der Strassen und ihrer technischen Einrichtungen dienen, wie insbesondere Arbeiten am Strassenkörper und an Kunstbauten. Diesen gleichgestellt sind Ergänzungsarbeiten sowie Arbeiten zur Anpassung im Betrieb stehender Strassenanlagen an die Anforderungen neuen Rechts. Anrechenbar sind die Kosten der Projektierung einschliesslich technischer Gutachten sowie der Bauausführung, der Bauaufsicht und der Verwaltung.

Verordnung über die Nationalstrassen (NSV) vom 18. Dezember 1995 (SR 725.111)



**Art. 51** Unterhalt

1 Anrechenbar sind die Kosten:

- a. der Bestandteile der Nationalstrassen nach Artikel 3, ausgenommen Nebenanlagen;
- b. der Anlagen ausserhalb des Strassenkörpers wie Geländeverbauungen, Böschungen, Querungen von anderen Verkehrswegen und Leitungen, Unterhaltswege und Zufahrten für Unterhaltsarbeiten, Vorfluter, Entwässerungen, Bach- und Flussverbauungen, ungeachtet des Eigentums an diesen Anlagen.

2 Bei gemeinsam mit Dritten genutzten Anlagen wie Leitungen, Kanälen, Vorflutern, Ölabscheidern und Verbauungen sind die Kosten nach Massgabe des Interesses der Beteiligten aufzuteilen. Die zu treffenden Vereinbarungen sind vom Bundesamt zu genehmigen.

3 Das Bundesamt bestimmt nach Anhören der Kantone im Einzelfall die anrechenbaren Kosten.

**Art. 53** Abrechnung

1 Die Kantone führen zur Erfassung und Kontrolle der anrechenbaren Kosten für den Betrieb eine nach einheitlichen betriebswirtschaftlichen Grundsätzen aufgebaute Abrechnung, die mindestens einmal jährlich abzuschliessen ist.

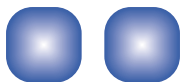
**Art. 54** Auszahlung

1 Der Bund leistet die Zahlungen entsprechend dem Baufortschritt, beim Landerwerb mit der Handänderung und beim Betrieb entsprechend dem Anfall des Betriebsaufwandes.

2 Beim Bau und Unterhalt fertigt die zuständige kantonale Instanz die Anweisungen aus und erteilt der Zahlstelle den Zahlungsauftrag direkt. Zu diesem Zweck wird die zuständige kantonale Instanz durch den Bund bei einem zu bezeichnenden Bankinstitut akkreditiert. Die sofortige Deckung der Bankauszahlungen erfolgt durch die Schweizerische Nationalbank, die ihrerseits die Eidgenössische Finanzverwaltung (Kassen- und Rechnungswesen) im Giroverkehr belastet. Der Bund trägt keine Bankkosten oder Zinsen, die durch das Zahlungsverfahren entstehen.

3 Beim Betrieb werden aufgrund der zugeteilten Kredite vierteljährliche Akontozahlungen ausgerichtet. Die Schlusszahlung erfolgt im Folgejahr aufgrund der Betriebsabrechnungen. Für die Schlusszahlungen sind von den zuständigen kantonalen Organen Zahlungsanweisungen zu erstellen. Die Beiträge für die Schadenwehren werden jeweils Mitte Jahr aufgrund der von den Kantonen erstellten Ausgabenanweisungen ausbezahlt.

**Steuerung** über Zahlungskredit



## Teuerungseinfluss

Analog zum Nationalstrassenbau

**806.3600.002 Nationalstrassen, Betrieb:** Den Kantonen soll ermöglicht werden, die Arbeiten auszuführen, die für den Betrieb der Nationalstrassen erforderlich sind. Dazu zählen der Winterdienst (Salzung, Räumung), die Reinigung (des Strassenkörpers, der Tunnel, der Entwässerungsanlagen usw.), der Unterhalt der Grünflächen (Mähen, Auslichten der Bäume usw.), der technische Dienst (Beleuchtung, Belüftung usw.), die kleineren Reparaturen und der Unfalldienst. Die Beteiligung des Bundes beträgt durchschnittlich 69%. An die Kosten für die Schutzdienste (Feuer-, Öl-, Chemie- und Strahlenwehr) werden Pauschalbeiträge ausgerichtet. Die Finanzierung erfolgt über den zweckgebundenen Anteil der Mineralölsteuer und die Strassenabgaben.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 8.3.1960 über die Nationalstrassen (SR 725.11), BG vom 22.3.1985 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (SR 725.116.2)

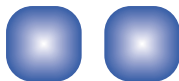
### **MinVG Art. 10<sup>12</sup>** Höhe der Beteiligung

3 Der Bund übernimmt 40–80 Prozent der anrechenbaren Kosten für den Betrieb der Nationalstrassen. Wird ein Kanton durch die Kosten für den Betrieb seiner Nationalstrassen im Verhältnis zu seinem Interesse an der Strasse und seiner Finanzkraft unzumutbar belastet, so kann der Bundesrat die Beteiligung um höchstens 15 Prozent der anrechenbaren Kosten über den Höchstansatz hinaus erhöhen.

### **Art. 11** Anrechenbare Kosten

2 Der betriebliche Unterhalt umfasst alle Massnahmen und Arbeiten, die für die Sicherheit und Betriebsbereitschaft der Strassen notwendig sind, wie die Schadenwehren, die Schneeräumung und Reinigung der Fahrbahnen und Standspuren sowie die Pflege der Mittelstreifen und der Böschungen, alle Arbeiten zur Erhaltung einer dauernden Betriebsbereitschaft der Verkehrseinrichtungen sowie kleinere Reparaturen. Anrechenbar sind die Kosten der Projektierung, der Arbeiten selbst, der Aufsicht und der Verwaltung.

4 Der Bundesrat bestimmt die anrechenbaren Kosten im einzelnen und regelt den Zahlungsverkehr.



## Verordnung über die Nationalstrassen (NSV) vom 18. Dezember 1995 (SR 725.111)

### **Art. 52** Betrieb

Anrechenbar sind:

- a. die Kosten der Bestandteile der Nationalstrassen nach Artikel 3, ausgenommen die Fahrbahn eines unter- oder überführenden Verkehrsweges, die Nebenanlagen und die polizeilichen Betriebsmittel der Zentren für Schwerverkehrskontrollen;
- b. bei den Schadenwehren: der nationalstrassenbedingte Aufwand.

### **Art. 53** Abrechnung

1 Die Kantone führen zur Erfassung und Kontrolle der anrechenbaren Kosten für den Betrieb eine nach einheitlichen betriebswirtschaftlichen Grundsätzen aufgebaute Abrechnung, die mindestens einmal jährlich abzuschliessen ist.

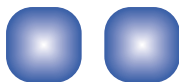
### **Art. 54** Auszahlung

1 Der Bund leistet die Zahlungen entsprechend dem Baufortschritt, beim Landerwerb mit der Handänderung und beim Betrieb entsprechend dem Anfall des Betriebsaufwandes.

2 Beim Bau und Unterhalt fertigt die zuständige kantonale Instanz die Anweisungen aus und erteilt der Zahlstelle den Zahlungsauftrag direkt. Zu diesem Zweck wird die zuständige kantonale Instanz durch den Bund bei einem zu bezeichnenden Bankinstitut akkreditiert. Die sofortige Deckung der Bankauszahlungen erfolgt durch die Schweizerische Nationalbank, die ihrerseits die Eidgenössische Finanzverwaltung (Kassen- und Rechnungswesen) im Giroverkehr belastet. Der Bund trägt keine Bankkosten oder Zinsen, die durch das Zahlungsverfahren entstehen.

3 Beim Betrieb werden aufgrund der zugeteilten Kredite vierteljährliche Akontozahlungen ausgerichtet. Die Schlusszahlung erfolgt im Folgejahr aufgrund der Betriebsabrechnungen. Für die Schlusszahlungen sind von den zuständigen kantonalen Organen Zahlungsanweisungen zu erstellen. Die Beiträge für die Schadenwehren werden jeweils Mitte Jahr aufgrund der von den Kantonen erstellten Ausgabenanweisungen ausbezahlt.

## **Steuerung** über Zahlungskredit



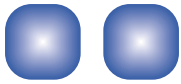
## Teuerungseinfluss

Massgebend sind die sog. anrechenbaren Kosten des Betriebs. Im Vergleich zu den Aufwendungen für den Bau und den Unterhalt der Nationalstrassen dürfte der Anteil der Personalausgaben am Betrieb merklich höher sein. Es ist daher davon auszugehen, dass die Kostenentwicklung beim Betrieb enger mit derjenigen der Konsumentenpreise korreliert ist als beim Bau und beim Unterhalt. Die Möglichkeit der Mengensteuerung kann nur in einem sehr beschränkten Umfang wahrgenommen werden, da der Betrieb auf dem Nationalstrassennetz aufrechterhalten werden muss. Die Wirkung ist daher als „automatisch“ zu bezeichnen.

**806.3600.003 allgemeine Strassenbeiträge und Finanzausgleich:** Der Bund beteiligt sich an den Kosten, die den Kantonen durch die dem Motorfahrzeugverkehr geöffneten Strassen (ohne Nationalstrassen) entstehen und für die keine werkgebundenen Beiträge ausgerichtet werden. Ein Anteil von 12% an den zweckgebundenen Nettoerträgen fliesst unter Berücksichtigung der Beiträge an internationale Alpenstrassen und der Beiträge an Kantone ohne Nationalstrassen (Rubrik 806.3600.005) den Kantonen zu<sup>18</sup>. Der Verteilungsschlüssel berücksichtigt die Strassenlänge, die Strassenlasten der Kantone, deren Finanzkraft und Motorfahrzeugsteuer. Der Finanzausgleich hat einen grossen Stellenwert: 42% der Beitragssumme werden nur aufgrund der Finanzkraft ausgerichtet.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 22.3.1985 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (SR 725.116.2), Art. 3 Bst. d Ziff. 1, Art. 4 Abs. 5 und Art. 34, Verordnung über die Verteilung der nicht werkgebundenen Mineralölsteueranteile vom 9. Dezember 1985 (SR 725.116.25)

<sup>18</sup> Vom gesamten Anteil der Kantone werden 94% über die Rubrik 806.3600.003 und 6% über die Rubrik 806.3600.005 ausbezahlt.

**MinVG Art. 4** Aufteilung auf die einzelnen Aufgabengebiete

1 Die Bundesversammlung teilt mit dem Voranschlag die für den Strassenverkehr bestimmten Mineralölsteuer auf die einzelnen Aufgabengebiete auf.

5 Der Anteil für die nicht werkgebundenen Beiträge wird für jeweils vier Jahre festgelegt; er beträgt mindestens 12 Prozent der für den Strassenverkehr bestimmten Mineralölsteuer.

**Art. 34** Allgemeine Beiträge und Finanzausgleich

1 Die allgemeinen Beiträge an die Kosten der dem Motorfahrzeugverkehr geöffneten Strassen und die Mittel für den Finanzausgleich im Strassenwesen bemessen sich nach:

- a. der Länge der dem Motorfahrzeugverkehr geöffneten Strassen;
- b. den Strassenlasten der Kantone;
- c. der Finanzkraft der Kantone;
- d. der steuerlichen Belastung des Motorfahrzeugverkehrs.

2 In Härtefällen können finanz- oder bevölkerungsschwachen Kantonen, die durch die Erstellung, die Erneuerung, den baulichen und den betrieblichen Unterhalt von Strassen sowie die polizeiliche Verkehrsüberwachung und Verkehrsregelung besonders belastet werden, zusätzliche Beiträge gewährt werden.<sup>23</sup>

3 Der Bundesrat ordnet die Einzelheiten nach Anhören der Kantone.

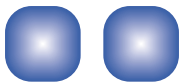
**Verordnung über die Verteilung der nicht werkgebundenen Mineralölsteueranteile****Art. 1** Verwendung

2 Die nicht werkgebundenen Mineralölsteueranteile werden nach Inbetriebnahme des ersten Teilstücks der Nationalstrasse N 16 im Kanton Jura wie folgt verwendet:

- a. 94 Prozent für allgemeine Beiträge und den Finanzausgleich im Strassenwesen;
- b. 6 Prozent für Beiträge an Kantone mit internationalen Alpenstrassen und an Kantone ohne Nationalstrassen; davon:
  1. 90 Prozent für Kantone mit internationalen Alpenstrassen,
  2. 10 Prozent für Kantone ohne Nationalstrassen.

**Art. 3** Verteilungsschlüssel

1 Die für allgemeine Beiträge und den Finanzausgleich im Strassenwesen verfügbaren Mittel werden wie folgt auf die Kantone verteilt:

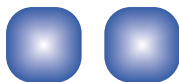


- a. 46 Prozent für allgemeine Beiträge, und zwar
    1. 12 Prozent nach der Strassenlänge:
      - 6 Prozent nach der Länge der National- und Hauptstrassen,
      - 6 Prozent nach der Länge der Kantons- und der übrigen dem Motorfahrzeugverkehr geöffneten Strassen,
    2. 34 Prozent nach den Strassenlasten;
  - b. 42 Prozent für den Finanzausgleich auf die Kantone, deren Finanzkraft unter dem Landesmittel liegt, nach einer progressiv gleitenden Skala; massgebend für den einzelnen Kanton ist das Produkt, das gebildet wird aus der Differenz seiner Finanzkraft zum Landesmittel und dem allgemeinen Beitrag, wobei die Finanzkraftdifferenz mit 1,4 potenziert wird;
  - c. 5 Prozent auf die Kantone mit überdurchschnittlichen Strassenlasten; massgebend für den einzelnen Kanton ist das Produkt, das gebildet wird aus der Differenz der indextierten Netto-Strassenlasten je Einwohner zum Landesmittel und dem allgemeinen Beitrag;
  - d. 7 Prozent auf die Kantone, deren steuerliche Belastung der Motorfahrzeuge mindestens vier Fünftel des Landesmittels beträgt; massgebend für den einzelnen Kanton ist das Produkt, das gebildet wird aus der Differenz des Motorfahrzeugsteuer-Belastungsindexes zu 80 und dem Bestand an Motorfahrzeugen und Anhängern ohne Motorfahrräder.
- 2 Die Berechnung erfolgt jährlich nach dem Modell im Anhang 1.

## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Der Verteilschlüssel ist klar geregelt, womit kein diskretionärer Spielraum besteht. Da das MinVG den Anteil für die nicht-werkgebundenen Beiträge fest schreibt (mindestens 12%), ist die Entwicklung dieser Ausgabenrubrik weitgehend von der Entwicklung der Mineralölsteuereinnahmen determiniert. Die Mineralölsteuer ist eine Mengensteuer, womit die Preisentwicklung zumindest direkt keinen Einfluss hat. Die Stärke des Teuerungseinflusses ist daher gering.



**806.4600.003 Hauptstrassen:** Mit der Subvention soll der Neubau oder Ausbau von wichtigen Strassen des nationalen und internationalen Verkehrs, die nicht zum Nationalstrassennetz gehören, ermöglicht werden. Eine Bundesratsverordnung bezeichnet die Hauptstrassen, für die Bundeshilfen gezahlt werden können. Mit der Genehmigung der Mehrjahresprogramme legt der Bundesrat die grossen Projekte fest, die mit Unterstützung des Bundes verwirklicht werden.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz vom 22. März 1985 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (MinVG; SR 725.116.2), Art. 3 Bst. b und Art. 12, Verordnung vom 8. April 1987 über die Hauptstrassen (SR 725.116.23)

**MinVG Art. 13** Beitragssätze

1 Die Beiträge des Bundes an die Kosten des Ausbaues oder Neubaus von Hauptstrassen im Alpengebiet und im Jura betragen 40–70 Prozent und ausserhalb dieser Gebiete 15–55 Prozent der anrechenbaren Kosten.<sup>16</sup>

2 Der Bundesrat bestimmt die Beitragssätze nach dem Interesse des Kantons an der betreffenden Strasse, nach seiner Finanzkraft, seinen Strassenlasten und den Kosten des Bauvorhabens.

3 Wird ein Kanton durch die Kosten für den Ausbau oder Neubau einer Strasse im Verhältnis zu seiner Finanzkraft unzumutbar belastet, so kann der Bundesrat den Beitrag über den Höchstansatz hinaus erhöhen. Der Höchstansatz darf jedoch um höchstens 5 Prozent der anrechenbaren Kosten überschritten werden.

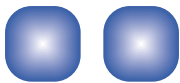
3bis An Projekte, deren anrechenbare Kosten unter 2,5 Millionen Franken liegen, werden keine Beiträge geleistet.<sup>17</sup>

4 Der Bundesrat legt die Beitragsvoraussetzungen fest und teilt nach Anhören der Kantone in den Mehrjahresprogrammen die Mittel zu.

**Art. 14** Anrechenbare Kosten

1 Anrechenbar sind:

- a. die Kosten der Projektierung, der Bauleitung und der Aufsicht;
- b. die Kosten des Landerwerbes mit den dem Strassenbau anzulastenden Aufwendungen für Landumlegungen;
- c. die Kosten der Bauausführung, der erforderlichen Anpassungsarbeiten einschliesslich der Kosten für den Ersatz von Flur- und Forststrassen sowie Zweirad-, Fuss- und Wanderwegen;



d. die Kosten für Umwelt- und Landschaftsschutzmassnahmen sowie Schutzmassnahmen gegen Naturgewalten.

2 Nicht anrechenbar sind Entschädigungen an Behörden und Kommissionen sowie die Kosten der Beschaffung und die Verzinsung von Baukrediten.

### Verordnung über die Hauptstrassen:

#### **Art. 5** Anrechenbare Kosten

Das Eidgenössischen Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation legt im Rahmen von Artikel 14 des Bundesgesetzes vom 22. März 1985 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer, die anrechenbaren Kosten aufgrund der Beitragsbedingungen gemäss Artikel 4 im einzelnen fest.

#### **Art. 8** Beitragszusicherung

2 Anstelle von Beiträgen an die effektiven Kosten können in besonderen Fällen Pauschalen festgelegt werden.

#### **Art. 13** Abrechnung

1 Dem Bundesamt sind in der Regel halbjährlich Teilabrechnungen über die ausgeführten Arbeiten und den getätigten Landerwerb einzureichen.

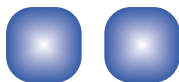
2 Die Schlussabrechnung ist spätestens zwei Jahre nach Inbetriebnahme der Verkehrsanlage einzureichen. Ihr ist ein Landerwerbsplan beizulegen.

### **Steuerung** über Zahlungskredit

#### **Teuerungseinfluss**

Die Beiträge orientieren sich an den Kosten. Obwohl die Verordnung über die Hauptstrassen in besonderen Fällen einen Beitrag in Form einer Pauschale ermöglicht, wurde von dieser Möglichkeit bis zum heutigen Zeitpunkt kein Gebrauch gemacht. Die Wirkung ist analog zum Nationalstrassenbau zu beurteilen.





## Rubriken im Bereich des öffentlichen Verkehrs

**802.3600.203 Abgeltung Regionalverkehr:** Abgeltung der ungedeckten Plankosten des Regionalverkehrs. Mit der Revision des Eisenbahngesetzes wurde die Abgeltung im Bereich Regionalverkehr auf eine neue Basis gestellt. Ein wesentliches Element dabei bestand in der Einführung des Bestellprinzips.

**Rechtsgrundlage:** Eisenbahngesetz vom 20. Dezember 1957 (SR 742.101), Art. 49-54 (in Kraft seit 1.1.1996); Abgeltungsverordnung vom 18.12.1995 (SR 742.101.1); Verordnung über die Anteile der Kantone an die Abgeltungen und Finanzhilfen (KAV, SR 742.101.2).

### **EBG Art. 49**

1 Bund und Kantone gelten den Transportunternehmungen die laut Planrechnung ungedeckten Kosten des von ihnen gemeinsam bestellten Verkehrsangebotes ab.

### **Art. 51**

1 Das Leistungsangebot und die Abgeltung für die einzelnen Sparten werden aufgrund von Planrechnungen der Unternehmungen im voraus von Bund, beteiligten Kantonen und Transportunternehmungen in einer Vereinbarung verbindlich festgelegt. Der Bundesrat regelt das Bestellverfahren sowie die Grundsätze für das Leistungsangebot und die Abgeltung im Einvernehmen mit den Kantonen. Die autonome Führung der Unternehmungen im Vollzugsprozess wird dadurch nicht berührt.

### **Art. 53**

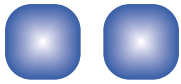
1 Die Anteile von Bund und Kantonen an der Abgeltung werden durch den Bundesrat festgelegt, nachdem er dazu die Kantone angehört hat. Berücksichtigt werden insbesondere die Finanzkraft sowie die strukturellen Voraussetzungen der Kantone.

2 Der Anteil des Bundes beträgt mindestens 36 und höchstens 94 Prozent.

## Abgeltungsverordnung

### **Art. 11** Vorgaben des Bundes

1 Der Bundesrat legt im Rahmen des Voranschlages und der Finanzplanung des Bundes jeweils vier Jahre im voraus die für den Regionalverkehr und die übrigen Abgeltungen nach Gesetz zur Verfügung stehenden Mittel fest. Die Genehmigung durch die eidgenössischen Räte bleibt vorbehalten. Das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation<sup>7</sup> teilt den Kantonen diese Vorgaben mit.



2 Die Mittel werden den Kantonen grundsätzlich in Fortschreibung der bisherigen Bundesleistungen zugeteilt. Die Kantone können die ihnen zugeteilten Mittel für andere Angebote als bisher einsetzen, um den öffentlichen Verkehr zu verbessern. Soweit Mittel frei verfügbar sind, setzt sie das Bundesamt für Angebote ein, die den Anteil des öffentlichen Verkehrs am Gesamtverkehr erhöhen.

**Art. 17** Offerte

1 Die Offerte umfasst:

- a. die Darstellung des Angebotskonzeptes;
- b. Angaben zum Tarifsystem und zum Tarifniveau;
- c. eine verbindliche Planrechnung für das erste Jahr der Fahrplanperiode;
- d. eine mittelfristige Planrechnung einschliesslich einer Investitionsplanung;
- e. Angaben zu den Anstellungsbedingungen des Personals.

2 Das Bundesamt teilt den Transportunternehmungen die bei der Planung des Bundes verwendeten Annahmen bezüglich Teuerung und Zinsniveau mit.

**Art. 20** Angebotsvereinbarung

1 Nehmen die Besteller eine Offerte an, so schliessen sie mit der Transportunternehmung eine Angebotsvereinbarung ab. Sie bestätigen ihr den Abgeltungsbetrag.

2 Die Transportunternehmung bestätigt die Bestellung innerhalb von 14 Tagen.

3 Die Angebotsvereinbarung gilt für eine Sparte und ein Fahrplanjahr.

## **4. Abschnitt: Voraussetzungen für die Abgeltung**

**Art. 24** Betriebskosten- und Leistungsrechnung

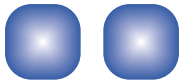
1 Die Pflicht der Transportunternehmungen, neben ihrer Finanzrechnung eine Betriebskosten- und Leistungsrechnung zu führen, richtet sich nach der Verordnung des UVEKs vom 18. Dezember 19959 über das Rechnungswesen der konzessionierten Transportunternehmungen.

**Art. 27** Kapitalkosten

1 Kapitalkosten können in die Planrechnung einer Offerte aufgenommen werden, wenn die entsprechende Finanzierung durch die Besteller genehmigt wurde. Fehlt die Genehmigung, so ist die Offerte mit einem entsprechenden Hinweis zu versehen.

2 Zinslose Darlehen der öffentlichen Hand sind, soweit sie nicht die Sparte Infrastruktur betreffen, in der Betriebskostenrechnung kalkulatorisch zu verzinsen.

3 Als Zinssatz für die Darlehen der öffentlichen Hand und das Eigenkapital gilt die mittlere Rendite der Bundesanleihen zum Zeitpunkt der Offertstellung.



4 Die Differenz zwischen kalkulatorischen und tatsächlich zu bezahlenden Kapitalkosten ist vom definitiven Abgeltungsbetrag abzuzählen.

## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

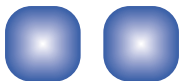
Die Einführung des Bestellprinzips hat zur Folge, dass die ungedeckten Kosten des Regionalverkehrs aufgrund von Planrechnungen bestimmt und die Abgeltung mittels Vereinbarung mit der jeweiligen Transportunternehmung geregelt wird. In die Planrechnung fliessen Annahmen zur Teuerung und zu den Zinsen ein, die vom Bund vorgegeben werden (volkswirtschaftliche Eckwerte). Der Bund macht Vorgaben hinsichtlich der Kosten- und Leistungsrechnung. Die Kantone beteiligen sich an der Abgeltung gemäss einem Verteilungsschlüssel, in dem die Finanzkraft sowie strukturelle Faktoren berücksichtigt werden. Da der Bund das Verkehrsangebot zusammen mit den Kantonen bestellt, ist beispielsweise im Vergleich zum Nationalstrassenbau für den Bund kaum Handlungsspielraum vorhanden. Der Wirkungskanal der Teuerung wird daher als automatisch bezeichnet.

### **802.4600.701 Fonds für Eisenbahngrossprojekte, Einlagen:**

Überweisung der zweckgebundenen Einnahmen an den Fonds für Eisenbahngrossprojekte, bestehend aus Teilen der Mehrwertsteuer (2003 27% der Rubrik), der Mineralölsteuer (2003 30%) sowie  $\frac{2}{3}$  der leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (40%) und Kontingentseinnahmen (2003 3%). Die Mittel aus der Mineralölsteuer hängen direkt von den getätigten Ausgaben für die Basislinien der NEAT ab (25% der Bauaufwendungen).

**Rechtsgrundlage:** BV Art. 196 Ziff. 3 Abs. 2 und 3 (Übergangsbestimmung zum Art. 87 BV)

3. Übergangsbestimmung zu Art. 87 (Eisenbahnen und weitere Verkehrsträger)
- 2 Der Bundesrat kann zur Finanzierung der Eisenbahngrossprojekte:



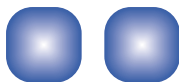
- a. den vollen Ertrag der pauschalen Schwerverkehrsabgabe nach Artikel 196 Ziffer 2 bis zur Inkraftsetzung der leistungs- oder verbrauchsabhängigen Schwerverkehrsabgabe nach Artikel 85 verwenden und dafür die Abgabesätze bis um höchstens 100 Prozent erhöhen;
- b. höchstens zwei Drittel des Ertrags der leistungs- oder verbrauchsabhängigen Schwerverkehrsabgabe nach Artikel 85 verwenden;
- c. Mineralölsteuermittel nach Artikel 86 Absatz 3 Buchstabe b verwenden, um 25 Prozent der Gesamtaufwendungen für die Basislinien der NEAT zu decken;
- d. Mittel auf dem Kapitalmarkt aufnehmen, höchstens aber 25 Prozent der Gesamtaufwendungen für die NEAT, BAHN 2000 und den Anschluss der Ost- und Westschweiz an das europäische Eisenbahn-Hochleistungsnetz;
- e. sämtliche in Artikel 196 Ziffer 14 sowie nach Artikel 130 festgesetzten Sätze der Mehrwertsteuer (inkl. Zuschlag) um 0,1 Prozentpunkt anheben;
- f. eine ergänzende Finanzierung durch Private oder durch internationale Organisationen vorsehen.

## **Steuerung** über Zahlungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Die Rubrik wird durch zweckgebundene Einnahmen alimentiert. Aufgrund der Ausgestaltung besteht ein Mechanismus. Es ist zu beachten, dass hier die Rubrik in der Finanzrechnung und nicht die Ausgaben des Fonds für Eisenbahngrossprojekte diskutiert wird. Der Anteil der MWST reagiert proportional zur Teuerung. Die LSVA hängt hingegen nicht von der Teuerung ab. Die Bauaufwendungen der NEAT, welche die Höhe der Mittel aus den Mineralölsteuereinnahmen bestimmen, werden direkt von der allgemeinen Teuerung beeinflusst. Insgesamt wird damit die eine Hälfte der Rubrik ungefähr proportional von der Teuerung beeinflusst, die andere Hälfte ist hingegen weitgehend unbeeinflusst von der Teuerung. Daher wird die Stärke des Teuerungseinflusses als gering, d.h. unterproportionale Wirkung, eingestuft.

**802.4600.002 LV SBB Abschreibungen Infrastruktur:** Die Mittel dienen der Übernahme der Abschreibungs- und Direktabschrei-



bungsaufwendungen der Division Infrastruktur der SBB. Sie werden für Investitionen in das bestehende Netz verwendet.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 20.3.1998 (SR 742.31) über die Schweizerischen Bundesbahnen. BB vom 1.10.2002 über die Leistungsvereinbarung zwischen der Eidgenossenschaft und der SBB AG für die Jahre 2003-2006 ([www.admin.ch/ch/d/ff/2004/31.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2004/31.pdf)). BB vom 1.10.2002 über den Zahlungsrahmen für die Infrastruktur der SBB AG für die Jahre 2003-2006 ([www.admin.ch/ch/d/ff/2004/33.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2004/33.pdf)).

#### **SBBG Art. 8**

1 Der Bundesrat erarbeitet zusammen mit den SBB die Ziele jeweils für vier Jahre und legt sie in einer Leistungsvereinbarung mit den SBB fest; bei deren Erarbeitung sind die Kantone anzuhören.

2 Er legt die Leistungsvereinbarung der Bundesversammlung zur Genehmigung vor, zusammen mit einem Rechenschaftsbericht der SBB über die laufende Leistungsperiode.

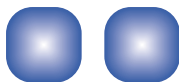
3 Aus wichtigen, nicht voraussehbaren Gründen kann der Bundesrat die Leistungsvereinbarung während der Geltungsdauer ändern.

4 Die Bundesversammlung beschliesst für den gleichen Zeitraum einen auf die Leistungsvereinbarung abgestimmten Zahlungsrahmen. Dieser wird bei der jährlichen Beratung des Voranschlags des Bundes berücksichtigt.

#### **Steuerung über Zahlungsrahmen (4 Jahre)**

#### **Teuerungseinfluss**

Gemäss Leistungsvereinbarung zwischen dem Bund und den SBB für die Jahre 2003-2006 Art. 16 Abs. 3 stellt der Bund den Grundbedarf an Investitionsmitteln in Form von Abgeltungen für den Abschreibungsaufwand (sowie in Form von variabel verzinslichen und bedingt rückzahlbaren Darlehen) zur Verfügung. Die Planungsgrundlagen dieser Vereinbarung stellen gemäss Art. 2 die im Herbst 2001 bekannten Fakten, Annahmen und Prognosen die Grundlagen der Planung dar. Diese umfassen damit auch Annahmen bezüglich Teuerung für die Jahre 2003-2006. Mit dieser Rubrik werden die



Aufwendungen der SBB für die Substanzerhaltung unterstützt. Ein wichtiger Einflussfaktor stellt dabei die Preisentwicklung bei Bauten und Anlagen dar. Als Proxyvariable kann der Deflator der Bau- und Ausrüstungsinvestitionen verwendet werden. Dieser schwankt im Zeitverlauf deutlich stärker als der LIK und ist mit diesem daher nicht sehr eng korreliert (Korrelationskoeffizient etwas über 0.5). Die Kostenentwicklung bei der Substanzerhaltung muss daher nicht zwingend proportional zum LIK erfolgen. Für den Bund besteht die Möglichkeit der Mengensteuerung, indem er die Leistungsvereinbarung anpasst (Art. 8 Abs. 3 SBBG).

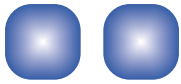
**802.3600.003 LV SBB Betriebsbeitrag Infrastruktur:** Die Mittel dienen dem Ausgleich der nicht durch Trassenpreiserlöse gedeckten Kosten der Division Infrastruktur der SBB.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 20.3.1998 (SR 742.31) über die Schweizerischen Bundesbahnen. BB vom 1.10.2002 über die Leistungsvereinbarung zwischen der Eidgenossenschaft und der SBB AG für die Jahre 2003-2006. BB vom 1.10.2002 über den Zahlungsrahmen für die Infrastruktur der SBB AG für die Jahre 2003-2006.

**Steuerung** über Zahlungsrahmen

### **Teuerungseinfluss**

Massgebend für den Bundesbeitrag ist neben den Plankosten die Entwicklung der Erträge im Infrastrukturbereich. Die Trassenpreisen sind in den Ausführungsbestimmungen zur Eisenbahn-Netzzugangsverordnung (AB-NZV) vom 7. Juni 1999 (SR 742.122.4) nominell festgelegt. Eine Anpassung der Preise muss explizit vom UVEK beschlossen werden. Ohne entsprechende Anpassung und unter der Annahme, dass der Verkehr Dritter auf dem SBB-Netz konstant bleibt, steigen die ungedeckten Kosten im Infrastrukturbereich und damit der Bundesbeitrag proportional zur Teuerungsentwicklung. Analog



zum Beitrag an den Abschreibungsaufwand besteht die Möglichkeit einer Mengensteuerung.

**802.3600.004 Abgeltung kombinierter Verkehr:** Trassenpreissubventionen und Bestellungen im kombinierten Verkehr, finanziert aus zweckgebundenen Mitteln (Mineralölsteuern). Mit dem bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU wurde u.a. festgelegt, dass der mittlere Preis im kombinierten Verkehr durch die Schweiz nicht über den Kosten eines Fahrzeugs mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht von 40 t bei einer alpenquerenden Strecke liegen darf. Insbesondere darf der mittlere Preis für den begleiteten kombinierten Verkehr nicht höher sein als die Kosten der Strasse (Strassenbenutzungsgebühren und variable Kosten).

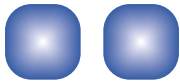
**Rechtsgrundlage:** BG vom 22.3.1985 über die Verwendung der zweckgebundenen Mineralölsteuer (SR 725.116.2) Art. 3 Bst. c Ziff. 2, Verordnung vom 29.6.1988 über die Förderung des kombinierten Verkehrs und des Transports begleiteter Motorfahrzeuge (SR 742.149) Art. 11, Verkehrsverlagerungsgesetz vom 8.10.1999 (SR 740.1) Art. 2, BB vom 28.9.1999 über den Zahlungsrahmen für die Förderung des gesamten Bahngüterverkehrs ([www.admin.ch/ch/d/ff/1999/8857](http://www.admin.ch/ch/d/ff/1999/8857)), Botschaft unter [www.admin.ch/ch/d/ff/1999/6128.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/1999/6128.pdf).

Verordnung über die Förderung des kombinierten Verkehrs und des Transports begleiteter Motorfahrzeuge (SR 742.149):

**Art. 11 Grundsatz**

1 Der Bund gilt den Bahnunternehmungen oder Dritten die laut Planrechnungen ungedeckten Kosten der von ihm bestellten Leistungen des kombinierten Verkehrs, des Transports begleiteter Motorfahrzeuge und der für diese Verkehrsarten notwendigen Infrastruktur ab.

2 Das vom Bund bestellte Angebot und die Abgeltung werden aufgrund von Planrechnungen der Unternehmungen in einer Vereinbarung verbindlich festgelegt. Das Angebot umfasst das Tarif- und Angebotskonzept.



3 Die Empfänger von Bundesabgeltungen führen zu diesem Zweck je eine eigene Spartenrechnung für den kombinierten Verkehr und den Transport begleiteter Motorfahrzeuge. Im Übrigen gelten für die Rechnungslegung die Artikel 24–27 der Abgeltungsverordnung vom 18. Dezember 1995.

**Art. 13** Bundesbeitrag zur Reduzierung des Trassenpreises

1 Der Bund leistet an die Infrastrukturbetreiberin, welche den nach der Netzzugangsverordnung vom 25. November 1998<sup>21</sup> berechneten Trassenpreis für den kombinierten Verkehr reduziert, einen Beitrag in der Höhe der Reduktion.

2 Das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation legt die Höhe der Reduktion unter Berücksichtigung der bewilligten Kredite fest.

**Steuerung** über Zahlungsrahmen (10 Jahre, max. 2>850 Mio, max 300 Mio p.a.)

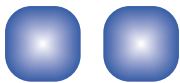
### **Teuerungseinfluss**

Der Beitrag des Bundes dient dazu, die geplanten ungedeckten Kosten abzugelten. Auf der Ertragsseite besteht aufgrund der Marktsituation wenig Spielraum, die Tarife einer höheren Teuerung anzupassen, dies obwohl die LSVA der Teuerung angepasst werden kann. Auf der Kostenseite schlägt sich die Teuerung indessen relativ rasch nieder. Das vom Bund bestellte Angebot wird in einer Vereinbarung festgelegt. Diese kann entsprechend angepasst werden, womit die Möglichkeit der Mengensteuerung besteht.

**802.4600.107 Technische Verbesserungen und Umstellung des Betriebs:** Beiträge an Investitionen der KTU für Infrastrukturanlagen, die zu einer wesentlichen Erhöhung der Wirtschaftlichkeit oder Sicherheit des Betriebes führen sollen. Die Beiträge werden vor allem für den Substanzerhalt der Infrastrukturen eingesetzt. Die Beiträge für die Umstellung eines unrentablen Bahnbetriebs auf Busse spielen eine untergeordnete Rolle.

**Rechtsgrundlage:** Eisenbahngesetz (EBG) vom 20.12.1957 (SR 742.101) Art. 56 und 57



**Art. 56**

Will eine Transportunternehmung Anlagen oder Einrichtungen erstellen oder ergänzen oder Fahrzeuge anschaffen, um die Wirtschaftlichkeit, Leistungsfähigkeit oder Sicherheit des Betriebes wesentlich zu erhöhen, oder will die Unternehmung Massnahmen zugunsten Behinderter treffen, so kann der Bund Beiträge leisten sowie unverzinsliche Darlehen und verzinliche Darlehen gewähren oder verbürgen.

**Art. 57**

1 Der Bund kann die Einführung von Strassentransportdiensten als Ergänzung oder an Stelle der Bahn fördern, wenn dadurch der Verkehr wirtschaftlicher bedient werden kann. Die bisherige Bedienung des Verkehrs soll, im ganzen betrachtet, gewährleistet bleiben oder durch entsprechende Vorteile aufgewogen werden.

2 Bahnbedienstete, die sich dazu eignen, sind in den Ersatzbetrieb zu übernehmen. Die Bedingungen für den Erwerb des Führerausweises für Motor- und Trolleybusfahrzeuge sind ihnen zu erleichtern.

3 Bahnbedienstete, die mangels Eignung nicht übernommen werden können, haben gegenüber ihrem bisherigen Arbeitgeber Anspruch auf eine nach der Zahl der bei ihm zurückgelegten Dienstjahre abgestufte, angemessene Entschädigung, wenn sie keine ihrem bisherigen Verdienst entsprechende Anstellung finden können. Besteht bei der Bahnunternehmung eine Personalfürsorgekasse, so tritt an Stelle der Entschädigung die im Reglement oder Statut der Kasse vorgesehene Leistung bei unverschuldeter Auflösung des Dienstverhältnisses.

4 Das Bundesamt kann die an Stelle der Bahn tretende Unternehmung verpflichten, die Personalfürsorgeeinrichtungen der Bahnunternehmung weiterzuführen und ihnen die im Reglement oder Statut der Kasse vorgeschriebenen Beiträge zu entrichten. Nach Anhörung der Beteiligten kann das Bundesamt den Anschluss des Personals an eine andere Gewähr bietende Fürsorgeeinrichtung anordnen und die Beteiligten verpflichten, ihre Beiträge an diese zu leisten.

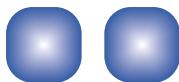
**Art. 61**

1 Der Anteil des Bundes an den Leistungen für technische Verbesserungen (Art. 56) beträgt mindestens 5 und höchstens 50 Prozent. Im übrigen gelten die Bestimmungen von Artikel 53 Absätze 1, 3, 4 und 5.

2 Der Bundesrat kann in Ausnahmefällen bei finanziell besonders stark belasteten Kantonen seinen Anteil auf 85 Prozent erhöhen.

3 Der Anteil des Bundes an den Leistungen für die Umstellung des Betriebes (Art. 57) bemisst sich nach Artikel 53.

Verordnung über Abgeltungen, Darlehen und Finanzhilfen nach Eisenbahngesetz

**Art. 30 Grundsatz**

1 Der Bund kann im Rahmen der bewilligten Kredite Darlehen und Beiträge nach Artikel 56 des Gesetzes für Investitionen der Transportunternehmungen gewähren, soweit diese nicht aus Abschreibungsmitteln finanziert werden können.

2 Die Gewährung von Darlehen und Beiträgen für die Investitionen, Desinvestitionen, Restbuchwertabschreibungen und andere Aufwendungen zur Umstellung des Betriebes auf Strassentransport richtet sich nach Artikel 57 des Gesetzes.

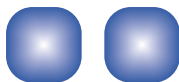
3 Die Leistungen des Bundes setzen die Mitwirkung der Kantone voraus, ausgenommen bei Investitionen für den Fernverkehr und in Fällen nach Artikel 53 Absatz 5 des Gesetzes.

**Steuerung über Rahmenkredit****Teuerungseinfluss**

Die Beiträge orientieren sich an den Ausgaben. Laut Art. 56 EBG kann der Bund entsprechende Beiträge leisten. Damit besteht ein Handlungsspielraum in Bezug auf die Anzahl der geförderten Projekte.

**c. Erläuterungen zu Abschnitt 3.4. Bildung und Grundlagenforschung**

**328.3600.001 Finanzierungsbeitrag an ETH:** Der ETH-Bereich wird seit dem Jahr 2000 auf der Grundlage eines bundesrätlichen Leistungsauftrags geführt. Der ETH-Bereich ist der dezentralen Verwaltung des Bundes zuzurechnen (3. Kreis). Er ist vom Gültigkeitsbereich des FHG ausgenommen. Da die einzelnen Institutionen Rechtspersönlichkeit haben (ausser ETH-Rat), kann der Finanzierungsbeitrag als Subvention bezeichnet werden.



**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz) vom 4. Oktober 1991 (SR 414.110)<sup>19</sup>.

**Art. 34b** Finanzierungsbeitrag des Bundes

1 Der Bundesrat beantragt den eidgenössischen Räten einen Zahlungsrahmen zur Deckung des Finanzbedarfs des ETH-Bereichs für Betrieb und Investitionen.

2 Die Bundesversammlung legt jeweils für vier Jahre den Zahlungsrahmen fest.

3 Der Finanzierungsbeitrag ist unabhängig von Höhe und Zweck der von den ETH oder den Forschungsanstalten eingebrachten Drittmittel.

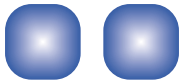
**Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)

**Teuerungseinfluss**

Mit dem Finanzierungsbeitrag werden laufende Ausgaben (Anteil über 80%) wie auch Investitionen (Anteil knapp 20%) finanziert. Bei der Festlegung des Zahlungsrahmens fliessen Annahmen bezüglich Teuerung ein. Es ist davon auszugehen, dass ein Teuerungsimpuls auf Stufe Rubrik erst bei der Festlegung eines neuen Zahlungsrahmens berücksichtigt wird, da der diskretionäre Spielraum relativ hoch ist. Die kurzfristige Wirkung einer höheren Teuerung ist daher eher gering.

**327.3600.001 Hochschulförderung:** Beiträge an die Betriebsaufwendungen der kantonalen Universitäten. Der jährliche Gesamtbetrag wird den Universitätskantonen und beitragsberechtigten Institutionen hauptsächlich entsprechend ihrer Leistungen in Lehre und Forschung ausgerichtet.

<sup>19</sup> Botschaft zur Revision des ETH-Gesetzes siehe <http://www.admin.ch/ch/d/ff/2002/3465.pdf>. Botschaft zum Leistungsauftrag des Bundesrates an den ETH-Bereich für die Jahre 2004–2007 vom 6. Juni 2003 (<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2003/5270.pdf>)



**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Förderung der Universitäten und über die Zusammenarbeit im Hochschulbereich (Universitätsförderungsgesetz, UFG) vom 8. Oktober 1999 (SR 414.20)

**Art. 14** Grundsatz

1 Der Bund richtet im Rahmen der bewilligten Kredite Grundbeiträge aus, mit welchen er die Betriebsaufwendungen der Universitätskantone und der als beitragsberechtigt anerkannten Institutionen unterstützt.

2 Er stellt dafür jährlich einen Gesamtbetrag zur Verfügung.

**Art. 15** Bemessung

1 Der jährliche Gesamtbetrag wird den Beitragsberechtigten zur Hauptsache entsprechend ihren Leistungen in Lehre und Forschung ausgerichtet.

2 Für den Anteil Lehre werden namentlich Beiträge pro Studentin oder Student ausgerichtet. Diese werden insbesondere auf Grund von Regelstudienzeiten sowie der Zugehörigkeit der Studierenden zu bestimmten akademischen Disziplinen bemessen.

3 Für die Bemessung des Anteils Forschung werden namentlich Forschungsleistungen und die Akquisition von Drittmitteln (Gelder aus dem Nationalfonds, den EUProjekten, der KTI sowie privaten und weiteren öffentlichen Drittmitteln) berücksichtigt.

4 Höchstens 10 Prozent des jährlichen Gesamtbetrages sind im Verhältnis der Zahl der ausländischen Studierenden an den einzelnen Universitäten zur Gesamtzahl aller ausländischen Studierenden an den beitragsberechtigten Universitäten zu verteilen.

5 Durchschnittlich 6 Prozent der in der gesamten Beitragsperiode zur Verfügung stehenden Mittel können zur Erhaltung und Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit der kleineren und mittleren Universitäten eingesetzt werden, um ihnen den Übergang zur leistungsbezogenen Subventionierung zu erleichtern. Den einzelnen Universitäten können dafür feste Beiträge zugesprochen werden.

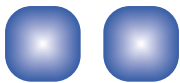
**Art. 19** Berechnung und Auszahlungsverfahren

1 Der Bundesrat regelt die Berechnung der beitragsberechtigten Aufwendungen. Er kann für alle Investitionsarten eine pauschale Berechnungsmethode vorsehen. Für Bauten werden die Höchstansätze je Quadratmeter Nutzfläche vorgesehen.

**Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)

**Teuerungseinfluss**

Die Subvention orientiert sich zwar an den Ausgaben, sie enthält jedoch Elemente einer Leistungsorientierung und einer Pauschalie-



rung. Massgebend ist insbesondere die Zahl der Studierenden. Die Teuerungswirkung vergleichbar mit dem Beitrag an den ETH-Bereich.

### **327.3600.101 Schweizerischer Nationalfonds**

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz vom 7.10.1983 über die Forschung (SR 420.1), Art.5

**Art. 10** Finanzierung und Freigabe der Mittel

1 Die Bundesversammlung bewilligt den Höchstbetrag der finanziellen Mittel jeweils für mehrere Jahre mit einfachem Bundesbeschluss.

2 Die im Voranschlag des Bundes eingestellten Zahlungskredite werden aufgrund der von den Institutionen vorgelegten Verteilungspläne freigegeben.

Verordnung vom 10.6.1985 zum Forschungsgesetz (SR 420.11)

**Art. 10** Beiträge und andere Massnahmen

1 Gesuche um Beiträge oder andere Massnahmen sind dem für die entsprechenden Aufgaben zuständigen Departement, in Zweifelsfällen dem EDI einzureichen.

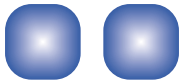
2 Jedes Gesuch ist zu begründen. Es enthält in der Regel:

- a. Angaben über Aufgaben und Organisation des Gesuchstellers;
- b. eine Darstellung der gegenwärtigen und geplanten Tätigkeiten und der Gründe, warum dafür ein Bundesbeitrag geleistet werden soll;
- c. eine Übersicht über die zur Erfüllung der Aufgaben benötigten Aufwendungen, die finanzielle Situation und die vom Bund erwarteten Leistungen.

3 Die Höhe der Beiträge und die Massnahmen zugunsten der wissenschaftlichen Hilfsdienste und der Forschungsstätten müssen in einem angemessenen Verhältnis stehen sowohl zu den Eigenleistungen als auch zur Kostenbeteiligung anderer interessierter Gemeinwesen, Institutionen oder Unternehmen.

4 Das zuständige Departement entscheidet, gestützt auf Artikel 16 Absatz 7 des Gesetzes, über die administrative Zusammenfassung sowie über die zweckmässige Organisation von Forschungsstätten nach Artikel 16 Absatz 1 des Gesetzes. Es regelt die Umsetzung und das Verfahren nach Artikel 16 Absatz 2 des Gesetzes selbstständig und erarbeitet dazu Richtlinien, die vom Bundesrat genehmigt werden.

**Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)



## Teuerungseinfluss

Der Zusammenhang zwischen der Teuerung, die vor allem über die Lohnkosten der Forschenden die Kosten der Forschungsprojekte beeinflusst, und den Ausgaben des Nationalfonds ist indirekt. Gesteuert wird über die Anzahl der geförderten Projekte und über die Höhe des jeweiligen Beitrags. Insgesamt besteht ein grosser diskretionärer Handlungsspielraum.

**706.3600.105 Betriebsbeiträge berufliche Ausbildung:** Beitrag je nach Finanzkraft der Kantone an Veranstaltungen und Einrichtungen der Berufsbildung, insbesondere für Besoldungen und Lehrmittel der Bildungsanstalten und der Kurse.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Berufsbildung (Berufsbildungsgesetz, BBG) vom 13. Dezember 2002 (SR 412.10)

### Art. 52 Grundsatz

1 Der Bund beteiligt sich im Rahmen der bewilligten Kredite angemessen an den Kosten der Berufsbildung nach diesem Gesetz.

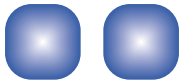
2 Er leistet hauptsächlich Pauschalbeiträge an die Kantone zur Finanzierung der Aufgaben nach Artikel 53. Die Kantone leiten diese Beiträge in dem Ausmass an Dritte weiter, in dem diesen die genannten Aufgaben übertragen sind.

3 Den Rest seines Beitrags leistet der Bund an:

- a. Kantone und Dritte für die Finanzierung von Projekten zur Entwicklung der Berufsbildung und zur Qualitätsentwicklung (Art. 54);
- b. Kantone und Dritte für besondere Leistungen im öffentlichen Interesse (Art. 55);
- c. Dritte für die Durchführung von eidgenössischen Berufsprüfungen und eidgenössischen höheren Fachprüfungen sowie für Bildungsgänge höherer Fachschulen (Art. 56).

### Art. 53 Pauschalbeiträge an die Kantone

1 Die Pauschalbeiträge an die Kantone werden zur Hauptsache auf der Grundlage der Anzahl Personen bemessen, die sich in der beruflichen Grundbildung befinden. Sie tragen zudem dem Umfang und der Art der Grundbildung sowie dem Angebot an höherer Berufsbildung angemessene Rechnung. Sie werden nach der Finanzkraft der Kantone abgestuft. Der Bundesrat kann weitere Kriterien berücksichtigen.

**Art. 59** Finanzierung und Bundesanteil

1 Die Bundesversammlung bewilligt jeweils mit einfachem Bundesbeschluss für eine mehrjährige Beitragsperiode:

- a. den Zahlungsrahmen für die Pauschalbeiträge an die Kantone nach Artikel 53;
- b. den Verpflichtungskredit für die Beiträge an Projekte nach Artikel 54, an besondere Leistungen im öffentlichen Interesse nach Artikel 55, an die Durchführung eidgenössischer Berufsprüfungen und eidgenössischer höherer Fachprüfungen sowie an Bildungsgänge höherer Fachschulen nach Artikel 56.

2 Als Richtgrösse für die Kostenbeteiligung des Bundes gilt ein Viertel der Aufwendungen der öffentlichen Hand für die Berufsbildung nach diesem Gesetz. Davon entrichtet der Bund 10 Prozent als Beitrag an Projekte und Leistungen nach den Artikeln 54 und 55.

**Verordnung über die Berufsbildung (Berufsbildungsverordnung, BBV) vom 19. November 2003 (SR 412.101)****Art. 59** Bemessungsgrundlage für die Kostenbeteiligung des Bundes

(Art. 52 Abs. 1 und 59 Abs. 2 BBG)

1 Die Beteiligung des Bundes an den Kosten der Berufsbildung für die Erfüllung der Aufgaben nach BBG bemisst sich nach den Nettokosten der öffentlichen Hand im Durchschnitt der vier vorangegangenen Kalenderjahre.

2 Die Nettokosten errechnen sich aus einer Vollkostenrechnung für die Ausgaben abzüglich der Einnahmen.

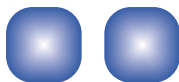
**Art. 62**

(Art. 53 BBG)

1 Der Kredit des Bundes für Pauschalbeiträge an die Kantone nach Artikel 53 BBG wird wie folgt aufgeteilt:

- a. ein Anteil für die Kosten der schulisch organisierten Grundbildungen;
- b. ein Anteil für die übrigen Kosten der Berufsbildung.

2 Der Anteil nach Absatz 1 Buchstabe a wird auf die Kantone aufgeteilt nach Massgabe der Anzahl Bildungsverhältnisse in der schulisch organisierten Grundbildung, der Anteil nach Absatz 1 Buchstabe b nach Massgabe der übrigen Bildungsverhältnisse in der beruflichen Grundbildung. Massgebend ist dabei der Durchschnitt der vorangegangenen vier Jahre.



### **Art. 63** Beiträge zur Entwicklung der Berufsbildung

(Art. 4 und Art. 54 BBG)

1 Die Bundesbeiträge für Projekte zur Entwicklung der Berufsbildung nach Artikel 54 BBG decken höchstens 60 Prozent des Aufwandes. In begründeten Ausnahmen können bis zu 80 Prozent gewährt werden.

2 Die Beiträge bemessen sich:

- a. für Studien und Pilotprojekte: danach, ob sie geeignet sind, die Durchführbarkeit und Wirksamkeit neuer Bildungsmassnahmen in der Praxis abzuklären oder eine Reform umzusetzen;
- b. für die Schaffung neuer tragfähiger Strukturen: danach, ob sie geeignet sind, unterschiedliche Partner zu einer eigenständigen Trägerschaft für neue Berufsbildungsbereiche zusammenzuführen.

3 Projekte werden nicht länger als vier Jahre unterstützt. Die Unterstützung wird um höchstens ein Jahr verlängert.

### **Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)

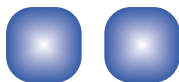
#### **Beurteilung des Teuerungseinflusses**

Gemäss BBV bemisst sich die Beteiligung des Bundes an der Berufsbildung an den Nettokosten der öffentlichen Hand im Durchschnitt der vier vorangegangenen Kalenderjahre. Da es sich beim Bundesanteil um einen Richtwert handelt, besteht für den Bund ein gewisser Spielraum.

**706.3600.201 Betriebsbeiträge Fachhochschulen:** Der Bund leistet im Rahmen der bewilligten Kredite einen Drittel an die anrechenbaren Betriebs- und Investitionskosten. Die Bundesbeiträge setzen sich wie folgt zusammen: Fachhochschul-Diplomstudium (Kopfpauschale), Nachdiplomstudiengang (Pauschale), Forschung und Entwicklung (Sockelbeitrag).

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Fachhochschulen (Fachhochschulgesetz, FHSG) vom 6. Oktober 1995 (SR 414.71)



**Art. 19** Höhe und Umfang

1 Der Bund trägt ein Drittel der Investitions- und der Betriebskosten der Fachhochschulen. Als anrechenbare Kosten gelten die effektiv notwendigen Aufwendungen der Fachhochschulen.

2 Die Betriebsbeiträge werden auf Grund der erbrachten Leistungen in Lehre und Forschung ausgerichtet. Der Bundesrat regelt das Verfahren der Beitragsgewährung und legt die Einzelheiten der Bemessungskriterien sowie der Berechnungsgrundlagen fest. Die Betriebsbeiträge setzen sich wie folgt zusammen:

- a. Für den Anteil Lehre werden namentlich Beiträge pro Studentin oder Student ausgerichtet, welche aufgrund der Zugehörigkeit zu bestimmten Studiengängen bemessen werden.
- b. Für die Bemessung des Anteils Forschung wird namentlich die Akquisition von Drittmitteln (Gelder aus Projekten der Kommission für Technologie und Innovation oder des Nationalfonds, aus EU-Projekten und privaten Drittmitteln) berücksichtigt.
- c. Für den Aufbau von Forschungs- und Weiterbildungskompetenz an den Fachhochschulen können Beiträge an Qualifizierungsmassnahmen entrichtet werden.<sup>7</sup>

**Verordnung über Aufbau und Führung von Fachhochschulen (Fachhochschulverordnung, FHSV) vom 11. September 1996 (SR 414.711)****Art. 15** Bemessungsgrundlage

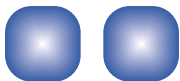
1 Grundlage für die Bemessung von Beiträgen an die Lehre sind die Betriebskosten für die Lehre. Zu den Betriebskosten zählen die Personalkosten, die Sach- und Dienstleistungskosten sowie die sonstigen Betriebskosten wie Nebenkosten, Reinigungskosten und Unterhaltskosten von Anlagen oder Liegenschaften. Die Infrastrukturkosten zählen nicht zu den Betriebskosten.

2 Zu den Infrastrukturkosten zählen die Fremd- oder Eigenmietkosten, die effektiven oder die kalkulatorischen Zinsen und die Abschreibungen auf Investitionen, soweit sie mit nicht rückzahlbaren Abgeltungen mitfinanziert worden sind.

3 Das Departement kann festlegen, dass die Verwaltungskosten nur bis zu einem bestimmten Anteil an den gesamten Betriebskosten berücksichtigt werden.

**Art. 16** Berechnung

Die Beiträge an die Lehre werden auf Grund der gesamtschweizerisch ermittelten durchschnittlichen Betriebskosten der Fachhochschulen für den gleichen oder vergleichbaren Diplomstudiengang berechnet. Zur besseren Vergleichbarkeit der Betriebskosten haben die Fachhochschulen das Kostenrechnungsmodell des Bundesamtes für Berufsbildung und Technologie (Bundesamt) zu verwenden.

**Art. 16b**

1 Das Departement setzt jährlich einen Betrag für Betriebsbeiträge an die angewandte Forschung und Entwicklung fest.

2 Die Beiträge an die einzelnen Fachhochschulen werden wie folgt berechnet:

a. 60 Prozent des Betrags werden nach der Aktivität in Lehre und angewandter Forschung und Entwicklung verteilt. In die Berechnung einbezogen werden nur Personen, die mindestens zu 50 Stellenprozent in diesen Bereichen tätig sind, wobei der Anteil Lehre und der Anteil angewandte Forschung und Entwicklung je mindestens 20 Stellenprozent betragen müssen. Die Beiträge werden den einzelnen Fachhochschulen entsprechend ihrem Anteil an der Gesamtsumme der auf die Lehre und die angewandte Forschung und Entwicklung entfallenden Stellenprozente ausgerichtet.

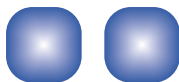
b. 40 Prozent des Betrages werden nach den akquirierten Drittmitteln verteilt. Die Beiträge werden den einzelnen Fachhochschulen ihrem Anteil an der Gesamtsumme der Drittmittel entsprechend ausgerichtet.

**Steuerung über Zahlungsrahmen (4 Jahre)****Teuerungseinfluss**

Massgebend für die Festsetzung des Bundesbeitrags sind die durchschnittlichen Betriebs- und Investitionskosten der Fachhochschulen. Der im Gesetz festgelegte Anteil des Bundes an den anrechenbaren Kosten von einem Drittel stellt keinen Automatismus dar. Zum einen sieht das Gesetz einen Kreditvorbehalt vor und zum anderen weist auch die Tatsache, dass der Bund in den letzten Jahren das Drittel nicht ganz erreicht hat und dies nicht automatisch Nachtragskredite zur Folge hatte, darauf hin, dass für den Bund ein Handlungsspielraum existiert.

**327.3600.304 Europäische technologische Zusammenarbeit:**

Mit dem bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und der EU über die wissenschaftliche und technologische Zusammenarbeit leistet der Bund einen aufgrund eines fixen Verteilschlüssels (Verhältnis der nominellen BIP) berechneten Beitrag an die EU, welche danach die Mittel an die Forschenden ausrichtet. Die Schweiz ist seit 2004



integral beteiligt, der im Haupttext aufgeführte Betrag für das Jahr 2003 bezieht sich auf die Zeit davor.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Forschung vom 7. Oktober 1983 Art. 16 Abs. 3 Bst. a (SR 420.1), Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Europäischen Gemeinschaften über die wissenschaftliche und technologische Zusammenarbeit, abgeschlossen am 21. Juni 1999, in Kraft getreten am 1. Juni 2002 (SR 0.420.513.1)

#### **Art. 5** Finanzbestimmungen

(2) Der Faktor, nach dem sich der Beitrag der Schweiz zum Fünften Rahmenprogramm und zum Kerntechnik-Rahmenprogramm ohne Fusionsprogramm errechnet, ergibt sich aus dem Verhältnis zwischen dem schweizerischen Bruttoinlandprodukt zu Marktpreisen und der Summe der Bruttoinlandprodukte zu Marktpreisen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union. Der schweizerische Beitrag zum Fusionsprogramm wird weiterhin gemäss dem entsprechenden Abkommen berechnet. Das genannte Verhältnis wird anhand der jüngsten statistischen Daten der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) errechnet, die zum Zeitpunkt der Veröffentlichung des Gesamthaushaltsplans der Europäischen Union vorliegen.

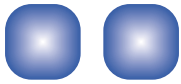
### **Anhang B des Abkommens: 2 Zahlung**

2.2 Die Beiträge der Schweiz werden in Euro berechnet und gezahlt.

**Steuerung** über Verpflichtungskredit (Gesamtkredit 4 Jahre)

#### **Teuerungseinfluss**

Die Berechnung des schweizerischen Beitrags ist im bilateralen Abkommen geregelt. Der schweizerische Beitrag wird in Euro beglichen. Die Berechnungsformel lässt keinen diskretionären Handlungsspielraum zu. Die Teuerung wirkt indirekt über das nominelle BIP und den Wechselkurs. Da sich die Wechselkursentwicklung nur längerfristig an der Kaufkraftparität orientiert (was für die Schweiz in der Vergangenheit nicht vollumfänglich der Fall war, realer Aufwertungs-trend) wird zumindest kurzfristig eine höhere Teuerung im Inland



nicht durch eine entsprechende Wechselkursänderung kompensiert, so dass die inländische Teuerung relativ zur Teuerung in der EU einen Einfluss auf den schweizerischen Beitrag an die europäischen Forschungsprogramme haben kann. Der Teuerungseinfluss dürfte indessen marginal sein.

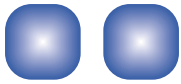
**326.3600.305 Beitrag European Space Agency (ESA):** Die ESA-Aktivitäten lassen sich in ein «Pflichtprogramm» und eine Reihe optionaler Programme unterteilen. Das Pflichtprogramm, das die Weltraumforschungsprogramme und das allgemeine Budget umfasst, wird von allen Mitgliedstaaten gemeinsam finanziert. Der anteilmässige Beitrag der einzelnen Staaten richtet sich dabei nach dem jeweiligen nominellen Bruttonationaleinkommen. Hinsichtlich der optionalen Programme ist es jedem einzelnen Staat freigestellt, ob und in welcher Höhe er sich beteiligt. Der schweizerische Beitrag besteht aus einem Pflichtbeitrag und aus einem freiwilligen Beitrag. Der schweizerische Beitrag wird in EURO bezahlt.

Rechtsgrundlage: Übereinkommen vom 30.5.1975 zur Gründung einer Europäischen Weltraumorganisation, ESA (SR 0.425.09); BB vom 22.9.1976 (Ratifikation); Botschaft vom 29.11.2002 über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2004-2007<sup>20</sup>, BRB vom 21.05.2003 (Verhandlungsmandat für Ministerkonferenz: v.a. Teilnahme an den optionalen Programmen in den nächsten Jahren)

### **Übereinkommen ESA Art. XIII Finanzielle Beiträge**

1. Jeder Mitgliedstaat beteiligt sich an den Kosten der Tätigkeiten und Programme nach Artikel V Absatz 1 Buchstabe (a) und – in Übereinstimmung mit Anlage II – an den gemeinsamen Kosten der Organisation nach Massgabe eines Beitragsschlüssels,

<sup>20</sup> Botschaft über die Förderung von Bildung, Forschung und Technologie in den Jahren 2004–2007 vom 29. November 2002, BBl 2002 2363 (<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2003/2363.pdf>)



den der Rat mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten entweder alle drei Jahre im Zeitpunkt der in Artikel XI Absatz 5 Buchstabe (a) Ziffer (iii) vorgesehenen Überprüfung oder auf einstimmigen Ratsbeschluss aller Mitgliedstaaten, einen neuen Schlüssel festzulegen, beschliesst. Der Beitragsschlüssel wird auf der Grundlage des durchschnittlichen Volkseinkommens jedes Mitgliedstaates während der letzten drei Jahre, für die Statistiken verfügbar sind, errechnet. Jedoch

(a) ist ein Mitgliedstaat nicht verpflichtet, mehr als fünfundzwanzig Prozent der Summe der Beiträge zu entrichten, die der Rat zur Deckung dieser Kosten festgesetzt hat; (b) kann der Rat mit Zweidrittelmehrheit aller Mitgliedstaaten beschliessen, den Beitrag eines Mitgliedstaates wegen besonderer Umstände für eine begrenzte Zeit herabzusetzen. Insbesondere gilt es als besonderer Umstand im Sinne dieser Bestimmung, wenn das jährliche Pro-Kopf-Einkommen eines Mitgliedstaates unter einem vom Rat mit gleicher Mehrheit zu beschliessenden Betrag liegt.

2. Jeder Mitgliedstaat beteiligt sich an den Kosten jedes fakultativen Programms nach Artikel V Absatz 1 Buchstabe (b), sofern er nicht förmlich erklärt hat, an einer Teilnahme nicht interessiert zu sein, und daher kein Teilnehmer ist. Sofern nicht alle Teilnehmerstaaten etwas anderes beschliessen, wird der Beitragsschlüssel für ein Programm auf der Grundlage des durchschnittlichen Volkseinkommens jedes Teilnehmerstaates während der drei letzten Jahre, für die Statistiken verfügbar sind, errechnet. Dieser Schlüssel wird entweder alle drei Jahre oder auf Beschluss des Rates, einen neuen Schlüssel nach Absatz 1 festzulegen, revidiert. Jedoch ist ein Teilnehmerstaat aufgrund dieses Schlüssels nicht verpflichtet, mehr als fünfundzwanzig Prozent der Summe der Beiträge zu dem betreffenden Programm zu entrichten. Der von jedem Teilnehmerstaat zu entrichtende Beitragssatz muss jedoch mindestens fünfundzwanzig Prozent seines nach Absatz 1 festgesetzten Beitragssatzes entsprechen, sofern nicht alle Teilnehmerstaaten bei der Annahme oder während der Durchführung des Programms etwas anderes beschliessen.

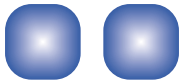
3. Den in den Absätzen 1 und 2 genannten Beitragsschlüsseln sind dieselben statistischen Systeme zugrunde zu legen, sie werden in der Finanzordnung festgelegt.

## **Anlage II Finanzielle Bestimmungen Art. V**

1. Die Haushaltspläne der Organisation werden in Rechnungseinheiten aufgestellt. Eine Rechnungseinheit entspricht 0,88867088 Gramm Feingold, der Rat kann durch einstimmigen Beschluss aller Mitgliedstaaten eine andere Definition der Rechnungseinheit festlegen.

2. Jeder Mitgliedstaat zahlt seine Beiträge in seiner eigenen Währung.

### **Steuerung über Zahlungskredit**

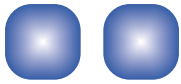


### Teuerungseinfluss

Bei den Aufwendungen der ESA spielt die Teuerung in der Schweiz kaum eine Rolle. Der Pflichtbeitrag, mit dem das allgemeine Budget der ESA finanziert wird, richtet sich am Bruttonationaleinkommens-Anteil der Schweiz, womit ein Automatismus besteht. Bei den Beiträgen an die optionalen Programme wird i.d.R. der selbe Verteilschlüssel verwendet wie bei den Pflichtbeiträgen. Ein Mitgliedstaat ist zwar nicht verpflichtet, sich bei einem optionalen Programm zu beteiligen, de facto dürfte jedoch die Hürde für ein Abseitsstehen hoch sein, da eine Nicht-Teilnahme an einem fakultativen Programm explizit erklärt werden muss. Insgesamt besteht bei der Festlegung des freiwilligen Beitrags ein diskretionärer Handlungsspielraum. Die Beiträge an die ESA werden in Euro bezahlt. Über den Wechselkurs beeinflusst die Teuerung indirekt den Beitrag (vgl. dazu die Ausführungen zur Rubrik 327.3600.304). Bei der Berechnung des Verteilschlüssels spielen zwar die inländische Teuerung relativ zur Teuerung in den anderen Staaten und der Wechselkurs (Umrechnung des nominellen Bruttonationaleinkommens) eine gewisse Rolle, der Einfluss dürfte indessen marginal sein.

#### d. Erläuterungen zu Abschnitt 3.5. Landwirtschaft, Ernährung und Umwelt

**708.3600.210 Beihilfen und Zulagen Milchwirtschaft:** Preiszulage auf verkäster Milch, Zulage für silofreie Verfütterung, Inlandbeihilfen für Butter, für Magermilch und Milchpulver, Ausfuhrbeihilfen für Käse und für andere Milchprodukte mit dem Ziel, den Milchpreis zu stützen. Es existieren jedoch keine preislichen und mengenmäßigen Garantien. Finanzpolitische Überlegungen, internationale Verpflichtungen (WTO) sowie die Weiterentwicklung der Schweizer Landwirtschaftspolitik führen zu einem weiteren Abbau in Bereich der Marktstützung.



**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Landwirtschaft (Landwirtschaftsgesetz, LwG) vom 29. April 1998 SR (910.1)

**Art. 38** Zulage für verkäste Milch

1 Für die Verkehrsmilch, die zu Käse verarbeitet wird, kann der Bund eine Zulage an die Produzenten und Produzentinnen ausrichten.

2 Der Bundesrat bestimmt die Höhe der Zulage und die Voraussetzungen.

**Art. 39** Zulage für Fütterung ohne Silage

1 Für Milch, die zu Käse verarbeitet wird und aus einer Produktion ohne Silagefütterung stammt, wird den Produzenten und Produzentinnen eine Zulage entrichtet.

2 Der Bundesrat legt die Käsesorten, die zu einer Zulage berechtigen, die Zulage und die Voraussetzungen fest.

**Art. 40** Beihilfen zur Förderung des Inlandabsatzes

1 Der Bund kann den Absatz einzelner Milchprodukte durch Beihilfen fördern.

2 Der Bundesrat bestimmt die Produkte, die Höhe der Beihilfen, die Voraussetzungen und allenfalls die Gehaltsnormen. Er kann diese Kompetenz dem Departement oder dem Bundesamt übertragen, das nach Rücksprache mit dem Eidgenössischen Finanzdepartement beziehungsweise der Eidgenössischen Finanzverwaltung entscheidet.

**Art. 41** Ausfuhrbeihilfen

1 Für die Ausfuhr von Käse kann der Bund Ausfuhrbeihilfen gewähren und sie nach den Marktverhältnissen in den einzelnen Ländern abstufen.

2 Für die Ausfuhr von andern Milchprodukten und von Milch kann der Bund Ausfuhrbeihilfen je Gehaltsäquivalent ausrichten.

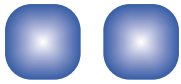
3 Der Bundesrat bestimmt die Höhe der Beihilfen und die Voraussetzungen. Er kann diese Kompetenz dem Departement oder dem Bundesamt übertragen, das nach Rücksprache mit dem Eidgenössischen Finanzdepartement beziehungsweise der Eidgenössischen Finanzverwaltung entscheidet.

**Art. 187** Übergangsbestimmungen zum Landwirtschaftsgesetz<sup>131</sup>

1 Die aufgehobenen Bestimmungen bleiben auf alle während ihrer Geltungsdauer eingetretenen Tatsachen anwendbar, mit Ausnahme der Verfahrensvorschriften.

2 Der Bundesrat sorgt dafür, dass die Neuordnung des Milchmarktes geordnet abläuft und alle Marktstufen in den Reformprozess eingebunden werden. Er regelt während der Übergangszeit von höchstens fünf Jahren seit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes insbesondere die Neuordnung der Beihilfen zur Förderung des Inlandabsatzes und der Ausfuhr;

b. die Ausgestaltung der Zulagen;



c. die Kapitalbeschaffung für die Finanzierung der Lagerhaltung bis und mit Affinage bei der Hart- und Halbhartkäseproduktion sowie bei der Lagerhaltung der Butter.

3 Der Bundesrat setzt dazu sovieler Mittel ein, dass der im Durchschnitt realisierte Milchpreis den Zielpreis um nicht mehr als 10 Prozent unterschreitet.

12 Die Summe der Bundesbeiträge für die Ausfuhr (Art. 26), für den Sektor Milch (Art. 38, 39 und 40), für den Sektor Schlachtvieh und Fleisch (Art. 50) sowie für den Sektor Pflanzenbau (Art. 54, 56, 57, 58 und 59) ist in den fünf Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes um einen Drittel gegenüber den Ausgaben für das Jahr 1998 abzubauen.

Verordnung über Zulagen und Beihilfen im Milchbereich Milchpreisstützungsverordnung, MSV) vom 7. Dezember 1998 (SR 916.350.2)

#### **Art. 2** Zulage für verkäste Milch

1 Für Milch, die zu Käse verarbeitet wird, richtet der Bund den Produzenten und Produzentinnen eine Zulage von 19 Rappen pro Kilogramm aus.

### **3. Abschnitt: Inlandbeihilfen Art. 6-8**

#### **Art. 9** Höhe

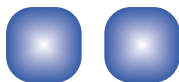
Das EVD legt die Höhe der Inlandbeihilfen im Rahmen der bewilligten Kredite fest.

#### **Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)

#### **Teuerungseinfluss**

Mehr als die Hälfte dieser Ausgabenrubrik wird als Preiszulage für verkäste Milch verwendet (2003 63%). Der Beitrag je Liter Milch ist in der MSV in Rappen festgelegt. Eine Teuerungsanpassung würde eine Revision der Verordnung bedingen. Die Inlandbeihilfen (2003 25%) werden vom EVD festgelegt. Es besteht damit kein Automatismus in Bezug auf die Berücksichtigung der Teuerung. LwG Art. 187 Abs. 12 verlangt eine substantielle Reduktion der Mittel. Der reale Abbau der Produktstützungssubventionen dürfte angesichts der finanz- und agrarpolitischen Prioritätensetzung weitergehen. Die Frage nach der Anpassung der Ausgaben an eine höhere Teuerung ist daher eher hypothetischer Natur.





**708.3600.300 allgemeine Direktzahlungen:** Flächenbeiträge, Beiträge an Rauhfutter verzehrende Nutztiere, Hangbeiträge.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Landwirtschaft vom 29. April 1998 (SR 910.1)

**Art. 73** Beiträge für die Haltung rauhfutterverzehrender Nutztiere

4 Der Bundesrat bestimmt den Beitrag je Tier oder je Grossvieheinheit.

**Art. 74** Beiträge für die Tierhaltung unter erschwerenden Produktionsbedingungen

4 Der Bundesrat bestimmt den Beitrag je Grossvieheinheit unter Berücksichtigung der Produktionserschwernisse.

**Art. 75** Hangbeiträge

2 Der Bundesrat bestimmt den Beitrag je Flächeneinheit und berücksichtigt dabei die Nutzungsart und die Bewirtschaftungerschwernisse, namentlich die Hangneigung.

Verordnung über die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (VDZ) vom 7. Dezember 1998 (SR 910.13), illustrative Auswahl der Bestimmungen:

**Art. 27<sup>43</sup>** Flächenbeiträge

1 Der Flächenbeitrag beträgt pro Hektare und Jahr 1200 Franken.

2 Für das offene Ackerland und die Dauerkulturen wird ein Zusatzbeitrag von 400 Franken pro Hektare und Jahr ausgerichtet.

**Art. 32** Beiträge

1 Die Beiträge betragen je RGVE und Jahr: für Rindvieh, Tiere der Pferdegattung, Bisons, Milchziegen und Milchschafe 900 Franken

b. für die übrigen Ziegen und Schafe sowie Hirsche, Lamas und Alpakas 400 Franken.

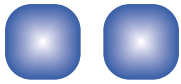
**Art. 33** Beitragsberechtigung

1 Beitragsberechtigt ist, wer: mindestens 1 ha zu Direktzahlungen berechtigte Fläche im Berggebiet oder in der Hügelzone bewirtschaftet; und

b. mindestens eine RGVE nach Artikel 28 Absatz 2 auf seinem Betrieb hält.

2 Massgebend für die Beitragsberechnung ist der Tierbestand nach Artikel 29.

3 Die Beiträge werden für höchstens 20 RGVE je Betrieb ausgerichtet.<sup>51</sup>

**Art. 34** Beiträge

- 1 Pro RGVE und Jahr betragen die Beiträge: in der Hügelizeone 260 Franken
- b. in der Bergzone I 440 Franken
  - c. in der Bergzone II 690 Franken
  - d. in der Bergzone III 930 Franken
  - e. in der Bergzone IV 1190 Franken.

**Art. 36** Höhe der Beiträge

- Der allgemeine Hangbeitrag beträgt pro Hektare und Jahr: für Hanglagen mit 18–35 Prozent Neigung 370 Franken
- b. für Steillagen mit mehr als 35 Prozent Neigung 510 Franken.

**Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)**Teuerungseinfluss**

In der VDZ sind die Beitragssätze nominell festgelegt. Es besteht kein Mechanismus zur Teuerungsanpassung. Eine Anpassung bedingt eine Änderung der VDZ. Insgesamt besteht ein grosser Handlungsspielraum.

**708.3600.210 ökologische Direktzahlungen:** Ökobeiträge, Sömmerungsbeiträge, Gewässerschutz.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Landwirtschaft (Landwirtschaftsgesetz, LwG) vom 29. April 1998 SR (910.1)

**Art. 76** Ökobeiträge

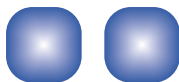
5 Er bemisst die Beiträge so, dass sich die besondere ökologische Leistung wirtschaftlich lohnt. Er berücksichtigt dabei die am Markt erzielbaren Mehrerlöse.

**Art. 76a**<sup>70</sup> Ethobeiträge

2 Er bemisst die Beiträge so, dass sich die besondere ethologische Leistung wirtschaftlich lohnt. Er berücksichtigt dabei die am Markt erzielbaren Mehrerlöse.

**Art. 77** Sömmerungsbeiträge

1 Der Bund richtet für den Schutz und die Pflege der Kulturlandschaft Bewirtschafter und Bewirtschafterinnen von Sömmerungsbetrieben und Sömmerungsweidenbeiträge



ge aus. Er bemisst die Beiträge so, dass sich der Schutz und die Pflege der Kulturlandschaft wirtschaftlich lohnen. Er berücksichtigt dabei die am Markt erzielbaren Mehrerlöse.

Verordnung über die Direktzahlungen an die Landwirtschaft vom 7. Dezember 1998 (SR 910.13) illustrative Auswahl der Bestimmungen:

**Art. 49** Beiträge

1 Der Beitrag beträgt für extensiv genutzte Wiesen, Streueflächen, Hecken, Feld- und Ufergehölze je Hektare und Jahr: in der Ackerbauzone und den Übergangszonen 1500 Franken

- b. in der Hügelzone 1200 Franken
- c. in den Bergzonen I und II 700 Franken
- d. in den Bergzonen III und IV 450 Franken.

2 Der Beitrag beträgt für wenig intensiv genutzte Wiesen je Hektare und Jahr: im Talgebiet 650 Franken

- b. in den Bergzonen I und II 450 Franken
- c. in den Bergzonen III und IV 300 Franken.

**Art. 53** Beiträge

Die Beiträge betragen pro Hektare und Jahr: für Buntbrachen 3000 Franken

- b. für Rotationsbrachen 2500 Franken
- c. für Ackerschonstreifen 1500 Franken.

**Art. 54**

5 Der Beitrag beträgt je Baum und Jahr 15 Franken.

**Art. 58**<sup>81</sup> Beiträge

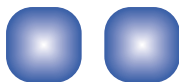
Die Beiträge betragen je Hektare und Jahr: für die Spezialkulturen 1200 Franken

- b. für die übrige offene Ackerfläche 800 Franken
- c. für die übrige landwirtschaftliche Nutzfläche 200 Franken

**Art. 62** Beiträge

1 Die Beiträge für besonders tierfreundliche Stallhaltungssysteme betragen je Grossvieheinheit und Jahr für:

- a.<sup>83</sup> Tiere der Rindergattung ab 4 Monate alt, Ziegen und Kaninchen 90 Franken
- b.<sup>84</sup> Schweine 155 Franken
- c.<sup>85</sup> Legehennen, Junghennen, Zuchthennen und Zuchthähne (Lege- und Mastlinien), Junghähne und Küken (ohne Mastpoulets) 280 Franken



d.86 Mastpoulets und Truten 180 Franken

2 Die Beiträge für den regelmässigen Auslauf im Freien betragen je Grossvieheinheit und Jahr für:

a.87 Tiere der Rinder- und Pferdegattung, Bisons, Schafe, Ziegen, Dam- und Rothirsche sowie Kaninchen 180 Franken

b.88 Schweine 155 Franken

c.89 Legehennen, Junghennen, Zuchthennen und Zuchthähne (Lege- und Mastlinien), Junghähne und Küken (ohne Mastpoulets) 280 Franken

d.90 Mastpoulets und Truten 280 Franken

## Verordnung über Sömmerungsbeiträge (Sömmerungsbeitragsverordnung, SöBV) vom 29. März 2000 (SR 910.133)

### **Art. 4** Beitragsansätze

1 Die Ansätze für die Berechnung der Sömmerungsbeiträge betragen:

a.2 in Abhängigkeit vom Weidesystem pro Normalstoss für Schafe, ausgenommen Milchschafe:

bei ständiger Behirtung 300 Franken

bei Umtriebsweide 220 Franken

bei übrigen Weiden 120 Franken;

b.3 300 Franken pro Raufutter verzehrende Grossvieheinheit (RGVE) für gemolkene Kühe, Milchschafe und Milchziegen bei einer ununterbrochenen Sömmerungsdauer von 56–100 Tagen;

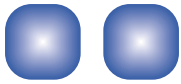
c.4 300 Franken pro Normalstoss für die übrigen Raufutter verzehrenden Tiere.

### **Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)

### **Teuerungseinfluss**

analog zu den allgemeinen Direktzahlungen

**810.3600.103 Waldpflege:** Unterstützung von Pflegemassnahmen zur Erhaltung aller Funktionen des Waldes. Ein à-fonds-perdu-Beitrag der Kantone wird – in Abhängigkeit von Projektart und Finanzkraft – zwingend vorausgesetzt, damit ein Bundesbeitrag ausgerichtet



wird. Die Bandbreite des Kantonsbeitrags reicht von 4% bis zu 90%. Beim Grossteil der Subventionen in dieser Rubrik handelt es sich um Abgeltungen (Waldpflege), welche nach genehmigten Pauschalansätzen oder nach Aufwand entrichtet werden. Mit der NFA wird sich der Bund auf die strategische Ebene beschränken. Die Bundesbeiträge werden dabei ergebnisorientiert ausgestaltet und sollen global ausgerichtet werden.

### **Rechtsgrundlage:** BG vom 4.10.1991 über den Wald (SR 921.0)

#### **Art. 37** Verhütung und Behebung von Waldschäden

Der Bund leistet Abgeltung bis zu 50 Prozent der Kosten von Massnahmen, die zur Verhütung und Behebung von Waldschäden angeordnet werden, namentlich an die Kosten für: die Verhütung von ausserordentlichen Waldschäden durch Feuer, Krankheiten, Schädlinge und Schadstoffe, welche die Erhaltung des Waldes gefährden;

b. die Behebung von Waldschäden nach dem Buchstaben a und von Schäden, die durch Naturereignisse entstanden sind sowie die sich daraus ergebenden Zwangsnutzungen.

#### **Art. 38** Bewirtschaftung des Waldes

1 Der Bund leistet Abgeltung bis zu 70 Prozent der Kosten folgender Massnahmen: 13 befristete, minimale Pflegemassnahmen, die zur Erhaltung der Schutzfunktion erforderlich sind und von den Behörden angeordnet werden;

b. waldbauliche Massnahmen in verlichteten, instabilen und zerstörten Wäldern mit besonderer Schutzfunktion, wenn die Gesamtkosten nicht gedeckt sind und diese Massnahmen von den Behörden angeordnet werden.

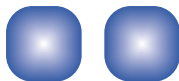
2 Er leistet Finanzhilfen bis zu 50 Prozent der Kosten von Massnahmen wie: die Erarbeitung forstlicher Planungsgrundlagen;

b. befristete waldbauliche Massnahmen wie Pflege, Holznutzung und –bringung, wenn die Gesamtkosten nicht gedeckt oder diese Massnahmen aus Gründen des Naturschutzes besonders aufwendig sind;

c. die Gewinnung von forstlichem Vermehrungsgut;

d. die Erstellung oder Anschaffung sowie die Wiederinstandstellung von Erschliessungsanlagen, soweit sie für die Bewirtschaftung des Waldes erforderlich sind und auf den Wald als naturnahe Lebensgemeinschaft Rücksicht nehmen;

e. 15 Massnahmen zur Verbesserung der Bewirtschaftungsbedingungen mit Ausnahme von Waldzusammenlegungen, die Schaffung von Bewirtschaftungsgemeinschaften und die Regelung des Weidgangs;



f. befristete gemeinsame Massnahmen der Wald- und Holzwirtschaft für Werbung und Absatzförderung bei aussergewöhnlichem Holzanfall.

3 Er leistet Finanzhilfen bis zu 50 Prozent der Kosten von Schutz- und Unterhaltsmassnahmen für Waldreservate.

Verordnung über den Wald (Waldverordnung, WaV) vom 30. November 1992 (SR 921.01)

**Art. 41** Anerkannte Kosten

1 Das Departement bestimmt in einer Verordnung, welche Kosten für die Berechnung der Finanzhilfen und Abgeltungen berücksichtigt werden.

2 Die Gesamtkosten waldbaulicher Massnahmen nach den Artikeln 17 Absatz 1 Buchstabe a, 19 und 29 umfassen:

a. die direkt anfallenden Kosten (direkte Kosten);

b. die buchhalterisch umzulagernden Kosten oder bei Kleinbetrieben und privaten Waldeigentümern ohne Buchhaltung einen prozentualen Pauschalzuschlag zu den direkten Kosten (umgelagerte Kosten).

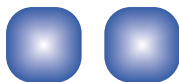
**Steuerung** über Zahlungsrahmen (4 Jahre)

**Teuerungseinfluss**

Die Festlegung des Beitrags erfolgt aufgrund der tatsächlichen Aufwendungen oder mittels Pauschalierung und unter Berücksichtigung der Finanzkraft der Kantone. Für den Bund besteht die Möglichkeit den Umfang der einzelnen Projekte und die zeitliche Abfolge der Beiträge zu steuern (Mengensteuerung).

**606.3600.001 Ausfuhrbeiträge für landwirtschaftliche Produkte:** Preisausgleichsmassnahmen bei der Ausfuhr gewisser Nahrungsmittel zwecks Milderung des Rohstoffhandicaps.

**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz über die Ein- und Ausfuhr von Erzeugnissen aus Landwirtschaftsprodukten vom 13. Dezember 1974 (SR 632.111.72)

**Art. 3<sup>3</sup>) Grundsatz**

1 Für Erzeugnisse aus Landwirtschaftsprodukten kann der Bundesrat Ausfuhrbeiträge gewähren.

**Art. 4 Berechnung**

1 Die Ausfuhrbeiträge werden periodisch berechnet, aufgrund des Unterschiedes zwischen den Inland- und Auslandpreisen der landwirtschaftlichen Grundstoffe.

Verordnung über die Ausfuhrbeiträge für Erzeugnisse aus Landwirtschaftsprodukten vom 18. Oktober 1995 (SR 632.111.723)

**Art. 4 Berechnungsbasis**

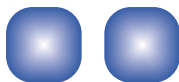
1 Die Ausfuhrbeitragsansätze werden jährlich aufgrund des Unterschiedes zwischen den massgebenden in- und ausländischen Grundstoffpreisen festgesetzt, sofern nicht wesentliche Preisänderungen kürzere Fristen bedingen. Zu diesem Zweck übermittelt das Bundesamt für Landwirtschaft der Eidgenössischen Zollverwaltung am 12. Tag jeden Quartals die ausländischen Grundstoffpreise nach Artikel 7.11

**Steuerung über Zahlungskredit****Teuerungseinfluss**

Gemäss der gesetzlichen Regelung werden die Beitragssätze aufgrund der Preisdifferenz bei landwirtschaftlichen Grundstoffen (insbesondere Milchprodukte) zwischen In- und Ausland festgelegt. Es besteht daher ein Automatismus. Massgebend ist die Preis- (bzw. Kostenentwicklung) bei landwirtschaftlichen Grundstoffen. Allerdings sind die Ausfuhrbeiträge aufgrund von Verpflichtungen im Rahmen der WTO auf 114.9 Mio p.a. plafoniert. Der Automatismus kommt daher nicht zum Zuge.

**708.4600.100 Landwirtschaftliche Strukturverbesserungen:**

Verbesserung der landwirtschaftlichen Produktionsgrundlagen (Bodenverbesserungen, landwirtschaftliche Gebäude). Die Beiträge sind gemäss Finanzkraft der Kantone abgestuft.



**Rechtsgrundlage:** Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (Landwirtschaftsgesetz, LwG, SR 910.1) Verordnung vom 7. Dezember 1998 über die Strukturverbesserungen in der Landwirtschaft (Strukturverbesserungsverordnung, SVV, SR 913.1), BB vom 5.6.2003 über die finanziellen Mittel für die Landwirtschaft 2004-2007.

**LwG Art. 93** Grundsatz

1 Der Bund gewährt im Rahmen der bewilligten Kredite Beiträge für:

a. Bodenverbesserungen;

b. landwirtschaftliche Gebäude;

c.<sup>83</sup> die Unterstützung von Projekten zur regionalen Entwicklung und zur Förderung von einheimischen und regionalen Produkten, an denen die Landwirtschaft vorwiegend beteiligt ist.

3 Die Gewährung eines Bundesbeitrages setzt die Leistung eines angemessenen Beitrages des Kantons einschliesslich seiner öffentlich-rechtlichen Gebietskörperschaften voraus.

4 Der Bundesrat kann an die Gewährung der Beiträge Voraussetzungen und Auflagen knüpfen.

**Art. 95** Bodenverbesserungen

1 Der Bund gewährt Beiträge bis zu 40 Prozent der Kosten für Bodenverbesserungen. Als Kosten gelten auch die Aufwendungen für Massnahmen, welche aufgrund anderer Bundesgesetze verlangt werden und die in unmittelbarem Zusammenhang mit dem unterstützten Werk stehen.

4 Der Bund kann an die periodische Wiederinstandstellung von Bodenverbesserungen pauschale Beiträge gewähren.

**Art. 96** Landwirtschaftliche Gebäude

1 Der Bund gewährt pauschale Beiträge für den Neubau, den Umbau und die Verbesserung von landwirtschaftlichen Gebäuden.

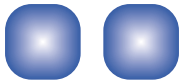
**Art. 98** Bereitstellung der Mittel

Die Bundesversammlung setzt jeweils mit dem Voranschlag den Höchstbetrag fest, bis zu dem im Voranschlagsjahr Beiträge nach den Artikeln 95 und 96 zugesichert werden dürfen.

**SVV Art. 15** Anrechenbare Kosten von Bodenverbesserungen

1 Bei Bodenverbesserungen nach Artikel 14 Absätze 1 und 2 sind die folgenden Kosten anrechenbar:<sup>26</sup>





- a. Baukosten inklusive mögliche Eigenleistungen und Materiallieferungen;
- b. Kosten für Projektierung und Bauleitung;
- c. Kosten für vermessungstechnische und planerische Arbeiten bei Landumlegungen inklusive Verpflockung und Vermarkung, soweit diese den Minimalanforderungen des Bundes entsprechen und für die Erkennung und Bewirtschaftung der neuen Parzellen notwendig sind;
- d. Kosten für den Landerwerb im Zusammenhang mit dem naturnahen Rückbau von Kleingewässern nach Artikel 14 Buchstabe g und bei umfassenden gemeinschaftlichen Massnahmen für die Schaffung ökologischer Vernetzungen, wobei ein Erwerbspreis bis maximal zum achtfachen Ertragswert berücksichtigt wird;
- e. Kosten für die Nachführung der amtlichen Vermessung im Zusammenhang mit Massnahmen nach Artikel 14 Buchstaben b–g;
- f. Gebühren aufgrund von Bundesgesetzen.

**Art. 16a**<sup>28</sup> Beitragsberechtigte Kosten und Beitragssätze für die periodische Wiederinstandstellung

1 Für die periodische Wiederinstandstellung von Wegen (Art. 15a Abs. 1 Bst. a) und landwirtschaftlichen Entwässerungen (Art. 15a Abs. 1 Bst. c) sind im Maximum die folgenden Kosten beitragsberechtig:

- a. für die Erneuerung der Fahrbahnabdeckung auf Kies- oder Belagswegen, einschliesslich der Instandstellung der Wegentwässerung, pro km Weg:

Franken

- 1. bei geringen technischen Schwierigkeiten (Normalfall) 25 000
- 2. bei mässigen technischen Schwierigkeiten 40 000
- 3. bei grossen technischen Schwierigkeiten 50 000

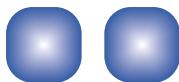
- b. bei landwirtschaftlichen Entwässerungen für das Spülen von Haupt- und Sammelleitungen oder die Instandstellung von Entwässerungsgräben, pro km: 5 000

**Art. 19** Höhe der Beiträge für landwirtschaftliche Gebäude

1 Für Ökonomie- und Alpgebäude werden pauschale Beiträge gewährt. Diese werden aufgrund des anrechenbaren Raumprogrammes pro Element, Gebäudeteil oder Einheit festgelegt.

2 Die Grundpauschale beträgt je nach Finanzkraft des Kantons maximal 15 000 Franken pro Fall. Hinzu kommen je nach Finanzkraft des Kantons folgende maximalen pauschalen Beiträge je Grossvieheinheit (GVE) für den Neubau von:

- a. Ökonomiegebäuden für rauhfutterm verzehrende Tiere bis 40 GVE je Betrieb: Franken
  - 1. in der Hügelize und in der Bergzone I 3000–3550
  - 2. in den Bergzonen II–IV 4500–5300
- b. Alpgebäuden 2200–2600



## **Steuerung** über Zahlungsrahmen

### **Teuerungseinfluss**

Die Beiträge richten sich einerseits an den effektiven Kosten aus, wodurch die Teuerung automatisch auf diese durchschlägt (vor allem Bodenverbesserungen). Andererseits werden Beiträge aufgrund von Pauschalen ausgerichtet (vor allem Gebäude und periodische Wiederinstandstellungen), die in der SVV betragsmässig festgelegt sind. Insgesamt besteht daher ein automatisches wie auch ein diskretionäres Element, wobei letzteres überwiegt.

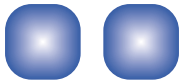
**810.4600.001 Abwasser- und Abfallanlagen:** Zum Schutz des unter- und oberirdischen Wassers vor schädlichen Einwirkungen werden die Kantone bei der Abwasserreinigung und Abfallsorgung unterstützt. Der Bund legt dafür Mindestanforderungen sowie Fristen fest. Kurz vor Ende 1994 haben die Kantone zahlreiche Subventionsgesuche für Abwasseranlagen eingereicht, um die damaligen günstigen Bestimmungen zu nutzen. Mit der Änderung des Gewässerschutzgesetzes vom 20.7.1997 wurde eine weitere Reduktion der Subventionstatbestände beschlossen. Heute bleiben nur noch wenige Vorhaben beitragsberechtigt. Am 1.1.2005 werden die bestehenden (299 Mio) und noch zu erwartenden Verpflichtungen (97 Mio) insgesamt 396 Mio betragen. Diese Verpflichtungen sollten bis 2010 abgebaut werden können.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (GSchG, SR 814.20).

#### **Art. 61<sup>17</sup>** Abwasseranlagen

1 Der Bund leistet den Kantonen im Rahmen der bewilligten Kredite Abgeltungen an die Erstellung und Beschaffung von:

a. Anlagen und Einrichtungen zur Stickstoffelimination bei zentralen Abwasserreinigungsanlagen, soweit sie der Erfüllung völkerrechtlicher Vereinbarungen oder von Beschlüssen internationaler Organisationen dienen, welche die Reinhaltung von Gewässern ausserhalb der Schweiz bezwecken;



b. Kanalisationen, die anstelle von Anlagen und Einrichtungen nach Buchstabe a erstellt werden.

2 Er kann den Kantonen im Rahmen der bewilligten Kredite Abgeltungen an die Kosten der kommunalen und regionalen Entwässerungsplanung leisten, wenn die Gesuche vor dem 1. November 2002 eingereicht werden.

3 Die Abgeltungen betragen:

- a. 50 Prozent der anrechenbaren Kosten für Massnahmen nach Absatz 1;
- b. 35 Prozent der anrechenbaren Kosten für Massnahmen nach Absatz 2.

**Art. 62<sup>18</sup>** Abfallanlagen

1 Der Bund leistet den Kantonen im Rahmen der bewilligten Kredite Abgeltungen an die Erstellung und Beschaffung von Anlagen und Einrichtungen zur Entsorgung von Sonderabfällen, wenn diese Anlagen und Einrichtungen von gesamtschweizerischem Interesse sind.

2 Er leistet den finanziell schwachen und mittelstarken Kantonen im Rahmen der bewilligten Kredite Abgeltungen an die Erstellung und Beschaffung von Anlagen und Einrichtungen zur Behandlung oder Verwertung von Siedlungsabfällen, wenn der erstinstanzliche Entscheid über die Erstellung der Anlage vor dem 1. November 1997 getroffen ist. Der Bundesrat kann diese Frist für Regionen, die noch nicht über die notwendigen Kapazitäten verfügen, bis spätestens 31. Oktober 1999 verlängern, wenn die Umstände es erfordern.

3 Der Bund kann den Kantonen im Rahmen der bewilligten Kredite Abgeltungen an die Kosten der kantonsübergreifenden Abfallplanung leisten, wenn die Gesuche vor dem 1. November 2002 eingereicht werden.

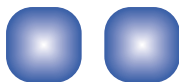
4 Die Abgeltungen betragen:

- a. 25 Prozent der anrechenbaren Kosten für Anlagen und Einrichtungen nach den Absätzen 1 und 2;
- b. 35 Prozent der anrechenbaren Kosten für Planungen nach Absatz 3.

## **Steuerung** über Jahreszusicherungskredit

### **Teuerungseinfluss**

Die Beiträge richten sich nach den effektiven Kosten. Das Volumen wird über Anzahl der geförderten Projekte gesteuert (Mengensteuerung).



## e. Erläuterungen zu Abschnitt 3.6. Beziehungen zum Ausland

**202.3600.002 Bestimmte Aktionen der Entwicklungszusammenarbeit:** insbesondere direkte Aktionen der technischen und finanziellen Zusammenarbeit in Entwicklungsländern; Beiträge an schweizerische NGO's, an Stipendiaten, an Programme; spezifische Aktionen zugunsten multilateraler Institutionen sowie im Zusammenhang mit entwicklungspolitischen Fragen; Begleitmassnahmen der Entwicklungszusammenarbeit. Spezifische Betrag für jeden Beitrag bzw. für jede Unterstützungsmassnahme.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 19.3.1976 über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (SR 974.0):

### Art. 9

1 Die Mittel für die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe werden als Rahmenkredite für jeweils mehrere Jahre bewilligt.

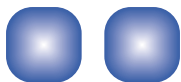
2 Bei den Rahmenkreditvorlagen sind die Lage der schweizerischen Wirtschaft und der Bundesfinanzen sowie die Erfordernisse der benachteiligten Gebiete im Inland zu beachten.

3 Der Bundesrat wacht über die wirksame Verwendung der nach diesem Gesetz bewilligten Mittel. Er erstattet darüber der Bundesversammlung Bericht, wenn er einen neuen Rahmenkredit beantragt.

### Steuerung über Rahmenkredit<sup>21</sup> (4 Jahre)<sup>22</sup>

<sup>21</sup> Definition Rahmenkredit in FHV Art. 29 Abs. 7: Der Rahmenkredit ist ein Verpflichtungskredit mit delegierter Spezifikationsbefugnis, bei dem der Bundesrat oder die Verwaltungseinheit im Rahmen der von den eidgenössischen Räten allgemein umschriebenen Zwecksetzung bis zum bewilligten Kreditbetrag einzelne Verpflichtungskredite ausscheiden kann.

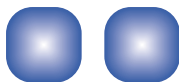
<sup>22</sup> Mit der Botschaft über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zu Gunsten von Entwicklungsländern vom 28. Mai 2003 (<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2003/4625.pdf>) beantragte der Bundesrat den eidgenössischen Räten einen Rahmenkredit von 4400 Millionen Franken für die technische Zusammenarbeit und die Finanzhilfe zu Gunsten von Entwicklungsländern und für Massnahmen, die von der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) durchgeführt werden.



## Teuerungseinfluss

Es besteht ein relativ grosser diskretionärer Spielraum hinsichtlich der Anpassung der Ausgaben an die Teuerung. Die Tätigkeiten im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit bestehen im Wesentlichen aus Projekten und Programmen, die aus dem Rahmenkredit alimentiert werden. Verteuert sich aus irgendwelchen Gründen ein Projekt, so können diese Mehrkosten kompensiert werden, indem andere Projekte zeitlich aufgeschoben, redimensioniert oder gestrichen werden („Mengensteuerung“). Die Teuerung in der Schweiz spielt bei den Ausgaben für Entwicklungshilfe nur soweit eine Rolle, als Güter und Dienstleistungen gekauft sowie schweizerisches Personal eingesetzt wird. Gemäss Botschaft über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zu Gunsten von Entwicklungsländern vom 28. Mai 2003 werden rund ein Fünftel der gesamten Ausgaben für die öffentliche Entwicklungshilfe für Lohnzahlungen bzw. für den Kauf von Gütern und Dienstleistungen in der Schweiz ausgegeben. Im Weiteren lösen Zahlungen an multilaterale Organisationen mit Sitz in der Schweiz Lohnzahlungen und Güterkäufe in der Schweiz aus. Ingesamt dürfte sich die inländische Teuerung unterproportional (d.h. „gering“) auf die Entwicklungshilfesaufgaben auswirken.

Ebenso gibt die Botschaft Rechenschaft über die Verwendung des am 16. Juni 1999 bewilligten neunten Rahmenkredits zu Gunsten von Entwicklungsländern. Beantragt wurden für bilaterale Programme der technischen Zusammenarbeit und Finanzhilfe 2464 Mio und für Beiträge an multilaterale Institutionen und Programme 1936 Mio (davon IDA 1060 Mio.). Im Bundesbeschluss über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zu Gunsten von Entwicklungsländern vom 18. Dezember 2003 wurde ein Rahmenkredit von 4200 Mio für eine Mindestdauer von vier Jahren bewilligt (<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2004/15.pdf>).



**202.3600.001 Beiträge an internationale Organisationen:** Es handelt sich vor allem um freiwillige Beiträge im Rahmen der multilateralen Entwicklungszusammenarbeit.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 19.3.1976 über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe (SR 974.0) Art. 9:

1 Die Mittel für die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe werden als Rahmenkredite für jeweils mehrere Jahre bewilligt.

2 Bei den Rahmenkreditvorlagen sind die Lage der schweizerischen Wirtschaft und der Bundesfinanzen sowie die Erfordernisse der benachteiligten Gebiete im Inland zu beachten.

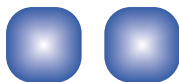
3 Der Bundesrat wacht über die wirksame Verwendung der nach diesem Gesetz bewilligten Mittel. Er erstattet darüber der Bundesversammlung Bericht, wenn er einen neuen Rahmenkredit beantragt.

**Steuerung** über Rahmenkredit (4 Jahre)

### **Teuerungseinfluss**

Es besteht kein Mechanismus, wonach die Beiträge an die Teuerung in der Schweiz angepasst werden müssen. Der Einfluss der Schweizer Teuerung auf die freiwilligen Beiträge der Schweiz an internationale Organisationen im Rahmen der multilateralen Hilfe ist gering. Die Preisentwicklung im In- und Ausland spielt über den Wechselkurs indirekt eine Rolle.

**202.3600.005 Beitrag IDA (International Development Association):** Finanzierung der Beitragsleistung an die Internationale Entwicklungsorganisation. Beitrag à fonds perdu zu Gunsten der Wiederauffüllung der Mittel der IDA (Tochtergesellschaft der Weltbank). Die IDA gewährt den Regierungen der ärmsten Länder zinslos Kredite für eine Dauer von 35 - 40 Jahren. Es existiert kein eigentlicher Beitragsatz, sondern der schweizerische Beitrag wird für jede Auffüllungsphase, die jeweils ungefähr 10 Jahre dauert, gesondert festgelegt.



**Rechtsgrundlage:** BG vom 4. Oktober 1991 über die Mitwirkung der Schweiz an den Institutionen von Bretton Woods (SR 979.1),

**Art. 3** Beitragsleistungen

1 Die Finanzierung der schweizerischen Beitragsleistungen an die Internationale Bank für Wiederaufbau und Entwicklung, die Internationale Entwicklungsorganisation und die Internationale Finanz-Corporation richtet sich nach Artikel 9 des Bundesgesetzes vom 19. März 1976 über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe.

**Steuerung** über Rahmenkredit (4Jahre)

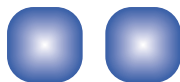
**Teuerungseinfluss**

Die Teuerung in der Schweiz wirkt indirekt über den Wechselkurs auf den Beitrag an die IDA. Der schweizerische Beitrag wird für eine längere Zeitperiode festgelegt. Es besteht kein Automatismus in Bezug auf die Teuerung. Der Einfluss der schweizerischen Teuerung auf den schweizerischen Beitrag und an das Budget der IDA ist marginal.

**202.3600.201 humanitäre Aktionen:** Beiträge und Aktionen zur humanitären Hilfe über internationale Organisationen, Rot-Kreuz-Organisationen u.a.m.

**Rechtsgrundlage:** BG vom 19.3.1976 (SR 974.0) über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Art. 9, Verordnung vom 12.12.1977 (SR 974.1) über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe, BB<sup>23</sup> vom 12.6.2002 ([www.admin.ch/ch/d/ff/2002/4467.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2002/4467.pdf))

<sup>23</sup> Botschaft über die Weiterführung der internationalen humanitären Hilfe der Eidgenossenschaft vom 14. November 2001 ([www.admin.ch/ch/d/ff/2002/2221.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2002/2221.pdf)). Der neue Rahmenkredit räumt den Barmitteln Vorrang ein, da mit Bargeld am besten auf die wirklichen Bedürfnisse der betroffenen Personen eingegangen werden könne. So sollen beispielsweise Grundnahrungsmittel nach Möglichkeit vor Ort oder in den Nachbarländern gekauft werden. Der Anteil der in der Schweiz zu beschaffenden Güter könnte daher tendenziell abnehmen.



## **Steuerung** über Rahmenkredit (4 Jahre)

### **Teuerungseinfluss**

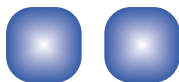
Die schweizerische Teuerung beeinflusst diejenigen Ausgaben im Rahmen der humanitären Hilfe, bei denen schweizerisches Personal (insbesondere das schweizerische Katastrophenhilfekorps, SKH) zum Einsatz kommt oder Güter und Dienstleistungen in der Schweiz gekauft und für humanitäre Aktionen eingesetzt werden. Es besteht kein Automatismus, der die Beiträge an eine höhere Teuerung anpasst. Der Anteil der Aufwendungen des SKH am Total der Rubrik beläuft sich auf rund ein Viertel. Für die Beiträge an internationale Organisationen spielt die inländische Teuerung keine Rolle. Insgesamt ist der Handlungsspielraum gross und die Stärke der Teuerungswirkung gering.

**202.3600.501 Osthilfe:** Programme in Südosteuropa, in der GUS, Regional- und Spezialprogramme (Kosovo, Bosnien-Herzegowina). Die technische Zusammenarbeit besteht vor allem aus Beratungs- sowie Aus- und Weiterbildungsdienstleistungen. Bei der finanziellen Zusammenarbeit ist das wichtigste Instrument die nicht-rückzahlbaren Finanzierungszuschüsse insbesondere bei Infrastrukturfinanzierungen, aber auch Zahlungsbilanz- und Budgethilfen sowie Entschuldungsmassnahmen.

Rechtsgrundlage: BB 8.3.1999 (BBI 1999 2372), BB 13.6.2002 (BBI 2002 4469), Botschaft über die Weiterführung der Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas und der GUS vom 31.3.2004 ([www.admin.ch/ch/d/ff/2004/1843.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2004/1843.pdf)). Bundesbeschluss über den Rahmenkredit zur Weiterführung der Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas und der GUS vom 4.10. 2004 ([www.admin.ch/ch/d/ff/2004/5515.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2004/5515.pdf))

## **Steuerung** über Rahmenkredit (4 Jahre)





### **Teuerungseinfluss**

Die Teuerung beeinflusst die Personalaufwendungen und Güterbeschaffungen, die im Rahmen der Osthilfe anfallen. Es besteht kein Automatismus, der eine Anpassung der Ausgaben an die Teuerung verlangen würde. Die Steuerung erfolgt über die Ausgestaltung der einzelnen Projekte und Programme (Mengensteuerung). Die oben erwähnte Botschaft setzt bezüglich der Personalaufwendungen eine Limite von 66 Mio, die aus dem Rahmenkredit (800 Mio) alimentiert werden können. Die Infrastrukturfinanzierungen sind grundsätzlich an schweizerische Lieferungen gebunden. Der Anteil der Kostenelemente, bei denen die inländische Teuerung eine Rolle spielt (Personal, Güterbeschaffungen), ist zwar nicht unbedeutend, die Wirkung einer höheren Teuerung insgesamt dürfte unterproportional (d.h. „gering“) sein.

### **704.3600.222 wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit**

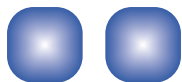
in den Bereichen Handels- und Investitionsförderung, Rohstoffe, Zahlungsbilanzhilfe, Entschuldungsmassnahmen, Mischkreditschenkungen, technische Unterstützung, Durchführungs- und Verwaltungskosten.

Rechtsgrundlage: BG vom 19.3.1976 (SR 974.0) über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Art. 9 Absatz 1. BB vom 4.6.2003 vgl. [www.admin.ch/ch/d/ff/2003/4826.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2003/4826.pdf), diesbezügliche Botschaft unter [www.admin.ch/ch/d/ff/2003/191.pdf](http://www.admin.ch/ch/d/ff/2003/191.pdf).

**Steuerung** über Rahmenkredit (4 Jahre)

### **Teuerungseinfluss**

Der diskretionäre Handlungsspielraum ist gross. Es besteht keine Regelung, welche eine Anpassung der Ausgaben an eine höhere Teuerung verlangen würde. Nur ein geringer Teil der Ausgaben



werden von der Teuerung in der Schweiz beeinflusst. So ist der Anteil der Personalaufwendungen, die in der Zentrale anfallen (0.9% des Gesamtbetrags des 6. Rahmenkredits von 970 Mio) sehr gering. Im Weiteren werden 0.6% für Ausbildungsprogramme und die Bereitstellung von Schweizer Personal bei den internationalen Entwicklungsbanken eingesetzt. Mischkreditschenkungen sind meist mit der Auflage verbunden, für Projekte (Infrastruktur) schweizerische Güter und Dienstleistungen einzukaufen. Für den grösseren Teil der Ausgaben dürfte die Teuerung in der Schweiz keine Rolle spielen. Der Einfluss ist daher als „gering“, d.h. eine insgesamt unterproportionale Reaktion der Ausgaben auf eine höhere Teuerung, einzustufen.

